

Chômage : nouvelle baisse, notamment chez les jeunes

LE NOMBRE de chômeurs a baissé en France de 18 100 (-0,6 %) en juin, selon les statistiques publiées vendredi 30 juillet par le ministère de l'emploi et de la solidarité. Signe encourageant, le nombre des chômeurs de moins de 25 ans a diminué de 1,1 % et celui des chômeurs de longue durée de 1,2 %. A trois exceptions près, le recul du chômage est continu depuis septembre 1997. En deux ans, le taux est passé de 12,6 % à 11,3 % de la population active. Les situations d'exclusion et de grande pauvreté demeurent cependant préoccupantes. A Paris, où les chaleurs de l'été ne sont pas moins dures pour les SDF que les rigueurs de l'hiver, les associations sont dépassées par la demande. Et l'hiver s'annonce « catastrophique ».

Lire pages 6 et 8 et notre éditorial page 14

L'eau de la Lune

DEPUIS plusieurs années, des mesures faites par de petites sondes automatiques laissent à penser que la Lune conserverait au frais de grandes quantités de glace d'eau dans les parties obscures de certains cratères météoritiques. Pour le confirmer, des chercheurs américains ont imaginé de bombarder violemment une de ces zones avec la sonde Lunar Prospector. Le pari est osé. Mais si la cible choisie - un petit cratère du pôle sud de la Lune - est atteinte, une vingtaine de kilos de vapeur d'eau pourrait se dégager. La vapeur serait alors détectée par les télescopes spatiaux et terrestres. Impact : samedi 31 juillet à 11 h 52, heure française.

Lire page 22

L'empereur du papier



PIERRE-KARL PÉLADEAU

LE GROUPE canadien Quebecor deviendra le premier imprimeur du monde au terme de son projet de fusion avec l'américain World Color. Pierre-Karl Péladeau, fils du fondateur et nouveau président du groupe, explique au Monde sa volonté de se développer dans les métiers de la communication.

Lire page 18

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, CON. ; 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 731 - 7,50 F



Des mécanismes du cancer ont été découverts

- Des chercheurs américains ont reproduit sur des cellules humaines les étapes de la formation du cancer
- Ces travaux permettent de comprendre comment une cellule normale devient maligne
- L'espoir de nouveaux traitements reste encore lointain

L'ÉQUIPE du chercheur américain Robert Weinberg (Institut de recherche biomédicale Whitehead, au Massachusetts Institute of Technology) vient de faire une découverte capitale dans la connaissance des mécanismes moléculaires qui font évoluer une cellule normale vers le cancer. Cette découverte a été publiée dans la revue *Nature* datée du 29 juillet. La transformation des cellules avait déjà été obtenue expérimentalement chez la souris. C'est la première fois qu'elle est réalisée sur des cellules humaines. Les chercheurs américains ont ainsi mis au jour et décrit les étapes de formation du cancer. Les cellules humaines ainsi transformées ont provoqué la formation de tumeurs chez des souris de laboratoire auxquelles elles ont été injectées.

Une page historique vient donc d'être écrite dans la connaissance du cancer par l'une des équipes les plus brillantes de ce domaine au cours des vingt dernières années. Il



s'agit, selon le professeur Moshe Yaniv, de l'Institut Pasteur de Paris, d'« une révolution dans les connaissances » bien que, ajoute-t-il, « il existe sans doute d'autres chemins par lesquels des cellules normales deviennent cancéreuses ». Le professeur Yaniv reste extrêmement prudent sur les conséquences de cette découverte sur les traitements du cancer. « Nous sommes loin d'une révolution dans la thérapeutique », souligne-t-il.

Les étapes de formation du cancer ne suffisent pas à expliquer pourquoi des cellules devenues cancéreuses envahissent l'organisme. Ces étapes ne sont sans doute pas les seules à pouvoir conduire à la cancérisation des cellules. Elles permettent cependant d'identifier des cibles pour des traitements anticancéreux, fondés sur la thérapie génique. Ces traitements sont encore loin d'être mis au point.

Lire page 30

Interpol sur la piste du gourou chinois assis sur une fleur de lotus

PÉKIN de notre correspondant

Les fins limiers de la planète vont devoir s'initier aux leçons de « l'École de la roue de la loi ». Peut-être même punaiser dans leurs bureaux la photographie sublime d'un gourou nimbé de lumière et méditant en tailleur sur une corolle de lotus. Telle est l'épreuve que risquent de leur infliger les autorités chinoises, qui viennent de requérir l'assistance d'Interpol pour traquer un gourou exilé aux Etats-Unis. Grand-maître du mouvement mystique Fa Lun Gong (« Travail de l'école de la roue de la loi »), récemment interdit par le régime communiste, Li Hongzhi est poursuivi pour « trouble à l'ordre public ». Il lui est reproché d'avoir inspiré à travers la Chine des manifestations pacifiques non autorisées. Le crime est insigne aux yeux des autorités chinoises. Mais il risque d'apparaître un peu bénin aux super-flics internationaux, qui ont peut-être de plus funestes parrains à pister.

L'affaire pourrait prêter à sourire si elle n'illustrait le degré zéro de l'idéologie dans lequel la Chine - censeurs et charlatans

confondus - n'en finit pas de s'anémier. Voilà un guide autoproclamé de l'humanité en péril, Li Hongzhi, trompettiste recyclé dans le messianisme, qui tricote des kilomètres de dévotions au succès foudroyant auprès de millions de Chinois déboussolés et en quête de croyances. L'imposteur « Eveillé » - c'est ainsi que l'on appelle Bouddha - proclame que l'humanité a déjà été détruite quatre-vingt et une fois, qu'elle est à nouveau menacée par des extraterrestres conspirant à cloner de faux humains, et que le salut viendra de l'implantation de la Roue cosmique dans l'abdomen de chacun.

Des années durant, les autorités n'ont guère jugé que le ténébreux univers de Li Hongzhi menaçait l'« ordre public ». Jusqu'au jour - c'était le 25 avril - où 10 000 de ses disciples ont pacifiquement assiégé, à Pékin, Zhongnanhai (le saint des saints du régime, siège du régime communiste), afin de réclamer la reconnaissance officielle du mouvement. L'humiliation des chefs du Parti communiste face à une organisation clandestine si bien huilée et, de surcroît, ayant en-

corcelé certains de ses cadres, a été profonde. Depuis une semaine, la chasse aux « superstitieux » est ouverte.

Raffles, regroupements dans les stades, séances d'autocritique, exils dans les camps de rééducation, cérémonies d'autodafé où l'on célèbre le pilon concasseur de livres et des cassettes « hérétiques » se multiplient. La Chine entière vit à l'heure d'une nouvelle « campagne politique », ces rituels de mobilisation collective par lesquels le pouvoir forgera tisonne la société. L'an dernier, à la même époque, la propagande décriait la patrie en danger face aux crues boueuses du Yang-tsé. Ces dernières semaines, les scrutateurs des pulsations chinoises se demandent d'où pourrait bien venir le péril estival. On hésitait entre l'OTAN bombardeur d'ambassade en Serbie - un peu réchauffé - et le séparatisme taïwanais - pas encore mûr. Ce fut donc Fa Lun Gong, opportune « Roue de la loi », qui montre à quel point la Chine politique ne tourne pas tout à fait rond.

Frédéric Bobin

Les promesses d'Avignon

AVIGNON 1999 s'achève et, déjà, les regards se tournent vers l'avenir du plus important rendez-vous international de la création scénique contemporaine. Une chose est certaine : la 53^e édition a tenu la plupart de ses promesses et le public - 115 000 spectateurs - comme les professionnels - plusieurs centaines de producteurs, diffuseurs et journalistes venus du monde entier - ont témoigné de leur attachement renouvelé pour l'enseigne créée en 1947 par Jean Vilar. En revanche, au-delà de l'affiche du millénaire, qui s'annonce prestigieuse, nul ne sait aujourd'hui quel sera le visage d'Avignon en 2001.

La première incertitude concerne le lieu mythique du festival, son cœur, son baromètre, son métro-nome : la Cour d'honneur du Palais des papes. Maudite cour !, comme l'on dirait à Québec. Les grands de la scène, à l'exception magnifique de la chorégraphe Pina Bausch, qui, une nouvelle fois, y donnera le coup d'envoi du festival l'année prochaine, se tiennent à l'écart et ceux qui s'y lancent peinent à convaincre, année après année. On n'a rien vu ici de plus beau et de plus émouvant que *Le Soulier de satin*, de Paul Claudel, dans la mise en scène d'Antoine Vitez ; c'était en 1987...

Pour les rassurer, la cour a été sonorisée il y a trois ans, l'époque n'étant plus, disent certains, à la déclamation lyrique des grands

textes du répertoire. C'est peut-être une première erreur : seul un art élevé, incarné par des interprètes d'exception, peut se hisser à la hauteur des murs et de la mémoire du lieu. Les pauvres représentations de *Henry V* cette année en ont apporté la meilleure preuve : acteurs défaillants aux voix outrageusement amplifiées ; effet téléfilm garanti. La deuxième erreur tient à la configuration des gradins, inconfortables, aux deux balcons vertigineux et indignes d'une nuit de théâtre. Il faudra encore s'en accommoder en l'an 2000 avant leur réfection pour le festival de 2001. Les balcons doivent disparaître et la jauge serait plus humaine. Patience, donc.

La seconde incertitude tient au mode de financement du festival. Son budget actuel de 52 millions de francs (7,927 millions d'euros) ne lui permet pas d'être le producteur des spectacles qu'il présente et le livre tout entier aux choix artistiques de ses partenaires français ou étrangers. Quand les grandes institutions, homologues naturels d'Avignon, sont dirigées par des metteurs en scène d'exception, le travail du directeur est aussitôt plus simple. Quand elles ne le sont pas, la marge de manœuvre en est réduite d'autant.

Olivier Schmitt

Lire la suite page 14



EN ROUTE VERS LE FUTUR L'éternité d'Ayerdhal

Chef de file de la nouvelle science-fiction française, Ayerdhal témoigne dans ses livres d'un engagement : message libertaire, mise en scène de rebelles, description des systèmes politiques. Dans sa nouvelle, *Eloge du déficit*, Ayerdhal a choisi le monologue pour raconter l'histoire d'un recrutement exceptionnel : « Je t'offre tout. L'éternité. Pas l'immortalité. Ça, c'est dans mes cordes. » Une réflexion sur le temps. Notre cahier spécial



L'ÉTÉ FESTIVAL Son cœur est un piano

Il a quatre-vingts ans, une fine moustache blanche et il joue sa vie sur le piano. Rubén Gonzales, c'est le « son » de Cuba en splendeur, l'idée visible de la musique, la violence d'aimer, de souffrir, avec le sourire. A La Roque-d'Anthéron, ils étaient plus de mille à l'applaudir, debout. p. 26

LES SÉRIES DE L'ÉTÉ Aujourd'hui c'est demain

5. Le porte-monnaie qui paie « à l'œil »

Le porte-monnaie de demain sera une carte bancaire très sophistiquée. Il vous suffira de placer votre œil devant la caméra d'un distributeur pour que votre carte soit aussitôt créditée. p. 12

NATATION Et une, et deux, et trois

Après le titre de championne d'Europe du 200 m papillon conquis, le 27 juillet, à Istanbul (Turquie), par Roxana Maracineanu, le jeune Stéphan Perrot (200 m brasse) et l'aguerri Franck Esposito (200 m papillon) ont à leur tour remporté une médaille d'or, jeudi 29 juillet. p. 23

International	2	Carnet	21
France	6	Aujourd'hui	22
Société	8	Météorologie	25
Régions	10	Jeux	25
Horizons	12	Abonnements	25
Entreprises	16	Culture	26
Communication	18	Guide culturel	28
Tableau de bord	18	Radio-Télévision	29

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 31 JUILLET 1999

CONFÉRENCE Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, dont Bill Clinton, Jacques Chirac, Tony Blair et Gerhard Schröder, ainsi que les dirigeants de tous les pays balka-

niques (hors Serbie) se sont retrouvés, vendredi 30 juillet, à Sarajevo dans le cadre du « Pacte de stabilité des Balkans », que dirige l'Allemand Bodo Hombach. ● LA COOPÉRATION

entre ces pays est considérée par l'Union européenne comme indispensable dans le cadre des discussions sur l'élargissement de l'Union à l'est. ● PREMIER SIGNE en ce sens, la Croa-

tie et la Bosnie devaient vraisemblablement signer vendredi à Sarajevo un accord portant sur la définition de leur frontière. ● LA SERBIE est le seul pays de la région absent du sommet.

La communauté internationale cherche les moyens d'aider la population serbe sans que Slobodan Milosevic puisse récupérer ce soutien politiquement.

A Sarajevo, les premiers pas de l'ouverture de l'Europe aux Balkans

Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, incluant les principaux dirigeants occidentaux et ceux des pays balkaniques, se sont réunis vendredi 30 juillet dans la capitale bosniaque pour tracer la voie à la pacification de la région

UNE QUARANTAINE de chefs d'Etat et de gouvernement, dont MM. Clinton, Blair, Chirac et Schröder, se sont retrouvés, vendredi 30 juillet, à Sarajevo, pour réaffirmer leur engagement à promouvoir le « Pacte de stabilité dans les Balkans ». Jeudi, un mini-sommet avait réuni les dirigeants de neuf pays du sud-est européen – avec un absent d'importance, Slobodan Milosevic – dans une capitale bosniaque.

Le président finlandais Martti Ahtisaari, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, a prié ses interlocuteurs d'enterrer la hache de guerre. Ce fut aussi le message de M^{me} Albright, la secrétaire d'Etat américaine, qui a effec-

tué jeudi une visite-éclair au Kosovo. Elle a été acclamée à Pristina, par une foule d'Albanais, avant d'être huée par des Serbes devant le monastère de Gracanica. Plus haut membre de l'administration Clinton à se rendre dans la province « libérée », elle a assuré, devant les Albanais, que le Kosovo ne serait plus jamais un lieu de « meurtres et de massacres ». Elle n'a pas suscité les mêmes applaudissements en ajoutant : « *La démocratie ne peut s'édifier sur la vengeance* ». Devant la presse, elle a martelé, en parlant des Serbes : « *Nous voulons qu'ils restent* », en soulignant que les opérations de maintien de la paix étaient conçues pour protéger leur communauté.

Elle a rencontré l'évêque Artemije, chef orthodoxe de la province, mais a été huée à sa sortie du monastère par des centaines de Serbes scandant le nom de Milosevic. « *Albright est un véritable Hitler. Comment cet évêque a-t-il pu lui parler ?* », criait un manifestant.

En Italie, la secrétaire d'Etat a rencontré Ibrahim Rugova, le dirigeant modéré des Kosovars. « *Il a convenu de rentrer vendredi au Kosovo pour y rester*, a déclaré James Rubin, porte-parole de M^{me} Albright. *Il a accepté de participer au Conseil de transition* » que les représentants de l'ONU tentent de mettre sur pied au Kosovo. Ni M. Rugova, ni les cadres de son parti en crise, la LDK, n'ont jamais

donné d'explications claires sur son refus de revenir à Pristina, où il s'était rendu en visite éclair le 15 juillet. Il craint pour sa vie, affirmait vendredi le *New York Times*, dans une région qui « *a été prise de fait* » par l'UCK, divisée entre clans et courants plus ou moins extrémistes.

Jeudi, à Sarajevo, M. Ahtisaari avait déclaré que « *la capacité des pays de la région à coopérer et à établir des relations de bon voisinage sera un critère important dans l'évaluation de leurs perspectives d'intégration totale à l'UE* ». Lors d'une conférence de presse, le coordinateur spécial pour le Pacte de stabilité, l'Allemand Bodo Hombach, précisait que ce Pacte ne devait pas

être perçu « *comme un ralentisseur, mais comme une bande d'accélération pour rejoindre l'UE* ».

Le sommet de vendredi n'est pas le lieu d'engagements financiers pour la reconstruction de la région ou le développement des Balkans. La question a été abordée mercredi à Bruxelles, où les pays et organismes donateurs ont promis 2,1 milliards de dollars pour couvrir l'aide humanitaire et les premières mesures d'aide à la reconstruction. En revanche, les chefs d'Etat et de gouvernement, dans un projet de déclaration finale diffusé à Bruxelles, extrêmement vague sur les détails et les moyens de mise en œuvre de leurs engagements, devaient souligner l'importance de la

coopération régionale dans le processus de rapprochement avec l'Europe de l'Ouest. Premier pas en ce sens, les présidents croate et bosniaque Franjo Tudjman et Alija Izetbegovic devaient probablement signer un accord portant sur la délimitation exacte de la frontière entre leurs pays.

Pour ce qui est de la France, l'ancien ministre Roger Fauroux préside désormais une mission interministérielle pour les Balkans « *afin d'animer et de coordonner les efforts des intervenants français, publics et privés, qui interviendront en matière d'aide humanitaire, de reconstruction et de développement dans la région* », annonçait un communiqué de Matignon en date du 23 juillet.

MM. Prodi et Santer dénoncent la multiplication des structures d'aide

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, qui a été adopté en juin par l'Union européenne (UE) à l'initiative de l'Allemagne, est défini comme un « *instrument de travail* » permettant à l'UE, à de nombreux autres pays (Russie, Japon, Etats-Unis, Turquie...) et à des institutions internationales de coopérer pour contribuer à la paix, à la sécurité et au développement économique de la région. Certains l'envisagent de manière grandiose. C'est le cas de Bodo Hombach, le « coordonnateur », qui réclame budget (pour l'instant quasi inexistant), personnels, compétences et, pour lui, un statut voisin de celui des commissaires européens. La France et le Royaume-Uni, que cet enthousiasme préoccupe, cherchent à mettre un peu d'ordre.

L'activisme manifesté dans la région par certains, notamment par l'Allemagne, semble aussi préoccuper la Commission. Jacques Santer, son président démissionnaire, a adressé aux chefs d'Etat et de gouvernement, juste avant de quitter ses fonctions, une lettre au ton inhabituellement alarmiste. Il y souligne les dangers de la multiplication de nouvelles structures « *aux compétences souvent imprécises* » : Minuk (Mission des Nations unies pour le Kosovo), pacte de stabilité, Agence pour le Kosovo, G 7... Outre l'inconvénient de voir fleurir de nouvelles bureaucraties, M. Santer se demande si l'Union, engluée au milieu de ces organismes nouveaux, pourra préserver son autonomie de décision. Déplorant « *l'absence de transparence et la perte de maîtrise des finances* », il craint que l'UE ne fasse les frais du système : « *Aujourd'hui, on ne sait pas combien l'Union européenne va payer – mais il est sûr qu'elle paiera plusieurs fois. A travers cette prolifération d'initiatives, l'Europe a perdu la maîtrise de son engagement financier*. »

Intervenant devant le Parlement européen, Romano Prodi, le président désigné de la prochaine Commission, avait exprimé des inquiétudes voisines. Face aux défis qui se posent dans les Balkans, « *l'UE sera la première à contribuer, mais il existe un risque que l'impact de son soutien ne soit estompé dans un enchevêtrement complexe de structures concurrentes... Cette prolifération de preneurs de décisions compromet le rôle central que l'Union européenne devrait jouer. Nous avons un besoin urgent de simplification. Nous devons en particulier veiller à ce que l'importante contribution financière de l'Union soit consacrée à la reconstruction, et non à la bureaucratie*. »

Ph. L.

BRUXELLES (Union européenne)
<i>de notre correspondant</i>
Tant la mise en route le 30 juillet à Sarajevo à l'aveuglette, du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est, proposé en juin par l'Al-
ANALYSE
Le conflit du Kosovo
a révélé
l'absence de stratégie d'élargissement

lemagne alors à la tête de l'Union, et entériné par les Quinze à Cologne, que la propension de cette même Allemagne, appuyée par l'Autriche, l'Italie, voire la Grande-Bretagne, à offrir de généreuses perspectives d'intégration à tout pays d'Europe centrale, orientale ou balkanique – Ukraine comprise – suscitent quelques inquiétudes à Bruxelles, à Paris et dans d'autres capitales européennes. « *Ou bien l'Allemagne a en partie renoncé à la forme d'Europe pour laquelle elle a milité depuis quarante ans, ou bien elle veut la faire autrement* », observe, visiblement perplexe, un diplomate français.

La guerre au Kosovo a créé une situation nouvelle. Mais la surenchère qu'elle provoque chez certains des Quinze et notamment « *l'irrépressible glissade allemande* », qu'évoque le diplomate cité, font davantage ressortir l'absence de politique européenne à l'est et, de manière plus circonscrite, l'absence de stratégie d'élargissement.

Comprenant qu'il est malsain de continuer à ne pas débattre d'un problème pour la seule raison qu'il risque de provoquer des divisions, la Finlande, qui exerce actuellement la présidence des travaux communautaires, a inscrit l'élargissement et les dossiers liés (Balkans, Turquie, Ukraine, réformes institutionnelles) à l'ordre du jour du « *Gymnich* » – la session informelle que les ministres des 4 affaires étrangères des Quinze tiendront les 4 et 5 septembre à Saariselkä en Laponie.

Les Quinze disposeront alors de près de quatre mois, jusqu'au Conseil européen d'Helsinki en décembre, pour mettre de l'ordre dans leur politique à l'Est. Ce recadrage concerne d'abord le processus d'élargissement qui, en décembre 1997 à Luxem-

bourg, a été lancé avec dix pays d'Europe centrale et Chypre. Des négociations ont été engagées en 1998, à un rythme plutôt lent, avec six d'entre eux, les mieux préparés : Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovénie et Chypre. Il fut indiqué aux autres (Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie) qu'ils pourraient éventuellement rattraper ce premier train s'ils accomplissaient des progrès satisfaisants en terme de réformes politiques et économiques. En décembre 1998, à Vienne, les Quinze concentraient leurs esprits sur sa négociation budgétaire, dite « Agenda 2000 » et semblaient trouver qu'un élargissement à cinq ou six (il y a toujours une ambiguïté à propos de Chypre : faut-il accueillir une île divisée ?) constituait un projet suffisamment périlleux pour ne pas encore l'alourdir.

Aujourd'hui le décor a changé : il y a eu le Kosovo, et l'Agenda 2000 a été adopté à Berlin, de sorte que l'UE sait désormais de quelles ressources elle disposera jusqu'en 2006. Les Quinze semblent vouloir en revenir à un schéma proche de Luxembourg, quoique aménagé afin de mieux motiver ceux pour qui l'attente risque d'être la plus longue. La méthode de négociations « par vagues » paraît moins pertinente dans la mesure où les pays candidats ne progressent pas au même rythme. S'agissant des six avec qui les négociations ont été ouvertes, la Pologne, la Hongrie, l'Estonie mettent des bouchées doubles, qu'il s'agisse du dynamisme de leur économie ou de la reprise de « l'acquis communautaire », alors que la République tchèque et la Slovénie prennent du retard. Il devient vraisemblable que les « six » n'adhéreront pas à la même date. Du côté des cinq laissés au bord de la route, Lettonie, Lituanie, Bulgarie et Slovaquie progressent, alors que la Roumanie ne parvient pas à décoller.

A Helsinki, les pays nordiques soutenus par l'Allemagne vont faire pression pour que les négociations soient ouvertes également avec la Lettonie, la Lituanie, peut-être la Slovaquie. D'autres, comme la France, redoutent qu'agir ainsi décourage la Bulgarie et la Roumanie. Avec le danger qu'elles se sentent rejeter dans le groupe des pays Balkaniques auxquels l'Union maintenant s'intéresse, mais dont l'adhésion ne peut guère être envisagée avant une échéance très loin-

Comment aider les Serbes sans aider le régime de Belgrade ?

favoriser une assistance qui aurait un effet direct en faveur de Slobodan Milosevic et qu'il pourrait récupérer politiquement. Casse-tête.

Les Américains, eux, épousent davantage une ligne tactique, mais plus radicale, qui consiste à dire, en substance : « *Plus les Serbes souffriront, plus ils remettront en cause le régime de Belgrade. Dans le même temps, faisons tout ce que nous pouvons pour soutenir et au besoin nourrir l'opposition*. » Une approche « à l'irakienne » qui est loin de faire l'unanimité parmi les grandes puissances et suscite des débats, même à Washington. « *Le changement en Serbie doit venir de l'intérieur pas de l'extérieur, c'est à dire de nous* », déclarait, jeudi 29 juillet, l'envoyé spécial du président américain dans les Balkans, Robert Gelbard, devant un groupe de travail de la commission des affaires étrangères du Sénat, après que cette commission ait voté en faveur d'un projet de loi qui accorderait une aide de 100 millions

de dollars à l'opposition au leader yougoslave.

Même la question des réfugiés serbes, de plus en plus nombreux à se presser aux portes de Belgrade, donne des migraines aux Occidentaux. Bien que les Alliés incitent les Serbes à ne pas fuir le Kosovo – Madeleine Albright a encore affirmé, jeudi, que la communauté internationale défendait l'existence d'un « *Kosovo multi-ethnique* » – ils sont prêts à aider financièrement les communes étiquetées d'opposition qui les accueillent. « *Le problème est qu'on n'est pas sur place puisque Belgrade a rompu ses relations diplomatiques avec la communauté internationale* », confie un diplomate. Il est donc difficile d'évaluer les besoins et d'identifier les communes « vertueuses » pour s'assurer que les éventuels fonds parviennent bien à destination.

Empêtrés dans ces contradictions, mais refusant d'avoir une

taîne. Ce risque est d'autant plus réel qu'on sent bien, à Bruxelles comme à Bucarest, que l'Allemagne ou l'Autriche ne verraient pas d'un mauvais œil la Croatie adhérer avant la Roumanie et la Bulgarie !

Pour la Commission, pour la France aussi, il n'existe que dix candidats d'Europe centrale, plus Chypre et Malte, plus encore le cas difficile et particulier de la Turquie. Et il importe de faire en sorte qu'aucune confusion ne puisse s'installer à cet égard. Comment y parvenir ? Peut-être en fixant dès Helsinki

Le débat devrait s'ouvrir dès le 4 septembre en Laponie, à l'occasion d'une session informelle des ministres des affaires étrangères des Quinze

des dates-cibles, différentes selon leur degré de préparation, pour l'ouverture des négociations avec les pays encore à l'écart. Adopter un tel « calendrier technique d'ouverture » serait il moyen de réaffirmer aux Douze leur statut privilégié n'appartenant qu'à eux, de pays candidats ayant vocation à adhérer.

La Commission pense de surcroît que les Quinze à Helsinki devront fixer une date pour les premières adhésions : « *le trio de tête, Pologne, Hongrie et Estonie, est tout à fait capable d'adhérer le 1^{er} janvier 2004* », indique un proche du dossier. A Luxembourg en 1997, en raison notamment de la maladresse allemande (et, accessoirement, grand-ducale) qui était venue s'ajouter à l'obstruction grecque traditionnelle, l'UE s'est fâchée avec la Turquie, son plus ancien associé. Depuis, aucune tentative de rabibochage n'a réussi. Cependant, à l'occasion du Conseil européen de Cologne, Büllent Ecevit, le premier ministre turc, a écrit au Chancelier allemand Gerhard Schröder pour lui dire qu'Ankara comprenait bien la nécessité, si elle voulait adhérer, de respecter, comme tout

autre candidat, les « critères de Copenhague » (démocratie, droits de l'homme, économie de marché). La démarche fut appréciée et les Quinze – qui, à la demande d'Athènes, ont encore une fois temporisé – ont manifesté l'intention d'y répondre de manière positive en décembre à Helsinki, en reconnaissant à Ankara le statut officiel de candidat et en reprenant une assistance financière bloquée depuis 1980.

Restent les Balkans, où l'Union est plus impliquée que jamais : Les Européens sont très présents au Kosovo au sein de la Minuk que dirige Bernard Kouchner. L'UE est et demeurera la principale source de financement du Kosovo, comme elle l'a été de la Bosnie, et elle contribue très largement aux efforts entrepris pour redresser les pays qui ont le plus souffert de la crise, principalement l'Albanie et la Macédoine. Le 30 juillet, à son initiative, sera donc lancé à Sarajevo le « Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est », dont la mission devrait être de coordonner les différentes actions entreprises pour développer la région.

Aux pays de l'Europe du sud-est avec lesquels elle n'est pas encore liée de façon contractuelle, l'UE propose de conclure des « accords de stabilisation et d'association », une dénomination technocratique qui présente l'avantage de les distinguer des « accords européens » conclus avec les candidats. En effet – et pour l'instant c'est la règle – l'Europe offre à ces pays des perspectives d'intégration à long terme, mais il ne peut être question d'adhésion, au moins dans un avenir prévisible. Pour que les choses soient claires, plusieurs Etats membres, probablement une majorité des Quinze, tiendront à ce que ceci soit rappelé à Helsinki.

Politiquement comme économiquement, les républiques de l'ex-Yougoslavie (Slovénie mise à part) de même que l'Albanie sont très loin de respecter les critères de Copenhague. En outre, elles s'ignorent superbement entre elles : avant de se rapprocher de l'Union, il est nécessaire qu'elles réapprennent à coopérer. Le rétablissement de ces liens régionaux devrait être une des principales missions du Pacte de stabilité.

Philippe Lemaître

approche trop manichéenne des choses, les chefs d'Etat se contentent donc de lancer des messages à destination des Serbes. La veille du sommet de Sarajevo, ceux-ci se sont multipliés. « *Il sera important que le sommet démontre l'isolement de la Serbie sous Milosevic tout en offrant des perspectives d'intégration rapide lorsqu'il ne sera plus là* », écrit Bill Clinton dans une lettre à la présidence collégiale de Bosnie, rendue publique jeudi.

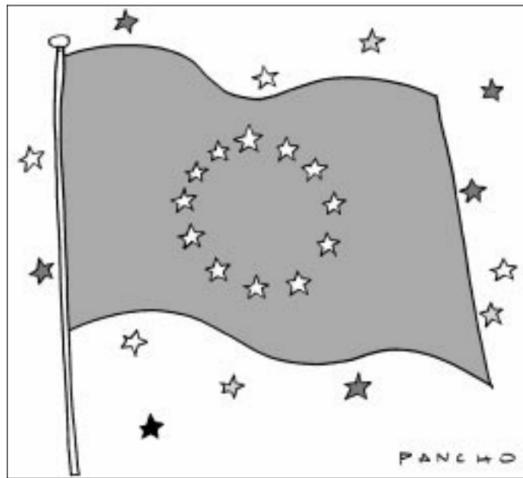
CHAISE VIDE

« *Nous devons faire en sorte que la population serbe et l'opposition politique dispersée comprennent bien que nous sommes prêts à offrir notre coopération et notre aide dès [qu'émergera] une alternative crédible et cohérente capable de ramener la Serbie au sein de l'Europe* », déclare, pour sa part, le président du conseil italien, Massimo D'Alema, dans une tribune publiée, jeudi, par le *Financial*

Times. La mise au ban des nations du régime de Belgrade sera d'autant plus manifeste qu'à Sarejevo plusieurs leaders d'opposition pourraient participer au sommet, ainsi que Milo Djukanovic, président de la République du Monténégro, associée à la Serbie au sein de la fédération de Yougoslavie, mais qui prend de plus en plus de distances avec Belgrade.

« *Je crois que l'un des éléments les plus importants du sommet de vendredi sera cette chaise vide [de Belgrade]* », a d'ailleurs estimé Sandy Berger, conseiller à la sécurité nationale de l'administration Clinton. « *La Serbie sera le seul pays de la région à ne pas être représenté, à ne pas faire partie d'une entreprise qui représente la reconstruction, la renaissance, la croissance et une vie meilleure pour les peuples de cette région (...)* Je pense que cela n'échappera pas à la population serbe », a-t-il ajouté.

Babette Stern



Tadeusz Mazowiecki, ex-premier ministre polonais « Codifier le droit d'ingérence à l'échelle de l'Europe »

VARSOVIE

de notre correspondant

Tadeusz Mazowiecki fut, en 1989, le premier chef d'un gouvernement démocratique dans un pays de l'ancien camp socialiste qui engageait alors sa transformation. Il fut aussi, pendant la guerre en Bosnie (1992-1996), rapporteur spécial de l'ONU pour l'ancienne Yougoslavie, fonction dont il démissionna pour protester, entre autres, contre le refus des puissances occidentales de protéger réellement les « zones de sécurité » de l'ONU, comme Srebrenica. Il estime qu'après la guerre du Kosovo, un droit d'ingérence pour le respect du droit des minorités doit être reconnu et faire l'objet d'un pacte, en Europe pour commencer.

« En Bosnie, vous reprochiez aux Occidentaux leur mollesse. Estimez-vous leur attitude correcte à propos du Kosovo ?

« A l'époque, la communauté internationale tolérait l'attitude de Slobodan Milosevic qui consistait à faire deux pas en avant, et, sous la pression, un demi-pas en arrière. Pour ce qui est du Kosovo, tout dépendra de la capacité des forces internationales commandées par l'OTAN à assurer réellement à la fois la sécurité et la réinstallation des réfugiés et la protection des Serbes. La question est de savoir dans quelle mesure les intentions concernant l'aide à la reconstruction du Kosovo, et, ultérieurement, de la Serbie et des autres pays des Balkans, seront suivies d'effet.

« J'espère qu'il s'agit, de la part des pays occidentaux, d'un nouvel engagement, d'un engagement supplémentaire qui ne se fera pas au détriment de la stabilité de nos pays (d'Europe centrale). Au contraire, à la lumière de ce qui s'est passé au Kosovo, la stabilisation de l'Europe centrale n'apparaît que plus nécessaire.

« La méthode utilisée (les bombardements) était-elle judicieuse ?

« Le fait que les bombardements aient provoqué une amplification de l'exode des réfugiés doit être un sujet de réflexion, et il faut s'interroger sur l'efficacité de l'OTAN, y compris lorsque la plus grande alliance militaire du monde s'est laissée griller la politesse par un petit détachement russe à Pristina, ce qui n'est pas très bon pour son prestige. Mais d'une manière générale, on peut dire qu'après l'action de l'OTAN, on ne peut plus revenir à la situation où un génocide peut rester impuni. Maintenant, il faut savoir comment codifier les principes internationaux qui permettent le droit d'ingérence. Faut-il changer la Charte des Nations unies ? C'est extrêmement difficile. Je considère bien sûr qu'un génocide en Ouganda est aussi terrible et requiert la même réaction qu'au Kosovo ou en Bosnie, qu'il n'y a pas de différences dans la défense des droits de l'homme. Mais comme nous ne sommes pas en mesure d'introduire certaines normes dans le monde entier, commençons par essayer à l'échelle de l'Europe, par un pacte régional.

« Aujourd'hui, la plupart des conflits sont des conflits nationaux internes aux Etats, qui s'accompagnent de terribles violations des droits de l'homme. Comment concilier la souveraineté des Etats et la protection de ces droits ? Après le Kosovo, il n'est plus possible de revenir au statu quo, mais il faut formuler de nouvelles règles

internationales. Celles-ci ne peuvent être acceptées par l'ONU, en raison de son caractère global, ni par la Chine, etc., mais elles devraient être reconnues à l'échelle européenne.

« Une intervention qui prend la forme de bombardements, en fonction du principe "pas de pertes" pour les intervenants, n'équivaut-elle pas à la reconnaissance du principe que la valeur de la vie humaine n'est pas la même dans tous les cas ?

« C'est vrai. Mais, en tant qu'ancien premier ministre, je comprends combien il peut être difficile d'engager la vie de ses concitoyens pour la défense des droits de l'homme dans un pays où ils n'ont pas d'intérêt direct. C'est une question de solidarité humaine et d'ordre international. Il est vrai que croire qu'on peut mener une guerre sans perdre de soldats, c'est adopter la philosophie du plus fort. C'est pourquoi je pense que si les bombardements n'avaient pas abouti à un résultat, il aurait fallu faire intervenir les forces terrestres.

« Le conflit du Kosovo a été pour les trois nouveaux membres de l'OTAN (Pologne, Hongrie, République tchèque) une sorte de baptême assez désagréable. Comment ont-ils fait face à cette épreuve ?

« Diversement. Je ne veux pas porter de jugement, mais ce que je peux dire, c'est que l'attitude politique de la Pologne a été celle d'un allié sûr et loyal.

« L'expérience du Kosovo vaudrait-elle conduire l'Union européenne à considérer différemment son élargissement vers l'est ?

« Je crois qu'on comprend beaucoup mieux l'intérêt politique de l'élargissement. Je ne pense pas que nous devions bénéficier d'un quelconque "tarif de faveur", mais j'ai toujours insisté sur cette dimension politique : nous sommes des pays stables, qui peuvent contribuer à la stabilité de cette région de l'Europe. Il ne serait pas bon que des détails occultent sans cesse cet enjeu.

« Mais cette stabilité des nouvelles démocraties centre-européennes est-elle vraiment assurée ? N'y a-t-il aucun danger de retour à des régimes autoritaires ?

« Je ne perçois de danger de ce genre ni en Pologne, ni en République tchèque, ni en Hongrie. Je n'en vois plus, désormais, en Slovaquie. Enfin ce risque n'existe pas non plus dans les pays baltes. La Roumanie et la Bulgarie sont aussi sur la bonne voie, mais elles ont besoin d'aide. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas de problèmes, mais je n'imagine pas que l'on remette en cause le choix de méthodes démocratiques pour les résoudre. Dans les pays occidentaux, on a un peu trop tendance à penser que l'année 1989 a permis de régler une sorte de problème régional de l'Europe centrale et orientale, et on oublie un peu que cette année a mis un terme à la division du monde – et pas seulement de l'Europe – en deux blocs, ce que personne n'imaginait possible sans risque de conflit nucléaire. Je ne veux pas dire qu'il faille nous "payer" pour cela avec des dollars, mais par la conscience, la conviction que cela a bien eu lieu. »

Propos recueillis par
Jan Krauze

Wesley Clark est limogé pour divergences avec le Pentagone

WASHINGTON

de notre correspondant

Pourquoi quelques semaines à peine après avoir mené la coalition de l'OTAN à la victoire contre la Serbie au Kosovo, le général Wesley Clark est-il limogé comme un malpropre ? La rapidité avec laquelle la décision a été prise et la brutalité avec laquelle il a été informé de son remplacement – au printemps 2000 – comme Saceur (commandant suprême des forces de l'OTAN) permettent pour le moins de s'interroger sur les arrière-pensées du Pentagone à son encontre. La semaine dernière, le général Clark avait rencontré le gratin de l'état-major américain, qui ne lui avait rien dit. Et c'est lors d'une visite en Lituanie que le chef d'état-major général, le général Shelton, qui ne l'appréciait guère, l'a prévenu par téléphone, quelques minutes à peine avant l'annonce de la nomination de son successeur, le général de l'armée de l'air Joseph Ralston, chef d'état-major général adjoint.

La manœuvre a surpris tout le monde. Si la Maison Blanche et le Pentagone ne se sont pas embarassés de politesse envers un offi-

cier, ils n'ont pas accordé plus d'attention aux partenaires de l'OTAN, qui ont pratiquement appris par la presse le nom du nouveau chef militaire que Washington avait choisi. Certes, il est de tradition que le Saceur soit américain, mais cette tradition veut également que l'on y mette les formes, que le Comité militaire de l'Alliance et son secrétaire général en soient informés, sinon consultés. Cela n'a pas été le cas cette fois, ce qui fait dire à un diplomate européen que les Américains « se sont conduits comme des cow-boys ».

ANNONCE BRUTALE

Selon le Pentagone, Wesley Clark quittera ses fonctions en avril, trois mois avant la fin de son mandat de trois ans. Ce n'est un mystère pour personne qu'il aurait aimé aller au terme de son mandat, ou un peu plus, à l'image de plusieurs de ses prédécesseurs. Comme il l'a dit avec une résignation toute militaire : « Quand un soldat a fait son temps, il a fait son temps ! » La raison officielle est que son successeur – dont le mandat expire en février – doit trouver une nouvelle affectation dans les

deux mois, sous peine de se trouver mis à la retraite. Or le général Ralston est très estimé de Bill Clinton, et encore plus de William Cohen, le secrétaire à la défense. Cette annonce brutale – mal justifiée par des fuites inattendues – avait pour objet de prendre de court le général Clark, pour l'empêcher de préparer sa défense. Et, aussi, de se débarrasser d'un homme dont le caractère et l'intelligence lui ont fait nombre d'ennemis parmi ses pairs. Elle a enfin permis de replacer sur orbite un homme dont, aujourd'hui, on n'entend dire que du bien.

Cela n'a pourtant pas toujours été le cas. En 1997, M. Cohen avait choisi Joe Ralston pour succéder au général Shalikashvili au poste de chef d'état-major général. Mais une vieille affaire d'adultère l'avait contraint à renoncer. Il avait, peu après, accepté un poste d'adjoint. Sa modestie de l'époque, une carrière de pilote de chasse brillante – il a effectué cent quarante-sept missions au-dessus du Laos et du Vietnam – jointes à ses qualités personnelles de chef, d'organisateur et de stratège expliquent ce choix. N'ayant pu être le numéro un des forces armées

américaines, il hérite à l'âge de cinquante-cinq ans d'un poste presque aussi prestigieux, qui n'a été confié qu'une seule fois à un aviateur.

Si certains partisans de la guerre terrestre au Kosovo ont mal apprécié la mise à l'écart du général Clark, le choix de son successeur devrait calmer les critiques. Reste que l'on parlera encore longtemps des divergences entre le Saceur et Washington, quand l'un semblait prêt à une guerre plus déterminée et les autres se contentaient des bombardements. Un exemple en aura été la controverse sur l'envoi des hélicoptères d'assaut Apache, dépechés à la demande du général Clark et qui n'ont jamais été utilisés.

Pour que la pilule ne soit pas trop amère, Wesley Clark a été couvert d'éloges par le conseiller pour les affaires de sécurité de la Maison Blanche, Sandy Berger, et par le secrétaire à la défense, M. Cohen lui a même promis une ambassade, comme on en a tant donné à des militaires aux abords de la retraite ces dernières années.

Patrice de Beer

Les liaisons dangereuses d'Emma Bonino à l'Assemblée de Strasbourg

STRASBOURG

(Union européenne)

de notre correspondant

Mais quelle mouche a piqué Emma Bonino ? En constituant un groupe au Parlement européen avec les lepénistes, les élus de la Ligue du Nord italienne, de l'extrême droite belge flamande et le représentant du MSI (Mouvement social italien), la commissaire européenne sortante à l'aide humanitaire, meurtrie de ne pas retrouver un portefeuille à Bruxelles, a surpris son monde. Et sa popularité est désormais proche du zéro, tant la déception est grande.

Certes, créer un « groupe mixte » (Groupe technique des députés indépendants ou TDI) permet de disposer des ressources destinées à financer les fonctionnaires mis à disposition, un secrétariat, des voyages, et de revendiquer l'élaboration de rapports et un temps de parole plus important que lorsqu'on figure parmi les non-inscrits. Mais M^{me} Bonino et ses six colistiers devront tout partager avec la partie de l'extrême droite européenne, à laquelle elle s'est associée. Pour justifier sa décision, elle explique à qui veut l'entendre que cette méthode relève de la tradition parlementaire en Italie, et qu'il n'y a pas lieu d'être choqué. Les experts de la politique italienne font valoir de leur côté que c'est encore une provocation du charismatique chef de file des radicaux de la péninsule, Marco Pannella, qui garde toute son influence sur la commissaire sortante.

Le scandale est tel que la commission du règlement de l'Assemblée de Strasbourg s'est saisie de l'affaire. Mercredi 28 juillet, elle a décidé de demander à la session plénière (à la mi-septembre) de voter la dissolution du TDI en raison des « affinités politiques » peu compatibles entre les différentes composantes. Quelle que soit l'issue du vote, les choses ne seront plus comme avant. M^{me} Bonino a osé « s'allier » avec le Front national, le sortant de son isolement ; ce que les néofascistes autrichiens du FPÖ de Jorg Haider ont

refusé tout net, préférant rester chez les non-inscrits.

Les post-fascistes italiens d'Alliance nationale de Gianfranco Fini avaient fait de même lors des dernières législatures. Jusqu'à ce que Charles Pasqua et Philippe de Villiers les accueillent. Les discussions ont commencé dès le lendemain du scrutin du 13 juin.

COURSE AU RECRUTEMENT

Mais, pour former l'Union de l'Europe des nations (UEN), M. Pasqua, président de cette formation, avait besoin du concours des conservateurs irlandais du Fianna Fail, très réticents à siéger aux côtés de ceux qui sont considérés, à tort ou à raison, comme les héritiers de la doctrine mussolinienne. Chez certains pasquais et villiéristes, l'attachement des neuf eurodéputés italiens à l'euro et à une politique commune de l'immigration pour l'Union soulevait des difficultés. M. Pasqua a obtenu, à l'arraché, l'accord de ses partenaires. Mais jusqu'à quand l'arrangement pourra-t-il tenir ?

La course au recrutement est, en réalité, commune à toutes les formations. A commencer par l'Europe des démocraties et des différences (EDD) où siègent Jean Saint-Josse et ses amis du CPNT. Qu'ont-ils de commun avec les élus danois anti-européens de gauche ou les anti-européens conservateurs britanniques, dissidents des Tories ? Sans compter les trois représentants du parti protestant néerlandais.

Les Verts ont-ils fait mieux ? Pas moins de dix régionalistes, notamment nationalistes, venant de la Flandre belge, du Pays basque espagnol, d'Ecosse ou du pays de Galles, ont rejoint Daniel Cohn-Bendit et ses amis. Il y a aussi les cinq élus de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire dans la Gauche unitaire européenne (GUE) présidée par un membre du PC, Francis Wurtz. Chez les socialistes, les apparences sont préservées.

Le Parti populaire européen (PPE)

Les groupes parlementaires

Le Parlement européen compte 626 députés qui siègent dans huit groupes, plus les non-inscrits :
 ● **PPE** (Parti populaire européen) : 233 députés dont 21 Français (UDF, RPR et DL), 53 Allemands (CDU-CSU), 37 Britanniques (tories), 34 Italiens (berlusconiens en majorité), 28 Espagnols (PP), 9 Néerlandais (CDA).
 ● **PSE** (Parti des socialistes européens) : 180 députés dont 22 Français (PS, MDC, PRG), 33 Allemands, 30 Britanniques, 24 Espagnols, 17 Italiens (Démocrates de gauche de Massimo D'Alema et socialistes du SDI), 12 Portugais.
 ● **ELDR** (Parti européen des libéraux démocratiques et réformateurs) : 50 députés dont 10 Britanniques, 8 Néerlandais, 7 Italiens, 6 Danois, 5 Finlandais.
 ● **Verts-ALE** (les Verts-Alliance libre européenne) : 48 députés dont 9 Français, 7 Allemands, 7 Belges, 4 Néerlandais, 10 régionalistes belges, espagnols, britanniques.

a réussi le tour de force de réunir à la fois les démocrates-chrétiens, les conservateurs britanniques, les libéraux français, les RPR de Nicolas Sarkozy et les berlusconiens avec pour résultat de distancer largement la formation socialiste. Ce cocktail est d'une gestion des plus complexes : les premières dissensions sont apparues dès la première session. La CDU allemande, outragée de ne pas avoir un des siens dans la Commission de Romano Prodi, a attaqué bille en tête le président italien le 21 juillet. Hans-Gert Poettering, chrétien-démocrate allemand élu à la tête du PPE, a menacé M. Prodi d'une investiture difficile lors du vote de la mi-septembre. Jean-Louis Bourlanges (UDF) a aussitôt pris la défense du nouveau pré-

sident de l'exécutif communautaire, l'assurant de sa « confiance » et de sa « coopération »...

Au bout du compte, les équilibres à l'intérieur des groupes restent fragiles. Mais ils peuvent tenir aussi longtemps que l'examen des dossiers stratégiques ne demande aux eurodéputés de prendre position nettement, d'arbitrer entre leur appartenance à une formation et leurs convictions politiques. Mais « si nous sommes capables de traiter sérieusement des sujets d'une importance capitale, par exemple une défense commune pour l'Europe, alors tous les groupes risquent de voler en éclats », estime Dany Cohn-Bendit. Y compris le sien, s'entend.

Marcel Scotto

Le plaisir de savoir

Science & Vie

SPÉCIAL ÉCLIPSE

Soleil noir

- Comment la comprendre
- Comment l'observer
- Où aller en priorité

avec chaque numéro un binocle gratuit

Et aussi

Alimentation
Les poisons du productivisme

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Hubert Védrine rencontre le « président-diplomate » Bouteflika

Jacques Chirac devrait être invité à se rendre à Alger vers la fin de l'année

Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, était reçu, ce vendredi 30 juillet, par le chef de l'Etat algérien, Abdelaziz Boutefli-

ka. A son arrivée jeudi, pour une visite durant laquelle devait notamment être annoncée la réouverture de deux consulats et du centre

culturel français, il a dit être venu en Algérie dans « *un esprit très positif et très constructif d'ouverture et de disponibilité* ».

ALGER
de notre envoyé spécial
C'est un chef d'Etat algérien peu partageux de son pouvoir que devait rencontrer, vendredi 30 juillet, M. Védrine. Le gouvernement est en sursis et expédie les affaires courantes. Les initiatives viennent de la présidence. C'est particulièrement vrai sur le plan diplomatique.

Ancien chef de la diplomatie à l'époque du président Boumediène, M. Bouteflika fait preuve, en la matière, d'activisme : mercredi, le chef de l'Etat algérien est allé à Marbella, en Espagne, rencontrer le roi Fahd Ibn Abelaziz d'Arabie Saoudite ; jeudi, c'est le ministre espagnol des affaires étrangères, Abel Matutes, qu'il a reçu à Alger. Et, vendredi, venait le tour de M. Védrine.

La tenue à Alger, début juillet, du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avait marqué le retour de l'Algérie sur la scène internationale. D'autres initiatives vont suivre. En août, le président algérien va entreprendre une tournée dans plusieurs pays du Proche-Orient. Avec un objectif double : tenter de convaincre les monarchies du Golfe de participer

financièrement au redressement économique de l'Algérie (un Etat de la région, non précisé, aurait d'ores et déjà accepté d'investir 2,1 milliards de dollars) ; et, second objectif, réinsérer l'Algérie dans le processus de paix au Proche-Orient. L'étape syrienne de la visite du président Bouteflika sera de ce point de vue essentielle.

En septembre, nouvelle initiative : le chef de l'Etat algérien va prendre la parole à la tribune des Nations unies en tant que président de l'OUA. Il devrait s'y présenter en défenseur des pays du continent noir, en particulier de ceux qu'aspixie le remboursement d'une dette extérieure insupportable. C'est à l'occasion de ce déplacement qu'il profiterait d'une escale à Paris pour rencontrer le président Jacques Chirac et l'inviter à se rendre à Alger vers la fin de l'année.

Sur le plan intérieur également, le chef de l'Etat donne le sentiment de vouloir avancer vite, sans guère laisser d'initiative au gouvernement. Présentée comme une initiative personnelle du chef de l'Etat, la loi sur la réconciliation nationale, qui vise à rétablir la paix civile par des mesures de clé-

mence, a été votée par les deux chambres. Le président Bouteflika veut en outre que le texte législatif soit approuvé par référendum. Celui-ci sera organisé à la mi-septembre (on évoque les dates du 14 ou du 16 septembre)et, en cas d'échec, M. Bouteflika a annoncé qu'il démissionnera.

Le référendum sur la loi de réconciliation nationale devrait se transformer en plébiscite pour le président algérien

L'éventualité est peu probable, tant la population souhaite la fin d'une guerre civile qui a fait quelque 100 000 morts. Le référendum devrait se transformer en plébiscite pour le président algérien, qui peut ainsi espérer se forger une légitimité que l'élection présidentielle du 15 avril lui a refusée (tous ses adversaires s'étaient retiré à la

Paris continue d'approfondir ses relations stratégiques avec l'Inde

NEW DELHI

de notre correspondante en Asie du Sud

Quinze jours après que les armes se sont tuées sur les hauteurs du Cachemire indien, la diplomatie indienne fait feu de tout bois et New Delhi qui a bénéficié, face au Pakistan, d'un très large soutien de la communauté internationale dans cette crise, entend bien le faire fructifier pour ses intérêts à long terme. « *Le soutien de l'Occident a démontré à la fois à la classe politique et à l'opinion publique que celui-ci n'était pas toujours contre l'Inde*, constate un haut responsable indien. *Ce changement de mentalité va nous aider à redéfinir notre place au sein de la communauté internationale.* »

« *L'affaire de Kargil [la guerre du Cachemire] a accéléré la prise de conscience que la guerre froide est terminée. C'est une nouvelle Inde qui surgit* », affirme pour sa part un analyste, qui ajoute : « *Kargil a balayé les nuages des essais nucléaires de mai 1998* ».

C'est dans ce contexte que s'est tenue à New Delhi la troisième rencontre du dialogue stratégique franco-indien, dialogue décidé lors de la visite du premier ministre Atal Bihari Vajpayee à Paris en septembre 1998. Envoyé spécial du président de la République et du gouvernement, Gérard Errera, secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, s'est entretenu avec son homologue et conseiller politique du premier ministre, Brajesh Mishra, et a été reçu à la fois par M. Vajpayee et par les ministres des affaires étrangères et de la défense.

« INTÉRÊTS COMMUNS À LONG TERME »

Relancées lors de la visite de M. Chirac à New Delhi en janvier 1998, les relations franco-indiennes se consolident au jour le jour par une multiplication de rencontres : visite, fin mai à Paris, du chef de la diplomatie indienne, puis, à Paris encore, fin juin, du secrétaire général du ministère indien des affaires étrangères, et, début juillet, visite à Delhi d'une délégation du haut comité de défense.

A Torre Annunziata, les carabinieri en sont réduits à protéger les pédophiles...

ROME

correspondance

Ils ont été tués à quelques heures d'intervalle, le buraliste et le mécanicien. Deux exécutions sans bavures, à moins de cent mètres l'une de l'autre. Des tueurs professionnels. Presque banal à Torre Annunziata, grande banlieue napolitaine et fief incontesté de la Camorra, la Mafia locale. Mais, cette fois, il s'agit de deux meurtres pas comme les autres, sur fond de « justice », voire de « morale ».

Ciro Falanga, le buraliste de cinquante-huit ans tué lundi soir 26 juillet dans son magasin, et Pasquale Sansone, du même âge, éliminé le lendemain à l'heure du déjeuner, venaient d'être condamnés pour pédophilie. Ils faisaient partie de la bande du Rione Poverelli, le plus pauvre des quartiers pauvres de la ville. L'affaire avait défrayé la chronique il y a deux ans : une histoire de viols autour de l'école. Trois jeunes victimes étaient attirées régulièrement dans des appartements voisins. Dix-sept personnes, dont cinq femmes, avaient été arrêtées. Le procès s'est conclu le 9 juin dernier par des condamnations à des peines de prison ferme allant de quatre à quinze ans.

Mais tous avaient été remis en liberté, pour cause d'expiration de la détention préventive. Ciro Falanga et Pasquale Sansone, condamnés

respectivement à treize et quinze ans, attendaient donc le jour de l'éventuel jugement définitif après l'appel et, qui sait, le recours en cassation. La justice italienne, lente, n'est pas faite pour calmer les esprits. A Torre Annunziata, on avait pu assister ainsi aux manifestations de joie de condamnés qui fêtaient au spumante leur remise en liberté. Chacun avait repris ses activités, comme si de rien n'était.

LA SOIF DE VENGEANCE DES FAMILLES

Mais quelqu'un a voulu appliquer une autre « justice », plus rapide, faisant correspondre les balles de revolver aux années de prison : quinze pour Pasquale Sansone, considéré comme le chef de la bande. Une action de professionnels, dit-on ici. Toutes les hypothèses sont encore retenues pour l'instant, y compris celle d'une vengeance privée. Mais, pour les carabinieri et le magistrat chargés du dossier, il ne fait pas de doute qu'en ce territoire contrôlé par la Camorra on ne décide pas de tuer ainsi sans que, d'une façon ou d'une autre, l'organisation criminelle soit impliquée.

Selon les enquêteurs, elle a voulu montrer que « chez elle » elle fait régner « sa » loi. A commencer par ce qui est l'une de ses règles de conduite principales : on ne touche pas aux

veille du scrutin pour protester contre la fraude). Ce dossier réglé, un remaniement ministériel devrait intervenir. Aucune date n'a encore été annoncée. Il pourrait se tenir au lendemain de nouvelles élections législatives, vers la fin de l'hiver. Les querelles entre « éradicateurs » et « dialoguistes » sur la « clémence » envers les extrémistes islamistes seraient alors loin derrière. Plus rien, dès lors, ne s'opposerait à la constitution d'un gouvernement d'union qui verrait cohabiter autour du Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique, des islamistes bon teint et des partis « éradicateurs » comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie du docteur Saïd Sadi.

Abdelaziz Bouteflika pourrait alors prendre quelque distance avec l'armée, sans laquelle il n'aurait pu accéder à la tête de l'Etat. Si ce scénario se réalise, le président Bouteflika aurait en quelque sorte reproduit la démarche du général de Gaulle en 1958. Il est vrai que le président français est souvent cité en exemple par le chef de l'Etat algérien.

Jean-Pierre Tuquoi

L'Argentine entre récession économique et incertitude politique

Ambiance de fin de règne à Buenos Aires

BUENOS AIRES

de notre correspondante

« *Sorry Charly, les paysans se rebellent contre toi.* » La violente colère de centaines d'agriculteurs a obligé le président Carlos Menem, pour la première fois depuis dix ans qu'il est au pouvoir, à rebrousser chemin. Avec un brin de malice – faisant allusion aux liens étroits tissés par le président argentin avec les Etats-Unis –, les pancartes de protestation brandies, le 23 juillet, dans le village de Villa Mantero (province d'Entre-Rios, 350 km au nord-est de Buenos Aires) ont contraint l'hélicoptère présidentiel à atterrir dans une ville voisine.

A trois mois de l'élection présidentielle et sous le coup de la récession, d'importants secteurs de la société – des enseignants aux paysans, en passant par les pêcheurs et les camionneurs – manifestent quotidiennement contre le gouvernement. M. Menem ne s'aventure plus à paraître en public, comme il aimait le faire auparavant. La chute de la croissance, la montée du chômage (18 %), le climat d'insécurité lié à une délinquance de plus en plus violente expliquent l'impopularité d'un président dont le second mandat expire à la fin de l'année.

Mais les reproches les plus profonds visent un style de gouvernement jugé frivole et une sensation de corruption généralisée qui a fait perdre aux Argentins toute confiance dans le rôle de l'Etat, de la justice et de la police. Le président Menem a apporté la stabilité économique et plusieurs années de croissance continue, mais cette prospérité n'a profité qu'à un secteur réduit de la population. Dans le même temps, les inégalités sociales entre les riches et les pauvres n'ont fait que s'accroître. Une étude récente de la Banque mondiale indique que le nombre de pauvres a augmenté de 4,1 millions entre 1994 et 1998. L'Eglise estime à 13 millions le nombre d'Argentins qui vivent désormais dans la pauvreté, sur une population de 35 millions d'habitants.

DETTE EXTÉRIEURE

Les systèmes publics d'éducation et de santé, qui faisaient de l'Argentine, il y a un quart de siècle, un modèle en Amérique latine, se sont détériorés au point de laisser la place à l'initiative privée, réservée aux plus favorisés. Les problèmes chroniques n'ont pas été résolus. Le déficit fiscal pourrait atteindre plus de 6 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) d'ici à la fin de l'année. Le montant global des dépenses publiques a augmenté de près de 50 % depuis 1992, et, malgré les privatisations à tout vent, la dette extérieure n'a cessé de s'accroître, passant en dix ans de 61 à 152 milliards de dollars (de 57,5 à 143,3 milliards d'euros), soit 47 % du PIB.

Arrimé au dollar (1 peso = 1 dollar), la monnaie nationale est suré-

valuée, mais toute dévaluation ne ferait qu'aggraver le poids de l'endettement. Si, l'an dernier, près de 40 % des exportations argentines ont trouvé un débouché au Brésil, elles sont en baisse depuis janvier à la suite de la dévaluation de la monnaie brésilienne, de la récession du pays voisin mais aussi du manque de compétitivité des produits argentins. Dans les banlieues autrefois industrielles, l'héritage du « miracle économique » consiste en des centaines d'usines abandonnées. De grandes entreprises se sont vendues à des multinationales comme la compagnie de pétrole YPF, rachetée le mois dernier par le groupe espagnol Repsol. D'autres ont quitté le pays pour s'installer au Brésil, où les coûts de production sont moins élevés et le marché plus vaste.

Cette récession est aggravée par le climat d'incertitude qui règne sur les marchés en attendant le résultat de l'élection présidentielle du 24 octobre prochain.

SLOGANS POPULISTES

L'une des principales victimes de cette atmosphère de fin de règne est Eduardo Duhalde, gouverneur de la province de Buenos Aires et candidat à la présidence pour le Parti justicialiste (péroniste, au pouvoir). Or le glas du « ménémisme » pourrait être également celui du péronisme.

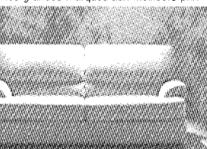
Fernando de la Rúa (radical), maire de Buenos Aires et candidat présidentiel de l'Alliance d'opposition (regroupant le Parti radical et le Frepaso, de centre-gauche), arrive en tête des derniers sondages d'opinion avec au moins dix points d'avance sur son rival péroniste.

Après s'être présenté comme le successeur naturel du président Menem, M. Duhalde cherche à prendre ses distances avec le chef de l'Etat. Mais la province de Buenos Aires, qui réunit près du tiers de la population et 37 % de l'électorat national, bat les records de pauvreté, de chômage et de délinquance.

Les slogans populistes du gouverneur de la plus importante province du pays, promettant de corriger le modèle en faveur des plus démunis ou de renégocier la dette extérieure, effrayent les investisseurs étrangers. La majorité des Argentins sont pourtant convaincus qu'en cas de victoire M. Duhalde ne mettra pas en cause le programme économique de son prédécesseur.

« *Duhalde, c'est la même chose que Menem* », affirme l'Alliance, qui se présente comme une alternative de changement. Le climat d'incertitude ne favorise pourtant pas automatiquement l'opposition. L'Alliance ne remet pas non plus en question le modèle néolibéral mis en place par le président Menem. M. de la Rúa doit convaincre les investisseurs qu'il aura la fermeté nécessaire pour affronter la crise économique et en même temps satisfaire les aspirations de l'Alliance à une plus grande justice sociale.

Christine Legrand

<p>DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS Toutes les grandes marques aux meilleurs prix</p>  <p>Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...</p> <p>MATELAS • SOMMIERS fixes ou relevables - toutes dimensions. SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc... Garantie 5 et 10 ans</p> <p>Canapés - Salons - Clic-Clac... CUIRS - TISSUS - ALCANTARA Steiner - Duvivier - Coulon - Sutfren etc... 5500 m2 d'exposition LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE</p> <p>MOBECO • 239 à 247, rue de Belleville Paris 19ème - M° Télégraphe • 50, avenue d'Italie Paris 13ème - M° Place d'Italie 01.42.08.71.00 7 jours sur 7 VENTES PAR TÉL. POSSIBLE</p>

Salvatore Aloise

L'islamiste saoudien Ben Laden aurait décidé de quitter l'Afghanistan

NEW DELHI. La personne la plus recherchée par les Etats-Unis, l'homme d'affaires et islamiste saoudien Oussama Ben Laden, « a décidé de quitter l'Afghanistan en accord avec les talibans » au soir à Kaboul, a annoncé, vendredi 30 juillet, l'Agence islamique de presse, proche des talibans, dont Oussama Ben Laden était officiellement l'hôte. Invérifiable à ce stade, la nouvelle est crédible dans la mesure où les pressions américaines sur les talibans et surtout sur leur principal soutien, le Pakistan, se faisaient de plus en plus fortes à l'approche du premier anniversaire, le 7 août, des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Washington avait alors accusé Ben Laden et promis 5 millions de dollars pour sa capture. Lors de sa rencontre le 19 juillet à Tachkent avec le ministre de l'information des talibans, le sous-secrétaire d'Etat américain pour l'Asie du Sud, Karl Inderfurth, avait renouvelé son appel aux talibans d'abandonner Ben Laden. Ceux-ci avaient répondu qu'il n'en était pas question, et leur chef suprême, le mollah Omar, avait déploré qu'aucun pays musulman n'accepte d'accueillir le dissident. D'autre part, l'ambassadeur d'Afghanistan au Tadjikistan, Saïd Ibrahim Hikmat, qui représente l'ancien régime de Kaboul, a affirmé, jeudi 29 juillet, que l'offensive des talibans déclenchée au nord de Kaboul contre les forces du commandant Ahmed Shah Massoud « a échoué ». — (Corresp.)

Israéliens et Palestiniens vont s'atteler à l'application de l'accord de Wye River

JÉRUSALEM. Le comité de supervision de l'accord israélo-palestinien de Wye River va être relancé, a annoncé, jeudi 29 juillet, Paris Tzadok, porte-parole du premier ministre israélien, Ehoud Barak, au terme d'une réunion entre hauts responsables israéliens et palestiniens à Jérusalem. C'était la première rencontre du genre depuis l'accession de M. Barak à la présidence du conseil. Celui-ci avait déclaré quelques heures plus tôt, à la fin d'une réunion à Alexandrie avec le président égyptien, Hosni Mubarak, qu'il était disposé à appliquer « pleinement » l'accord de Wye River, signé en octobre 1998. Il a rappelé qu'il avait proposé au président palestinien, Yasser Arafat, « certaines idées concernant le calendrier d'application de Wye et la manière [de l'appliquer] ». « C'est seulement si nous parvenons à un accord avec lui que nous allons insérer les modifications », a-t-il ajouté. Les Palestiniens, qui ont deux semaines pour répondre aux propositions israéliennes, ont affirmé mercredi qu'ils « rejetaient catégoriquement » toute modification de l'accord. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **IRAK : huit irakiens ont été tués et vingt-six autres blessés,** jeudi 29 juillet, dans des bombardements menés par des avions américains et britanniques dans le nord et le sud de l'Irak, a affirmé un porte-parole militaire irakien. Un communiqué de l'armée américaine en Floride a affirmé que des chasseurs américains et britanniques avaient bombardé trois sites de télécommunications et un poste radar de l'armée irakienne près des villages d'Al Kout et de Jarrah (sud). D'après le décompte du Pentagone, les appareils américains et britanniques ont frappé des sites militaires irakiens à 108 reprises depuis la fin de l'opération « Renard du désert », fin décembre. — (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS : le président américain a été condamné** jeudi par un juge fédéral à Little Rock (Arkansas) à payer près de 90 000 dollars pour outrage à la justice dans le cadre de l'affaire Paula Jones, l'employée qui avait porté plainte contre Bill Clinton pour harcèlement sexuel en 1991. Cette amende sans précédent contre un président est destinée à couvrir les frais juridiques induits par la procédure, ainsi que plus de 1 000 dollars de frais de déplacements du juge. « Nous acceptons le jugement de la cour et nous nous y conformons », a déclaré dans un communiqué Robert Bennett, l'avocat personnel de Bill Clinton. Le président a déjà versé 850 000 dollars à Paula Jones dans le cadre d'un règlement à l'amiable pour qu'elle renonce à sa plainte. — (AFP)

■ **INDONÉSIE : les habitants de la province d'Aceh,** dans l'île de Sumatra, qui est en proie à une guérilla séparatiste musulmane, ont exhumé, jeudi 29 juillet, les corps de trente civils tués par des soldats indonésiens la semaine dernière, alourdissant le précédent bilan du massacre à cinquante et un morts. Les villageois ont raconté que les soldats indonésiens avaient rassemblé les victimes dans un champ, en prétextant un contrôle d'identité, avant d'ouvrir le feu et de les massacrer de sang froid. Le responsable militaire local a expliqué que l'armée avait lancé une opération pour récupérer des armes illégales et réfuté les accusations de massacre. — (AFP)

■ **MERCOSUR : l'Argentine a accepté,** vendredi 30 juillet, de lever ses restrictions à l'importation de produits du bloc commercial sud-américain, le Mercosur, et notamment du Brésil, a annoncé le ministre brésilien des affaires étrangères, Luiz Fernando Lampraia. Lundi, le président brésilien avait suspendu les négociations commerciales avec l'Argentine en représailles à la décision de son voisin de restreindre ses importations. — (Reuters)

■ **VENEZUELA : le Congrès a refusé l'affrontement** avec le président Hugo Chavez en approuvant, jeudi 29 juillet, la suspension de ses travaux. Cette décision va permettre à l'Assemblée nationale constituante (ANC), élue dimanche dernier, de travailler sans risque de conflit de compétence. Le président vénézuélien, Hugo Chavez, dont les proches ont remporté 90 % des sièges lors de cette élection, a proposé mercredi à l'ANC de rédiger la nouvelle Constitution en trois mois, de la soumettre à référendum le 7 novembre et d'organiser des élections législatives et municipales le 12 décembre 1999. — (AFP)

■ **CENTRAFRIQUE : l'élection présidentielle du 29 août** verra s'affronter tous les ténors de la vie politique, les six dirigeants de l'opposition préférant d'abord mesurer au premier tour leurs forces respectives face au président sortant, Ange-Félix Patassé. Deux anciens chefs de l'Etat, André Kolingba et David Dacko, ainsi que deux anciens premiers ministres, Jean-Paul Ngoupandé et Enoch Derant Lakoué sont au nombre des candidats. — (AFP)

La Banque mondiale accorde 1,2 milliard de dollars à la Russie

WASHINGTON. Le conseil des directeurs de la Banque mondiale a décidé, jeudi 29 juillet, l'attribution d'un prêt de 1,2 milliard de dollars à la Russie. Il s'agit du troisième prêt, dit d'ajustement structurel, accordé par l'institution à la Russie, destiné à la restructuration de l'économie dans les domaines des monopoles d'Etat, du développement du secteur privé, de l'amélioration de la gestion budgétaire et du secteur financier. L'accord avait été conclu une première fois l'été dernier pour un montant global de 1,5 milliard de dollars, et une première tranche de 300 millions avait été versée en août. Mais les fonds avaient été gelés à la suite de l'effondrement du système bancaire russe au mois d'août. La Banque mondiale attendait la signature d'un accord entre Moscou et le FMI pour reprendre sa coopération avec la Russie. Cette condition a été remplie mercredi 28 juillet. — (AFP)

Un spéculateur boursier tue douze personnes à Atlanta avant de se donner la mort

Cette nouvelle tuerie relance le débat sur les ventes d'armes

Neuf personnes ont été tuées jeudi 29 juillet à Atlanta (Géorgie) par un homme qui a fait irruption dans les locaux de deux sociétés de spécula-

WASHINGTON

de notre correspondant

Neuf personnes ont été tuées et sept blessées (dont trois sont dans un état critique) à Atlanta jeudi 29 juillet par un homme qui s'est ensuite donné la mort au moment où la police allait l'arrêter. On a également découvert qu'il avait auparavant tué sa seconde épouse et ses deux enfants, âgés de huit et dix ans. Mark Barton, qui était âgé de quarante-quatre ans, est par ailleurs soupçonné d'avoir battu à mort sa première femme, sur laquelle il avait souscrit une forte assurance sur la vie, et sa belle-mère il y a six ans en Alabama ; bien qu'il ait refusé de se soumettre au détecteur de mensonges, il n'avait pas été inculpé, faute de preuves.

C'est vers 15 heures, heure locale, que cet homme est entré dans un immeuble de bureaux de la capitale de la Géorgie, Etat où il n'est pas nécessaire d'avoir un permis pour posséder une arme. Equipé d'un fusil et d'un pistolet, il a fait irruption dans les locaux d'une société de « day trading » (bureau de spéculation au jour le jour), All Tech In-

vestment. Selon un témoin, il a conversé durant quelques minutes avec des personnes présentes et, après leur avoir dit : « J'espère que cela ne va pas gâcher votre journée de business », il a ouvert le feu au hasard, faisant quatre morts. Traversant la rue, il est entré dans l'immeuble voisin, où se trouve une autre société de « day trading », Momentum Securities Inc., et abattu cinq autres personnes. La fusillade a fait une douzaine de blessés.

LE STRESS DU « DAY TRADING »

Les centaines d'employés travaillant dans ces bâtiments se sont cachés pendant des heures en attendant que la police intervienne. Celle-ci n'a pu empêcher la fuite du forcené, qu'elle a rattrapé après une chasse à l'homme alors qu'il faisait le plein dans une station-service. Selon des informations fournies par la police et des témoins, Mark Barton aurait perdu de l'argent en spéculant à court terme et pourrait avoir eu envie de se venger. Mais le PDG de All Tech affirme qu'il n'était pas venu dans son établissement depuis avril et

deux enfants. Cerné par la police, le tueur s'est donné la mort. En Géorgie, il n'est pas nécessaire de posséder un permis pour disposer d'une arme.

que la chute du Dow Jones de 1,6 % jeudi n'est pour rien dans son geste.

Encore un crime de masse aux Etats-Unis, qui s'ajoute à une longue litanie. On se souvient de l'émotion qui s'est emparée de l'Amérique quand douze lycéens et un enseignant ont été abattus par deux camarades à Littleton, Colorado, en avril. Symboliquement aussi, ce crime — qui intervient alors que le Congrès débat sans fin de projets républicains de contrôle limité des armes à feu — s'est produit à Atlanta, une ville dont le maire avait décidé récemment de poursuivre les fabricants d'armes à feu, auxquels il demandait réparation du coût de la criminalité. Cette initiative avait été tuée dans l'œuf par un vote du parlement de l'Etat interdisant aux municipalités d'attaquer en justice les armuriers. Un projet de loi fédérale en discussion étendrait cette interdiction à tout le pays ; son auteur n'est autre que le représentant Bob Barr, un des procureurs les plus acharnés contre Bill Clinton lors de son procès en destitution.

Mark Barton a-t-il succombé au stress du « day trading » ? Ce nou-

veau sport spéculatif est particulièrement éprouvant pour les nerfs puisqu'il consiste à se livrer à l'achat et la revente d'actions dans la même journée, en jouant sur les plus infimes variations de la Bourse. All Tech compte quelque 500 traders qui doivent chacun verser une garantie de 50 000 dollars (47 000 euros) et bénéficient d'informations en ligne et d'ordinateurs en réseau.

Espérant des gains rapides mais pas toujours préparés à des pertes tout aussi soudaines, des centaines de milliers d'Américains se sont lancés dans ce jeu dangereux, depuis la dérégulation des marchés en 1997, au sein d'offices ou chez eux. Consciente de cette tension, All Tech emploie un psychanalyste pour prendre soin de ses clients. Et, coïncidence, l'Association nationale des négociants en titres a décidé jeudi de demander aux firmes de « day trading » — réelles ou sur le Net — d'indiquer clairement aux spéculateurs qu'ils courent un risque important.

Patrice de Beer

NetServer E60

SureStore T20

pentium®...

Foncez foncez foncez foncez stop.

Ca roule dans vos affaires.

Vous êtes aux commandes du HP NetServer E 60.

Ralentissez.

Le système d'alerte automatique surveille le disque dur et ses feux tricolores vous informent de son état.

Orange ? Rouge ? Un rapide coup d'œil suffit à confirmer ce que vous devez faire pour que tout se passe bien. Feu vert.

Tout va bien.

Foncez foncez foncez foncez.

Continuez tranquillement votre route jusqu'au carrefour.

Allez en paix, et n'oubliez pas de saluer l'agent.

www.hp.com/pc-fr

**HEWLETT®
PACKARD**

Jusqu'à 2 processeurs Intel® Pentium® II 400/450 MHz ou processeur Intel® Pentium® III 500 MHz, 512 Ko de cache 64 Mo de mémoire SDRAM ECC 100 MHz extensible à 1 Go, jusqu'à 72,8 Go (4x18,2 Go) de disque interne. Double contrôleur SCSI et carte réseau 10/100 TX intégrés. Supporte Novell NetWare® et Novell NetWare® for Small Business, Microsoft® Windows NT® Server, Microsoft BackOffice®, Small Business Server (SBS), et SCO® OpenServer™. Intel, le logo Intel Inside et Pentium sont des marques déposées d'Intel Corporation. Les autres marques citées sont la propriété de leurs détenteurs respectifs.

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 31 JUILLET 1999

EMPLOI Le nombre de chômeurs a reculé de 18 100 (-0,6 %) en juin et le taux de chômage passe de 11,4 % à 11,3 % de la population active, selon les statistiques publiées,

vendredi 30 juillet, par le ministère de l'emploi. ● MARTINE AUBRY estime que ce résultat est d'autant plus satisfaisant que la croissance s'est ralentie : alors qu'elle était de

3,2 % en 1998, le nombre de chômeurs n'a reculé que de 135 000 ; avec une croissance de moins de 2,5 % cette année, le rythme annuel de baisse est de 190 000. ● LA

CONJONCTURE tend, pourtant, à se redresser et contribue à cette amélioration du marché du travail. En particulier, l'industrie sort d'une longue période de dépression. ● A

MEAUX (Seine-et-Marne), la baisse du chômage est perceptible. L'ANPE locale affirme que le nombre de jeunes inscrits depuis plus d'un an a chuté de 42 % en un an.

La reprise et les mesures gouvernementales font reculer le chômage

L'amélioration de la conjoncture, perceptible dans l'industrie, et la montée en puissance des emplois-jeunes expliquent cette nouvelle diminution du nombre des demandeurs d'emploi. La baisse a profité à 18 100 personnes (-0,6 %) en juin

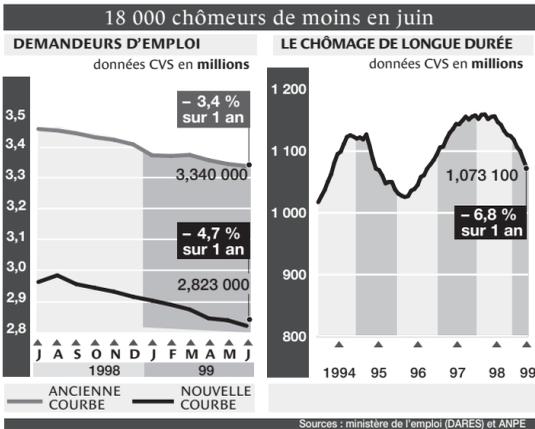
LE CHÔMAGE recule lentement mais sûrement, n'en déplaise au patronat et à la droite : lentement, car il reste encore 2,823 millions de personnes inscrites sur les listes de l'ANPE (en catégorie 1), un chiffre que l'on peut juger excessif à un moment où la croissance de l'économie française, qui est répartie il y a plus de deux ans, est aujourd'hui l'une des plus soutenues d'Europe ; mais sûrement, car la tendance à la baisse ne s'est pas retournée depuis septembre 1997 et que la France doit absorber, plus que d'autres pays industrialisés, les nombreux jeunes arrivant sur le marché du travail.

Les statistiques du mois de juin, publiées vendredi 30 juillet par le ministère de l'emploi, confirment cette tendance : le nombre de chômeurs de catégorie 1 a reculé de 18 100 (-0,6 %) le mois dernier, en données corrigées des variations saisonnières (-4,9 % sur un an). Si l'on y ajoute les demandeurs d'emploi qui ont eu un travail occasionnel de plus de 78 heures dans le mois (catégorie 6), le recul n'est plus que de 0,2 % sur le mois, et de 3,4 % au

cours des douze derniers mois (3 340 000 personnes). Le taux de chômage calculé au sens du Bureau international du travail passe de 11,4 % à 11,3 % de la population active.

Invitée sur France Inter, vendredi, Martine Aubry a souligné que le gouvernement touchait les dividendes de sa politique (soutien à la consommation, emplois-jeunes, 35 heures). La ministre de l'emploi s'est, notamment, félicitée de la diminution du chômage de longue durée. En dépit d'une croissance moins forte en 1999 (2,2 % à 2,5 %) qu'en 1998 (3,2 %), a-t-elle noté, la baisse du chômage est sur un rythme annuel de près de 200 000 demandeurs d'emploi, alors qu'il n'avait reculé que de 135 000 en 1998. Cette amélioration du marché du travail est perceptible dans les ANPE, tandis que les industriels - très attentistes au début de l'année - affichent désormais leur optimisme sur la reprise de l'activité (*lire ci-dessous*).

Ces bons résultats permettent aussi au gouvernement de justifier la non-application de certains de ses



engagements électoraux : sur les emplois-jeunes dans le secteur privé, le contrôle administratif des licenciements ou la taxation du travail précaire. Dans son bilan des deux premières années du gouvernement de Lionel Jospin - qui l'a

veloppera à son université d'été à La Rochelle fin août -, le PS, qui met en avant « le respect de la parole donnée », fait silence sur ces « oublis » tout en justifiant une « politique volontariste » de création d'emplois par des mesures structurelles. « La

Les signes d'embellie économique se multiplient

LA DIRECTION de la prévision du ministère des finances aborde la période qui est traditionnellement pour elle la plus délicate de l'année. C'est en effet dans les semaines à venir qu'elle doit arrêter les prévisions qui serviront d'hypothèse économique pour le budget de l'année suivante. Qu'elle se trompe, comme c'est fréquemment arrivé, et la loi de finances deviendra bancale.

Cette année, pourtant, la tâche des prévisionnistes s'annonce moins difficile que dans le passé. Alors qu'il y a un an le déclenchement de la crise asiatique avait rendu les perspectives économiques illisibles, le « *trou d'air* » pointé par le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, est maintenant passé et les tendances des prochains mois font l'objet d'un consensus : l'économie française est entrée dans une phase de consolidation. C'est ce que montrent la baisse continue du chômage mais aussi de nombreux indicateurs récents.

Le moteur de la croissance française a, en effet, durant de longs mois été entraîné par la seule courroie de transmission de la demande intérieure, et notamment de la consommation des ménages. En revanche, la demande étrangère a longtemps été déprimée. Du même coup, si les secteurs à l'abri de la concurrence internationale, comme les services, sont restés dynamiques, ceux qui sont engagés dans la compétition mondiale, au premier chef l'industrie, ont

subi de plein fouet la dégradation de l'environnement mondial.

Or, depuis quelques mois, même si la progression de la consommation des ménages est revenue à des niveaux moins exceptionnels que ceux de 1998 (sur un rythme annuel de 2,6 % à 2,7 % au lieu de 3,6 %), la conjoncture mondiale a repris des couleurs. Et c'est vrai tout particulièrement en Europe où l'Allemagne, sinon l'Italie, n'inspire plus d'inquiétude. Cette amélioration progressive de la demande étrangère profite donc aux exportations françaises. Et c'est pour l'industrie une bouffée d'oxygène. Les chefs d'entreprise peuvent donc sortir de leur comportement d'attentisme - qui les a longtemps conduits à déstocker - et relancer leur production.

LE MORAL DES INDUSTRIELS S'AMÉLIORE

Cette confiance retrouvée est manifeste dans les dernières enquêtes de l'Insee. La dernière en date (*Le Monde* du 30 juillet) fait ainsi apparaître une exceptionnelle amélioration du moral des industriels. Pour les perspectives personnelles de production, le solde des réponses optimistes et pessimistes est positif de 15 points en juillet contre -2 points en mars. Et pour les perspectives générales de production, l'inversion de tendance est encore plus spectaculaire : le solde est positif de 13 points en juillet contre -10 points un mois auparavant.

La croissance française s'annonce donc un peu plus équilibrée que celle de l'année écoulée, les demandes intérieure et étrangère tirant enfin dans le même sens. Certes, pour l'année en cours, les choses sont déjà largement jouées : compte tenu du poids des premiers mois d'activité dans le calcul du produit intérieur brut, il apparaît fort peu probable que le résultat dépasse les 2,2 % ou 2,5 % retenus en mars comme hypothèse d'activité par Bercy. Mais ce qui compte, au-delà de la symbolique du chiffre de croissance pour 1999, c'est le profil de l'activité. En clair, finira-t-on l'année sur un rythme de croissance plus soutenu qu'on ne l'avait commenté ? Tous les conjoncturistes le pensent.

La baisse continue du chômage joue d'ailleurs en ce sens, puisqu'elle contribue à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et alimente un climat favorable à la consommation. Pour des raisons politiques faciles à comprendre, le ministre des finances se garde, certes, de crier victoire. Il fait même mine de ne pas encore savoir si la croissance sera suffisamment forte pour offrir de nouvelles marges de manœuvre au gouvernement, lui permettant d'engager des baisses d'impôt. Mais, de suspense, en réalité, il n'y en a pas : en cet été 1999, la conjoncture est autrement moins morose qu'elle ne l'était il y a exactement un an.

Laurent Mauduit

A l'ANPE de Meaux, « les gens se sentent moins découragés »

LE COMPTEUR est bloqué sur le numéro 263, mais c'est par leur nom que les personnes qui patientent en s'éventant sont appelées. « *Il y a au moins une heure et*

REPORTAGE

« Le recul du chômage a commencé en 1996, et depuis le début de l'année ça s'accroît »

demie d'attente », prévient un agent. La jeune femme qui vient d'entrer accompagnée de son petit garçon n'hésite pas : « *Tant pis, j'attendrai. Demain, je pars en vacances.* » Malgré l'été, les congés, l'ANPE de Meaux, en Seine-et-Marne, connaît, ce jeudi 29 juillet, une activité encore soutenue. Dans cette ville de 50 000 habitants, la baisse du chômage, quasi régulière depuis deux ans en France, ne serait-elle pas perceptible ? « *Oh si ! Chez nous, elle a même commencé en 1996, et depuis le début de l'année ça s'accroît* », affirme la directrice adjointe, Brigitte Leclair.

Il y a les bonnes nouvelles du cahier de Christina Ribeiro. Cette employée de l'agence, conseillère de l'emploi depuis plus de dix ans, consigne tous ses entretiens. Une page prise au hasard révèle qu'un chômeur a inauguré un camion à

pizza, que des jeunes ont trouvé un emploi, qu'une femme est partie en Angleterre pour une embauche. Il y a aussi ces offres, plus nombreuses : dans le seul secteur de la restauration, elles dépassent aujourd'hui le nombre de demandes. A l'entrée de la commune, le nouvel établissement Léon de Bruxelles vient encore d'envoyer une quarantaine de propositions.

Mois après mois, les chiffres confirment la tendance : -15,3 % de chômeurs inscrits en mai par rapport au même mois de l'année 1998, -1,6 % en avril, -11,3 % en mars, -10,7 % en février, -9,7 % en janvier. A l'échelon local, le taux de chômage s'élève aujourd'hui à 8,5 %, moins que la moyenne nationale. « *Il y a un climat général qui fait que, globalement, les gens se sentent moins découragés* », constate M^{me} Leclair. L'espoir revient, même pour les chômeurs de longue durée. La proportion des jeunes de moins de vingt-cinq ans inscrits depuis plus d'un an a ainsi chuté de 42 % en un an !

Meaux cumule pourtant les handicaps : 70 % des personnes inscrites ont un niveau de formation inférieur ou égal au CAP et 38 % n'ont pas de formation. Cette grosse ANPE couvre 84 communes avec, à deux pas de ses locaux, récents et spacieux, deux quartiers, la Pierre-Collinet et Beauval, cata-

logués difficiles. Mais si reprise de l'emploi il y a, elle se fait surtout grâce aux contrats à durée déterminée (CDD) et à l'intérim.

Paradoxalement, le nombre de personnes qui quittent l'ANPE a en effet régressé de 7 %. Une explication à cela : les chômeurs choisissent de basculer de la catégorie 1, c'est-à-dire en recherche permanente d'emploi, à la catégorie 6 (en progression de 20 %), qui permet une activité de plus de 78 heures dans le mois. Ce qui fait dire à la directrice adjointe : « *On a des chômeurs qui travaillent.* » Mais l'ANPE reste un point d'ancrage fort. « *Un peu comme si les gens compensaient l'instabilité de leurs contrats de travail par une inscription durable chez nous* », analyse M^{me} Leclair.

RADIÉS DES LISTES

L'embellie tient aussi à l'application du programme « nouveaux départs », lancé en 1998 par la ministre de l'emploi, Martine Aubry. Les autres plans nationaux ont moins de succès. Ici, les emplois-jeunes ont eu du mal à démarrer. Il a fallu mobiliser les municipalités et les associations, mais enfin 54 postes ont été créés. L'impact des 35 heures, lui, n'est pas encore visible, même si la direction départementale du travail a récemment envoyé une liste d'entreprises qui ont réduit leur temps de travail et

sont donc susceptibles d'embaucher.

Avec les « nouveaux départs », les agents de l'ANPE sont désormais tenus de convoquer systématiquement les chômeurs inscrits depuis plus d'un an et de leur proposer un suivi personnalisé pendant trois mois. A Meaux, cette mesure porte ses fruits. « *J'ai eu le cas d'une dame de quarante-cinq ans, employée de bureau au chômage depuis deux ans et totalement désespérée*, raconte M^{me} Ribeiro. Elle ne croyait plus en rien. J'ai eu un mal fou à la convaincre de commencer par une évaluation de ses compétences puis par une formation. Je lui ai même dit que si elle refusait, ce n'était plus la peine de venir. Elle n'a même pas eu le temps de finir son stage, elle est devenue réceptionniste dans un cabinet médical. »

Cet exemple n'est pas isolé. Plutôt enthousiastes sur ce programme, qu'ils qualifient volontiers de « gratifiant », les agents de l'ANPE reconnaissent qu'il aboutit aussi à des radiations. « *J'ai du mal à le faire quand les personnes ne se présentent pas mais c'est relativement restreint* », déclare Sarah Valdman, conseillère. Jusqu'à présent, 290 personnes ont été rayées des fichiers de l'ANPE de Meaux.

Isabelle Mandraud

croissance est un processus inégalitaire, observe-t-il, qui ne laisse pas ceux qui sont trop peu formés, trop fragiles ou trop éloignés de l'emploi en tirer directement les bénéfices. »

Lors de sa convention sur l'entreprise en novembre 1998, le PS avait réitéré clairement ses promesses. Lors des élections législatives de 1997, il avait promis, sur une idée de Dominique Strauss-Kahn, la création de 700 000 emplois-jeunes, soit 350 000 dans le secteur public et 350 000 dans le secteur privé. Après avoir souligné le succès du volet public, le PS assurait : « *Il importe, désormais, de s'attacher à la mise en œuvre du deuxième volet du plan, celui concernant les entreprises.* »

En mai 1998, Jean Glavany, alors chargé de l'emploi au secrétariat national du PS, avait proposé pour les jeunes de négocier une « allocation personnalisée de formation-insertion » et l'instauration de contrats de cinq ans rémunérés au minimum au SMIC, soit un coût pour l'Etat de 17,5 milliards de francs (près de 2,67 milliards d'euros) en année pleine pour 350 000 jeunes. « *Nous ne saurions abandonner en chemin la*

moitié de nos engagements, sauf à nous renier nous-mêmes et à abandonner à leur sort de nombreux jeunes en difficulté », avait prévenu le futur ministre de l'Agriculture. M^{me} Aubry n'entend pas y donner suite, considérant que, grâce à la croissance, les entreprises ont embauché en 1998 un million de jeunes.

La ministre de l'emploi est encore plus réservée sur le rétablissement d'un « contrôle administratif » des licenciements économiques et des plans sociaux, préférant insister sur la prévention des licenciements et l'accompagnement des salariés licenciés. Seule la taxation de l'emploi précaire a reçu un meilleur accueil. Sans vaincre l'hostilité du patronat, M^{me} Aubry a souhaité des négociations. Toutefois, elle a averti qu'en l'absence d'« engagements fermes », elle reprendrait son projet de faire payer une « contribution » aux entreprises abusant du recours à l'emploi précaire. Sans s'engager sur un calendrier.

Jean-Michel Bezat et Michel Noblecourt

Premiers bénéficiaires : les jeunes

À L'EXCEPTION des mois de janvier et d'août 1998, et de février 1999, le chômage n'a cessé de reculer depuis septembre 1997. Le gouvernement a alors bénéficié d'une amélioration de la conjoncture, perceptible dès le printemps 1997.

Au total, le nombre de chômeurs de catégorie 1 (ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois et cherchant un emploi à plein temps) a baissé de 314 500 (-10 %) depuis juin 1997. Dans la catégorie 1 + 6 (y compris ceux qui ont travaillé plus de 78 heures dans le mois), en vigueur jusqu'en août 1995, la baisse a été de 194 200 demandeurs d'emploi. En deux ans, le taux de chômage est passé de 12,6 % à 11,3 % de la population active.

● **Jeunes.** C'est probablement le point le plus positif, puisque le chômage des moins de vingt-cinq ans baisse de 1,1 % en juin : -0,7 % pour les garçons et -1,4 % pour les filles. Depuis juin 1997, il a diminué de 98 600 (-16,8 %). Outre la reprise de l'activité dans le secteur marchand, il faut y voir l'effet des

emplois-jeunes créés dès l'automne 1997, et dont le 200 000^e a été signé par le premier ministre, à Lille, le 5 juillet.

● **Chômeurs de longue durée.** Leur nombre, en recul de 1,2 % (-13 200) en juin, est de 1 073 100. En un an, la baisse est de 78 700. « *C'est le dixième mois consécutif de baisse dans cette catégorie, se félicite-t-on au ministère de l'emploi. Nous avons recentré des dispositifs comme les CES [contrats emploi-solidarité] sur les gens les plus en difficulté.* » Finalement, le nombre de CES a été moins élevé au premier semestre, alors que le gouvernement comptait en utiliser davantage pour passer le « *trou d'air* » de l'économie au premier semestre.

● **Licenciements économiques.** Ils ont légèrement repris en juin et leur baisse n'est plus que de 3,8 % par rapport à juin 1998. Les radiations administratives sont en hausse (+35,9 %) sur un an. En juin, elles ont touché 17 308 personnes.

J.-M. B.

Noël Mamère (Verts) s'en prend à Lionel Jospin

LE REMANIEMENT « technique » du gouvernement a été qualifié de « *camouflet* » par Noël Mamère, député (Verts) de la Gironde. « *Lionel Jospin est charmant avec ses alliés qui ne lui font pas d'ombre et qui ont le doigt sur la couture du pantalon (...). Les Verts sont sanctionnés parce qu'ils dérangent* », a ajouté M. Mamère, jeudi 29 juillet sur Europe 1. « *Cela peut s'appeler un camouflet, un bras d'honneur, une coulèvre de plus* », a-t-il indiqué. Beaucoup plus modéré, Yves Cochet, député (Verts) du Val-d'Oise, a indiqué sur RTL : « *On fait partie de la majorité plurielle. Dominique Voynet est au gouvernement. On a des dossiers qui nous attendent* », en citant les 35 heures et le budget 2000.

DÉPÊCHES

■ **PRÉSIDENTIELLE :** Jean-Charles Marchiani, député européen du Rassemblement pour la France (RPF), a affirmé, vendredi 30 juillet sur France 2, que « *le RPF aura son candidat aux prochaines élections présidentielles* ». L'ancien préfet du Var a précisé qu'il ne « *voyait pas qui d'autre que Charles Pasqua pourrait être candidat* ».

■ **ÉLYSÉE :** les nominations de deux chargés de mission, Valérie Terranova et Pierre Dardenne, ont été publiées au Journal officiel du mercredi 28 juillet. Valérie Terranova, trente-cinq ans, spécialiste du Japon, ancienne chargée de mission à la direction des affaires internationales de la Ville de Paris, était depuis 1996 commissaire exécutif de « l'Année de la France au Japon ». Pierre Dardenne, trente-huit ans, diplômé d'études approfondies en droit et en sciences politiques, ancien assistant du député RPR Robert-André Vivien, avait été chargé de mission au cabinet du maire de Paris, Jacques Chirac, avant de le suivre à l'Élysée en 1995. Leurs attributions seront précisées à la rentrée.

■ **QUINQUENNAT :** 71 % des Français sont favorables au quinquennat, selon un sondage de l'IFOP publié jeudi 29 juillet par VSD. En revanche, 24 % sont opposés à la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans et 5 % ne se prononcent pas. Ce sondage a été réalisé les 22 et 23 juillet par téléphone auprès d'un échantillon de 965 personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, construit selon la méthode des quotas.

PAUVRETÉ La situation des sans-abri ne s’améliore pas pendant la saison estivale alors que les interventions publiques et associatives fonctionnent au ralenti. Loin de guérir les

maux, l’été aggrave certaines affections ● LA CAPACITÉ d’hébergement à Paris, réduite pour cause de vacances des bénévoles, est insuffisante. ● DEUX CENTS personnes

chaque jour ne peuvent être prises en charge par un Samu social débordé. ● « *ON MEURT aussi en été. Seulement ces morts-là ne sont pas comptabilisés* », déclare au *Monde*

Xavier Emmanuelli, directeur du Samu social de Paris. ● A LA GARE DE LYON, des sans-abri, dont beaucoup de sans-papiers, attendent parfois en vain un hébergement. Ils termine-

ront la nuit à la belle étoile. ● LES ASSOCIATIONS caritatives alertent l’opinion sur le déficit de moyens d’accueil pour l’hiver prochain. (*Lire aussi notre éditorial page 14*)

Oubliés, beaucoup de sans-abri passent l’été dehors

Les pouvoirs publics et les associations relâchent leurs actions pendant les beaux jours, alors que le nombre de personnes livrées à la rue ne diminue pas d’une saison à l’autre. A Paris, 800 places ouvertes durant l’hiver ne sont pas disponibles l’été

AVOIR un lit où dormir n’est pas un droit saisonnier. Chaque année pourtant, pendant la période des vacances, des centaines de sans-abri dorment dehors, après la fermeture de plusieurs centres d’hébergement. Alors que plus de 3 000 places étaient disponibles l’hiver dernier à Paris, le chiffre s’est effondré à 2 173 cet été, premier anniversaire de l’adoption de la loi de lutte contre les exclusions. Dans toute la France, on estime que le quart des lits disparaissent avec l’arrivée du soleil.

« *Des gens viennent faire le pied de grue chez nous pour avoir une place. On a l’impression d’avoir autant de monde qu’en plein hiver par – 5 degrés* », s’insurge André Lacroix, responsable d’Emmaüs. Les associations, dépassées par la demande, estiment qu’il manque 200 à 250 lits d’urgence tous les soirs.

Le 115, numéro d’appel du SAMU social, submergé par plus de 2 000

appels par jour, est assailli dès 8 heures du matin, heure à laquelle les sans-abri sont invités à quitter les centres. Et à 9 h 30 le 115 ne répond plus : toutes les places sont prises. La nuit, les camionnettes du SAMU social partent en tournée à la rencontre des sans-abri qui appellent malgré tout. « *On peut leur offrir un café, une madeleine, une couverture de survie, c’est tout*, raconte Géraldine Mollier-Thomas, infirmière. *Nous sommes débordés, le suivi régulier en pâtit.* » Officiellement, aucun autre centre ne devrait fermer d’ici l’hiver. Décision a même été prise, devant l’ampleur des besoins, de maintenir le centre Hérold (93 lits) au mois d’août.

La plupart des structures d’accueil reposent sur le travail des bénévoles des associations, qui mettent la clé sous la porte jusqu’aux premiers grands froids. D’autres bricolent pour trouver des fonds en prévision de l’hiver.

Le centre d’hébergement de la Mie de pain (Paris 13^e), par exemple, se transforme en auberge de jeunesse au mois de mai. Avec elle, ce sont 450 places qui s’évaporent. La fermeture, pour les mêmes raisons, des centres d’accueil en banlieue draine les sans-abri vers la capitale. Et seul le phénomène dit « *d’errance festivalière* » entraîne un renforcement des dispositifs dans les villes de province.

« **PAS COMPTABILISÉS** »

Sur le terrain, on a le sentiment qu’en été la compassion prend aussi des vacances. « *Il y a un manque d’écoute de la société, qui, en vacances, ne pense plus à la misère* », regrette Jean-Paul Péneau, directeur général de la Fédération nationale des associations de réadaptation sociale (Fnars). Le branle-bas de combat solidaire ne naît jamais qu’au premier mort de froid. Or « *on meurt aussi en été. Seulement ces morts-là ne sont pas*

comptabilisés », explique Xavier Emmanuelli, directeur du Samu social et ancien secrétaire d’Etat à l’action humanitaire d’urgence.

Problèmes dermatologiques, infections des pieds, intoxications alimentaires après consommation de produits restés longtemps au soleil, conséquences désastreuses de l’alliance alcool et chaleur. Ce sont les problèmes sanitaires auxquels sont confrontés tout l’été les équipes de Médecins du monde. Le suivi médical assuré dans les centres « *est interrompu, comme si l’horloge biologique des sans-abri s’arrêtait* », ironise Graziela Robert, assistante sociale de l’association.

Les capacités d’accueil ont pourtant été renforcées de 300 places par rapport à l’été dernier. Partout, on essaie de comprendre. « *Y a-t-il plus de sans-abri cet été ? Sont-ils mieux révélés?* », interroge Annick Morel, à la direction départementale des affaires sanitaires et so-

ciales (DDASS). *Cette année, la pression de la demande est arrivée beaucoup plus tôt et, surtout, elle est plus douloureuse.* »

Unanimes, les acteurs de terrain remarquent un profond changement dans les comportements et dans la population. « *Le tour de France des melons, fraises, vendanges et cornichons, c’est terminé* », constate Patrick Hervé, directeur général de la Mie de pain. Les errants ne partent plus dans le Sud. Ils restent dans la capitale. Selon Danièle Huèges, directrice générale de la Halte des amis de la rue, « *des gens qu’on n’avait pas l’habitude de rencontrer provoquent l’embolie des dispositifs* ». Parmi eux, beaucoup de sans-papiers et de migrants venus des pays de l’Est, de plus en plus de jeunes, de familles, de femmes seules, pour lesquelles il existe bien peu de solutions adaptées. Sans compter les malades psychiatriques, abandonnés faute de structure spécifique. Certains en viennent même à se demander si l’offre ne crée pas un appel d’air. « *Si demain on ouvre 400 places supplémentaires, il y aura 400 demandes. C’est un effet pervers* », affirme Danièle Huèges.

CARTES DE REPAS

Se nourrir relève également de la gageure. Pour « *suppléer un véritable manque* », Août secours alimentaire (ASA), initiative de Pierre Lanne, diacre de l’Eglise de Paris, distribue des repas « *aux quatre portes de la capitale* » depuis 1994. « *En rentrant à Paris en septembre, nous nous sommes rendu compte que les sans-abri avaient maigri. Ils s’étaient nourris dans les poubelles ou en taxant dans les grandes surfaces* ». Autre possibilité, le centre de Baudricourt, géré par la Ville de Paris. Mais dans les centres d’action sociale municipaux (CAS) on ne délivre de cartes de repas que sur « *justificatif de situation régulière sur le territoire français* ». Les sans-papiers sont donc déboutés du droit de manger. « *Il s’agit d’une prestation facultative de la Ville,*

Stéphane Horel

Un député européen CPNT mis en examen pour « escroquerie »

LE DÉPUTÉ européen, élu du parti Chasse pêche nature et tradition (CPNT), Michel Raymond, a été mis en examen, au mois de janvier, des chefs « *d’escroquerie et tentative d’escroquerie* » par un juge d’instruction du tribunal de grande instance de Moulins (Allier). Comme l’a indiqué *Le Parisien*, dans son édition du 30 juillet, M. Raymond, agriculteur, numéro deux de la liste conduite par Jean Saint-Josse aux élections européennes, aurait livré de fausses informations à l’administration sur la surface de ses terres afin de majorer le montant de subventions. L’obtention de ces fonds versés par Bruxelles dans le cadre de la PAC est conditionnée par la déclaration des caractéristiques de l’exploitation. Michel Raymond, qui a perçu 150 000 francs aux titres de ces aides, aurait surestimé de plusieurs hectares la surface de ses terres cultivables. Chargée de vérifier les déclarations, la direction départementale de l’agriculture a déposé plainte après avoir découvert l’existence d’un trop-perçu. M. Raymond a indiqué au juge qu’il s’agissait d’une simple erreur qui portait sur quelques hectares.

Nouvel épisode de pollution atmosphérique en Ile-de-France

POUR la deuxième journée consécutive, le seuil d’information et de recommandation en cas de pic de pollution atmosphérique par l’ozone a été dépassé, vendredi, dans la zone rurale du sud et de l’ouest de l’Ile-de-France. Les préfectures des Yvelines et de Seine-et-Marne ont demandé aux automobilistes de réduire leur vitesse de 20 km/h et préconisent d’éviter les déplacements en voiture. Cet épisode de pollution est dû à la circulation routière et aux conditions météorologiques : ensoleillement élevé et absence de vent. Le dépassement du seuil de 180 microgrammes d’ozone par mètre cube d’air a été enregistré jeudi, en forêt de Rambouillet (Yvelines). Un pic de pollution a été mesuré en Seine-Maritime, où une concentration de 199 microgrammes a été relevée, jeudi, à l’ouest de Rouen. Les autorités sanitaires conseillent aux personnes sensibles d’éviter toute activité physique intense.

DÉPÊCHE

■ **JUSTICE : Roland Mazoin, maire (ADS-CAP) de Saint-Junien** (Haute-Vienne), vice-président du conseil général, a été mis en examen par un juge d’instruction de Limoges, pour « *délit de favoritisme* » dans ses fonctions passées de président de l’OPHLM local. Quatre autres mises en examen ont été décidées dans cette affaire, déclenchée par la plainte d’un entrepreneur de maçonnerie qui s’estimait indûment écarté d’un chantier par la commission d’appel d’offres. - (*Corresp.*)

Gare de Lyon, terminus pour les exclus de l’asile de nuit

LA DESTINATION du bus Atlas n’a rien d’exotique. Terminus : Crimée, Hérold ou Gambetta. Des centres d’hébergement d’urgence pour les sans-abri. Ils sont une quarantaine à faire la queue à l’angle de ce carrefour

REPORTAGE

« Non, madame, il n’y a pas de place ce soir. » « Je ne veux pas encore dormir dehors. » « Vous êtes venue hier, vous avez même pleuré »

crasseux, rendez-vous des courants d’air et de ceux qui n’ont plus rien. Au-dessus des têtes, les trains grondent à leur arrivée en gare de Lyon. Tous les soirs, la Halte des amis de la rue distribue des repas gratuits, presque 900 par jour. A 20 h 45, ceux qui ont réussi à se faire inscrire sur les listes du 115 – le numéro du SAMU social – monteront dans le bus providentiel.

A l’entrée de la Halte, un malabar distribue des cartons rouges, passeports pour un saucisse-lentilles gratuit. Dedans, pas un bruit, sinon celui des fourchettes et des plateaux vides que l’on glisse, tête baissée, à la cuisine. Chevelles enrubannées de bandes sales, regard las, une femme entre dans le bureau. Jacques, immense gaillard en maillot de football américain, consulte la liste. « *Non, madame, il n’y a pas de place ce soir.* » Le ton est dur, presque brutal. « *Je ne veux pas encore dormir dehors.* » « *Je me souviens bien de vous, vous êtes venue hier. Vous avez même pleuré.* » Toute protestation est vaine, elle le sait bien. Alors elle s’en va.

Un petit sac à dos pour tout bagage, Jean-Pierre Goss, « *un petit gosse de cinquante-cinq*

ans », dit-il, fume une clope. Liban, Algérie, Arabie saoudite, Nigeria : il en a vu du pays. De retour en France, il refait ses papiers. Sur un formulaire de la préfecture, il lit « *situation familiale : divorcé* ». « *J’étais pas au courant. Tout l’argent que j’avais gagné, ma femme l’avait dépensé.* » Après des années passées à sillonner le globe, il se retrouve à explorer les rues de Paris. C’était il y a huit ans. Ce soir, Jean-Pierre a de la chance, il ne dormira pas dehors. Il est sur la liste. « *Ils font un sacré boulot, ces gens-là. Moi, je le ferais pas.* » Un sourire traverse le visage tanné pour s’éclipser presque aussitôt. Inquiet, il guette le départ du bus qu’il a raté hier, avant d’être « *ramassé* » par le SAMU social, place de la Nation.

Jacques fait l’appel. Jean-Pierre à bord, le bus démarre, laissant sur le carreau une quinzaine de personnes. La nuit tombe. Sur le trottoir d’en face, le ministère des finances dresse sa silhouette insolente.

LA PEUR AU VENTRE

Ibrahim Jalloh tend les bras. Ses poignets sont cerclés de cicatrices boursoufflées. Son oreille droite a été à moitié arrachée, brûlée. « *Onze mois en prison* », explique-t-il, laconique. Il a dix-sept ans. Quinze jours auparavant, il a fui la Sierra Leone. « *On n’a nulle part où manger, nulle part où dormir* », assène Mamadou, son cousin, arrivé, lui, il y a un mois. « *C’est pas possible de dormir dans les centres. Il y a des gens qui boivent, qui se droguent. Je me suis même fait voler mes chaussures. Nous avons souffert dans notre pays. Nous venons ici, et nous souffrons encore. Pourquoi ?* »

La peur les tient au ventre. La faim aussi. « *Toute la journée, on est là, assis, à attendre 18 heures pour pouvoir manger. On est libre ici, mais pas assez.* » Et pour eux le paysage du

de justice passée en force jugée ».

Soulignant par ailleurs que de « *fortes augmentations de rémunérations ont été effectuées sans délibérations* », le rapport relève encore que des « *frais de relations publiques* » illégaux et non déclarés au fisc de 47 000 à 100 000 francs (7 165 à 15 245 euros) ont été versés à plusieurs directeurs généraux. On apprend aussi que la région a financé les deux déménagements, dans la même ville, de l’ancien directeur général des services, Hubert Monzat. Ce dernier a fait payer une partie importante du mobilier de son appartement personnel par l’administration régionale (26 000 francs, soit 3 964 euros plus la seule année 1994). Du mobilier dont les magistrats n’ont pourtant retrouvé aucune trace lors de leur contrôle à l’hôtel de région.

Des avantages accordés aux élus sont, eux aussi, dénoncés. Ainsi, de 1990 à 1993, près de 8 millions de francs (1,22 million d’euros) de subventions ont été versés à l’Association d’entraide et de solidarité des conseillers et anciens conseillers ré-

gionaux. Cette structure avait été créée pour « *faire toutes recherches et démarches utiles en matière de prévoyance* ». Aucune cotisation n’étant prévue, ses ressources, qui provenaient exclusivement de l’exécutif régional, ont toutes été investies dans la souscription d’un contrat global d’assurance-retraite par capitalisation au profit des soixante-trois conseillers régionaux, de droite comme de gauche.

« **VERTUS PÉDAGOGIQUES** »

Alerté par la chambre régionale des comptes sur le caractère irrégulier de cette démarche, Jacques Blanc a aussitôt fait reverser la totalité de ces sommes dans les caisses de la région, avant d’exiger la dissolution de cette association. Le président du conseil régional se félicite donc aujourd’hui des vertus pédagogiques de la chambre régionale des comptes. Tout en minimisant ces errements, il dit souhaiter que ce gendarme des institutions puisse à l’avenir jouer un rôle de conseil auprès de son administration.

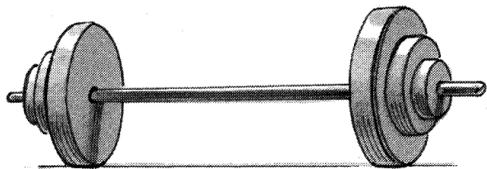
Jacques Monin

RAPPROCHEMENT SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - BNP - PARIBAS

ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET DE PARIBAS

REJOIGNEZ LE PROJET LE PLUS PUISSANT

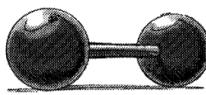
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE+BNP+PARIBAS



**4^{ÈME} GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN
54 MILLIARDS D'EUROS
DE CAPITALISATION BOURSIÈRE***

En apportant vos titres Société Générale et Paribas aux offres de la BNP, vous participerez à la création d'un grand acteur européen capable de jouer un rôle à l'échelle du globe dans la plupart des métiers bancaires. Qui dit grande banque dit aussi grande valeur pour votre patrimoine :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE+PARIBAS



**9^{ÈME} GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN
36 MILLIARDS D'EUROS
DE CAPITALISATION BOURSIÈRE***

la capitalisation boursière de SBP lui permettra de faire partie des principaux indices bancaires européens et mondiaux. Le titre figurera ainsi dans de nombreux portefeuilles du monde entier : la demande sera plus forte et la liquidité meilleure.

* Sources : capitalisations boursières au 16/7/99.

**APPORTEZ VOS ACTIONS AUX OFFRES D'ÉCHANGE
DE LA BNP AVANT LE 6 AOÛT**
CONTACTEZ DÈS MAINTENANT VOTRE INTERMÉDIAIRE FINANCIER

SBP www.sbp.bnpgroup.com
Pour plus d'informations concernant ce projet et ses modalités pratiques pour les actionnaires :

N°Vert 0 800 507 502
APPEL GRATUIT

Deux notes d'information visées par la COB relatives aux offres publiques d'échange de la BNP sur la Société Générale et sur Paribas, ayant reçu respectivement les visas de la Commission des Opérations de Bourse n°99-959 et n°99-960 en date du 8 juillet 1999, sont disponibles gratuitement auprès de la BNP.



RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 31 JUILLET 1999

Ces pays sous l'éclat de l'éclipse

Le 11 août, l'occultation du Soleil par la Lune sera totale dans des régions habituellement peu fréquentées par les touristes. Les communes ne veulent pas rater ce rendez-vous qui va attirer un flux massif de visiteurs. Revue de détails d'ouest en est

L'ÉCLIPSE est rare mais bonne fille : elle a choisi les régions peu tournées vers le tourisme pour se montrer dans toute sa beauté. Son « faisceau de centralité », là où la

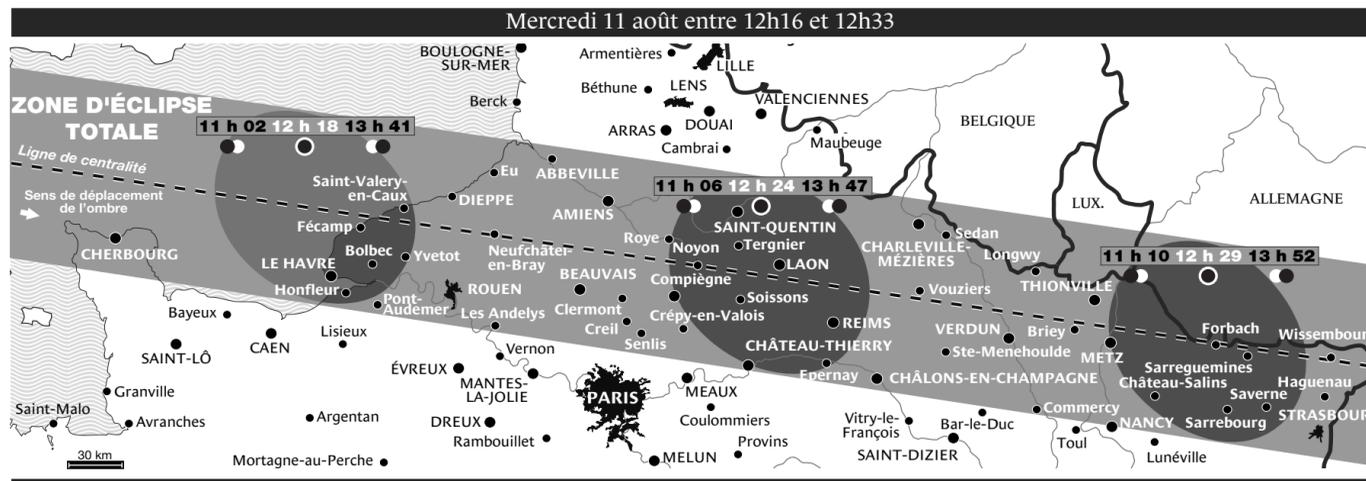
RÉCIT

Les petits plats dans les grands pour accueillir un spectacle céleste

Lune cachera totalement le Soleil, traversera la Haute-Normandie, la Picardie, la Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace. Pour ces zones plutôt à l'ombre de l'été, c'est une aubaine. Chaque commune concernée a donc mis les petits plats dans les grands pour accueillir comme il se doit les amateurs de spectacle céleste. Reste que ces deux minutes et quelque de bonheur attirent des légions de touristes et que les hôtels et les campings sont déjà complets. A quelques jours de l'événement, panoramique des villes et villages les plus près de l'axe médian du faisceau et qui font assaut d'initiatives.

Fécamp (Seine-Maritime) le revendique : elle est « la première ville du continent à accueillir l'éclipse plus de deux minutes ! » Deux minutes douze secondes exactement entre 12 h 18 et 12 h 21. Fécamp parie sur les falaises de la Côte d'Albatre lorsqu'elles seront touchées par le Soleil noir. L'inconnu reste la météo pour ce morceau de côte normande trop connue pour son climat pluvieux.

Si le temps tourne mal, les visiteurs pourront toujours se replier dans le Musée des terre-neuvas : deux globes du XVII^e siècle, un terrestre et un céleste, viennent d'être restaurés par la Bibliothèque nationale, l'effet éclipse ayant convaincu des mécènes de mettre la main à la poche. A Saint-Valéry-en-Caux, au bord de l'océan, les visiteurs pour-



ront fabriquer des cadrans solaires, et à Forges-les-Eaux c'est simplement tout l'Univers qu'on leur propose de reconstituer avec un puzzle de 4,80 m sur 5,40 m.

« OMBRES VOLANTES »

La ville de Compiègne (Oise) propose carrément « un sentiment d'irréalité ». Explication : avec ses cratères et ses montagnes, la Lune va laisser filtrer quelques rayons lumineux impossibles à distinguer à l'œil nu. Grâce à une bâche de 2 500 mètres carrés étalée sur la pelouse du château, il sera possible d'apercevoir des turbulences de l'air, comme des vaguelettes à la surface de l'eau, des « ombres volantes ». Le moment est annoncé « un peu déstabilisant » par les scientifiques de l'université technologique de la ville. Le soir, une « Sun Party » donnera une « ambiance cosmique » à Compiègne.

A Noyon, 14 500 habitants, on garde les pieds sur terre, bien que

« le téléphone sonne toutes les 3 minutes » à l'office du tourisme. Combien viendront ? 60 000 ? 100 000 ? La mairie ne donne plus de chiffres, et les modestes capacités hôtelières de la commune sont entièrement réservées depuis... deux ans. Le déplacement, puis les retours en voiture sur Paris notamment, risquent de se révéler compliqués : « Si les gens doivent mettre cinq heures pour rentrer à Paris, c'est pas très grave. Ça leur laissera un souvenir supplémentaire », glisse, taquin, un agent municipal.

Le petit village de Balagny-sur-Thérain (1 426 habitants) mise sur Jean-Dominique Cassini, astronome de renom originaire de l'Oise, né en 1625. L'homme est décédé en 1712, douze ans avant la dernière éclipse totale visible sur Paris (1724). Il fut le patriarche d'une famille qui dirigea l'Observatoire de Paris pendant quatre générations. En son honneur, le terrain

de football de Balagny a été réquisitionné. Si le mauvais temps cache la Lune, qui cache le Soleil, la mairie a prévu des écrans de télévision.

CHEMIN DES DAMES

L'Aisne attend avec impatience ces trois heures de bonheur tombées du ciel. Département à dominante rurale mais à vocation industrielle, il a bien souffert en ce XX^e siècle finissant. L'ombre des guerres avec le douloureux Chemin des Dames, qui n'en finit pas chaque année de recrachter ses macabres souvenirs au moment des labours. L'ombre d'une crise économique – des milliers de salariés frappés par les délocalisations textiles ou les reconversions métallurgiques.

Trois heures donc pour retrouver la lumière. Laon, sa ville-préfecture s'est souvenue que sa fière cathédrale est dressée sur une butte culminant à plus d'une centaine de mètres de hauteur. Animations dans les rues moyenâgeuses, concerts au bas de la colline, l'éclipse vaut bien un feu d'artifice. La veille, « en exclusivité nationale » seront projetées sur un écran de 159 m² des images empruntées à la NASA. En dix jours les 8 500 places du spectacle gratuit ont été réservées... A quelques kilomètres de là, Coucy-le-Château (Aisne) pense tenir son phénix avec les ruines de son château, chef-d'œuvre de l'architecture militaire du XIII^e siècle détruit en 1917 par des Allemands : lieu d'observation le jour J, mais aussi rendez-vous de vingt compa-

gnies théâtrales. Ebauche d'un festival ? La mairie y songe.

A Villeneuve-sur-Fère, « patrie » de Paul et Camille Claudel, le maire a passé un accord avec la Fondation Hergé et la société Moulinart pour que le village vive à l'heure du Temple du Soleil. On verra se promener des gens déguisés en Dupont et Dupond, en capitaine Haddock ou en Tintin. Il y aura un Temple du Soleil et une loupe géante. On mangera mexicain et inca. Saint-Quentin a fait appel à un Pierrot lunaire pour animer son site d'observation où sont attendues 6 000 personnes, à la condition exclusive d'être munies de lunettes de protection.

Les animaux du parc de Sainte-Croix n'en porteront pas. Pierre Singer, le directeur de cet établissement à mi-chemin entre Metz et Strasbourg, propose d'étudier, avant, pendant, et après, le comportement de ses pensionnaires : loups gris d'Europe, ours, grands cervidés, grands-ducs, ratons laveurs et animaux de ferme. « Certains sont des nocturnes. On peut supposer que sur le coup de 12 h 29, alors qu'ils sont censés dormir au fond de leur tanière, ils vont tout à coup s'activer », explique-t-il. Les loups, très sensibles à leur environnement ont une expression collective spectaculaire qui est le hurlement. Nous ne savons pas quelle sera leur réaction. Impossible de prévoir. On remettra quand même aux visiteurs de petits ethogrammes où ils consigneront minute par minute les réactions des animaux.

Le maire d'Homécourt, Jean-Pierre Minella, se souvient avoir vu sur ses cahiers de brouillon que la dernière éclipse totale du siècle aurait lieu en 1999 : « C'était en 1955, j'avais une dizaine d'années, 1999, ça me semblait tellement loin ! Je me demandais si je serais encore vivant... ».

Cette ville de Meurthe-et-Moselle (7 000 habitants) a consacré 60 000 francs à la préparation de l'événement. En juin, un dépliant et des lunettes ont été distribués aux écoliers. « On a pris des dispositions pour que l'éclairage public ne se mette pas en route subitement quand il fera nuit noire ! », précise le maire, heureux.

« FRISSON ET ÉMOTION »

A ceux qui ne le savent pas ou à ceux qui l'auraient oublié, Sarreguemines veut rappeler qu'elle est la capitale de la faïence de l'est de la France. Après les « deux minutes et dix-neuf secondes de frisson et d'émotion », quatre-vingts poteries, estampillées à la date du grand jour, seront cuites et vendues aux enchères. Les organisateurs s'inquiètent de la faible capacité d'accueil du musée (3 000 personnes). Les 606 chambres d'hôtel sont réservées depuis des mois, et les 775 lits d'hôtels, de gîtes ruraux et de villages de vacances de Bitch (5 500 habitants) ont aussi été pris d'assaut : il reste quelques places de camping, signale la mairie...

Récit de nos correspondants

Une enquête publique est ouverte pour le déclassement de la réserve naturelle de l'Iseran

CHAMBÉRY de notre correspondant

La procédure est exceptionnelle. Le préfet de Savoie, Pierre-Etienne Bisch, vient d'annoncer le lancement, du 9 au 25 août, de deux enquêtes publiques concernant les communes de Val-d'Isère et de Bonneval-sur-Arc. La première porte sur un projet de déclassement de la réserve naturelle de l'Iseran, d'une superficie de 1 491 hectares ; la seconde sur le classement en réserve naturelle, et en compensation, d'un site voisin, celui de la Bailletaz, dont la surface est nettement inférieure : 516 hectares.

En lançant cette enquête consultative en période estivale, où les stations de Val-d'Isère et de Bonneval-sur-Arc sont très fréquentées, l'Etat espère mettre les acteurs locaux en face de leurs responsabilités et débloquent une vieille querelle qui l'oppose aux communes et divise les habitants eux-mêmes. Il appartiendra ensuite au gouvernement de trancher après avis du conseil national de protection de la nature et du Conseil d'Etat.

Faisant partie du domaine skiable de Val-d'Isère, le vallon de l'Iseran, dont une partie d'environ 200 hectares – le glacier du Pissailas où se pratique le ski d'été – se trouve sur la commune de Bonneval, fait l'objet depuis plus d'une quinzaine d'années d'un bras de

fer entre l'Etat et les collectivités locales. A la création du parc national de la Vanoise en 1963, des équipements – remontées mécaniques et pistes – avaient été autorisés dans l'Iseran, pourtant classé réserve naturelle, en compensation des terrains donnés par les communes au parc.

MARCHANDAGE

En 1976, une nouvelle réglementation soumettait d'éventuels travaux d'équipement à des procédures plus contraignantes. En 1982, la construction dans le vallon d'une télécabine par la Société des téléphériques de Val-d'Isère (STVI) provoqua une polémique, le ministère de l'environnement faisant suspendre les travaux quelques mois devant les dégradations occasionnées et réclamant des compensations.

Un marchandage s'engageait alors entre l'Etat et les communes qui allait permettre un rapprochement des points de vue. L'Etat acceptait le principe d'un déclassement du vallon de l'Iseran, sous réserve que des arrêtés de biotopes soient pris pour protéger certaines espèces florales, en échange du classement en réserve naturelle de la Bailletaz, secteur voisin vierge de tout équipement, estimé d'intérêt majeur pour la faune et la flore.

Mais, en 1983, les communes de Val et de Bonneval faisaient monter les enchères, exigeant l'autori-

sation de réaliser une remontée mécanique reliant Bonneval à l'Iseran et traversant la zone centrale du parc de la Vanoise. Un vaste mouvement de protestation nationale allait conduire un an plus tard Michel Barnier, alors ministre de l'environnement et président (RPR) du conseil général de Savoie, à refuser une telle réalisation.

Les communes étaient alors contraintes de se montrer plus conciliantes. En bloquant le processus de classement-déclassement, elles empêchaient du même coup tous travaux sur l'Iseran – le tiers du domaine skiable de Val-d'Isère –, où la plupart des remontées mécaniques, datant d'une trentaine d'années, sont devenues obsolètes. La direction départementale de l'équipement a d'ailleurs définitivement interdit en mai le fonctionnement de l'une d'elles, le télésiège de la Cascade, permettant l'accès au glacier du Pissailas. « Pour Val-d'Isère, il est désormais urgent de trouver une solution », commente son maire Bernard Catelan, favorable à l'échange Iseran-Bailletaz. Dans une pétition adressée fin 1998 à la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, cinq cent quarante de ses administrés considèrent néanmoins qu'il s'agit d'un marché de dupes.

Philippe Révil

SCIENCES ET AVENIR

Spécial

Eclipse

Cartes • Lieux • Rendez-vous

Les grandes batailles

Un dossier spécial sur 3000 ans de guerre

Le nouveau dopage

Fluor, transporteurs d'oxygène, sécrétagogues...

Sciences et Avenir sur AOL ou sur le Web à : <http://www.sciences-et-avenir.com>

(Publicité)

Samedi 31 juillet,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

*35 000 lots de 2 jeans
homme ou femme et
pas un de plus.*

1000 F

LE LOT DE 2

A ce prix,
jusqu'à quelle heure
y en aura-t-il ?
On ne sait pas...



FCB/EMZ

Jean 100% coton, bleu.
Du 36 au 48 pour la femme.
Du 36 au 50 pour l'homme.

Avec Carrefour
je positive! 

A SUIVRE...

HORIZONS

ENQUÊTE

5 C'EST AUJOURD'HUI DEMAIN

POUVEZ-vous m'envoyer de l'argent par e-mail ? » Incongrue au XXI^e siècle, cette question adressée à son chargé de compte bancaire est devenue monnaie courante en 2010. L'apparition à la fin des années 50 de la carte de crédit puis la naissance du porte-monnaie électronique (PME) au milieu des années 90 a définitivement fait disparaître les bas de laine remplis de billets de nos grand-mères et ranger au rang des mauvais souvenirs les poches percées par le poids des pièces de monnaie. L'argent est en voie d'être totalement dématérialisé pour n'être qu'une information stockée dans la mémoire d'un ordinateur ou d'une puce électronique.

Simple rectangle de plastique permettant aux voyageurs d'affaires de régler leurs dépenses d'hôtel ou de restaurant à la fin des années 50, la carte de crédit s'est dotée d'une bande magnétique dans les années 60, d'une puce électronique dans les années 90, puis d'un système d'identification à distance au cours de la première décennie du XXI^e siècle. Elle est devenue aujourd'hui un véritable paiement de masse qui s'est presque totalement substitué aux pièces et aux billets. L'évolution, cependant, a été lente.

En France, les premières expériences de porte-monnaie électronique à la fin des années 80 se sont développées de façon anarchique, les différents systèmes n'étant pas toujours compatibles. La pression de la Commission européenne – toujours soucieuse de faire jouer la concurrence – et la mise en place de normes communes à l'échelon mondial ont permis l'essor de cette nouvelle technologie. Toutefois, chez nos aînés, l'utilisation du PME pour régler sa baguette de pain chez le boulanger ou faire ses courses sur les marchés est restée jusqu'à récemment très marginale. Ils avaient dû déjà bouleverser leurs habitudes avec la naissance de l'euro, en 1999. Il a fallu également compter avec la résistance de commerçants peu enclins à acquiescer de coûteux terminaux capables de lire les nouvelles puces des porte-monnaie électroniques. Cependant, les avantages de posséder une carte unique capable d'effectuer n'importe quelle transaction ont provoqué l'adhésion croissante de clients heureux de se simplifier la vie.

Les rectangles de plastique se sont en effet progressivement sophistiqués. L'augmentation de la taille de la mémoire du micro-processeur emboîté sur la carte a pu multiplier – presque de façon illimitée – le nombre d'applications, facilitant l'usage de ce moyen de paiement. Au début des années 2000, l'ajout d'un port infrarouge et d'un lecteur de carte bancaire sur les téléphones portables a rendu désuète la composition de son code secret sur le terminal du commerçant pour valider ses achats. Au restaurant, les clients n'ont plus à attendre que le serveur veuille bien leur apporter l'appareil à carte bancaire pour régler leur addition. En pianotant sur leur téléphone portable, les transactions sont enregistrées.

Après des décennies de résistance, le chèque a finalement été presque totalement supplanté par la carte bancaire. Des programmes de fidélisation ont été mémorisés dans les puces, incitant les porteurs à l'utiliser régulièrement. Au bout d'un certain nombre de passages chez un commerçant, les clients se sont vu accorder des remises sur leurs achats ou des cadeaux.

L'explosion du commerce électronique via Internet a contribué à la suprématie de la carte sur le chèque. Pour effectuer une commande ou régler sa note d'électricité, il est devenu superflu de sortir son stylo. Inutile de rédiger un chèque ou de signer une autorisation de prélèvement de son compte. Le paiement des factures se fait désormais sans manipulation de papier. Il est devenu courant d'introduire sa carte bancaire dans un lecteur approprié relié à son ordinateur ou sous la souris de celui-ci, à son téléphone portable ou à son décodeur de télévision numérique, puis de valider sa transaction en composant un code secret. Demain, il deviendra même inutile d'utiliser sa carte : le numéro personnel est directement ins-



Le porte-monnaie qui paye « à l'œil »

En l'an 2000 et des poussières, la carte bancaire est devenue porte-monnaie électronique. Des caméras identifient l'iris de chacun. En deux secondes, la machine reconnaît l'œil, les billets sont délivrés ou la carte est rechargée, prête à l'achat...

crit dans la mémoire de l'ordinateur. Enfin, le passage obligé à un distributeur pour obtenir de l'argent liquide puis recharger son porte-monnaie électronique n'est plus nécessaire. Le chargement de son PME a été rendu possible de chez soi.

D'UNE manière générale, la totalité des opérations bancaires et financières a pu être exécutée de son salon ou de sa cuisine. La firme NCR, jadis réputée pour ses caisses enregistrees ou ses distributeurs de billets de banque, a placé ses produits dans les cuisines. Son micro-ondes « boutique et banque » qui permet de régler des factures, de vérifier ses relevés de comptes bancaires et d'effectuer des virements a connu un grand succès. Il faut dire qu'il a grandement facilité la vie de ménages disposant de moins en moins de temps pour faire leurs courses : en plus des applications bancaires, ce micro-ondes établit la liste des courses et commande les

provisions de la semaine, sur Internet, instantanément. Un rival du réfrigérateur, ou un complément...

La conduite de ces opérations bancaires a aussi été simplifiée pour ceux qui se déplacent souvent. L'utilisation du micro-ordinateur relié à Internet ou de téléphones portables avec écran a permis de réaliser ses opérations à distance. Il est possible, en outre, de parler avec son conseiller bancaire, même à l'autre bout de la planète. Mieux encore, d'un simple clic sur sa souris ou en appuyant sur une touche de son portable, le spécialiste des prêts immobiliers ou celui des actions cotées dans les Bourses d'Asie du Sud-Est est devenu accessible.

A son tour, le bon vieux distributeur automatique de billets a connu une nouvelle jeunesse. Après des expériences en Norvège et en Espagne, le distributeur à reconnaissance de l'iris s'est largement répandu. Grâce à cette avancée, les clients n'ont plus eu à composer leur code pour s'identi-

fier. En un clin d'œil, la machine reconnaissait le porteur de la carte et lui délivrait des billets ou rechargait sa carte bancaire désormais devenue également porte-monnaie électronique.

L'authentification de l'iris utilise

un fichier pour la vie, car l'iris est une des rares composantes du corps humain à ne pas évoluer avec l'âge. Au moment de vérifier l'identité d'un client, une caméra saisit de nouveau une image de l'iris de la personne concernée et

Au restaurant, les clients n'ont plus à attendre que le serveur veuille bien leur apporter l'appareil carte bancaire pour régler leur addition. En pianotant sur leur téléphone portable, les transactions sont enregistrées

des caméras vidéo standard et un système de traitement d'image en temps réel hautement spécialisé pour obtenir des images d'un iris jusqu'à une distance d'un mètre environ. L'image est alors codée numériquement et implantée dans

rapporte cette signature biométrique de celle qui se trouve déjà dans le fichier, le tout en deux secondes ! Aujourd'hui, la recharge du porte-monnaie électronique se fait même sans avoir à sortir sa carte de son portefeuille. La plu-

part des cartes sont en effet équipées d'un système de reconnaissance à distance.

A côté de ces distributeurs de billets nouvelle génération, des bornes interactives ont fait leur apparition au début du siècle, surtout dans les endroits couverts comme les centres commerciaux. Ces appareils à écran tactile proposent une information en libre-service : l'utilisateur peut demander une documentation sur un produit d'épargne ou rentrer en contact avec son banquier.

Toutes ces évolutions ont été rendues possibles par une meilleure intégration des informations détenues par les banques sur leurs clients, ce qui a demandé beaucoup d'efforts aux banquiers. Les habitudes des clients sur les prêts, l'épargne, la gestion des cartes ont été pendant longtemps stockées dans des bases de données différentes. Résultat, malgré l'omniprésence de l'informatique, les chargés de clientèle travaillaient souvent en aveugle en raison de la multiplication des points d'accès à la banque. L'agence n'est devenue qu'un endroit parmi d'autres pour traiter ses opérations, le Minitel puis l'Internet, les services audio-tel, les plates-formes téléphoniques et les distributeurs de billets ont ouvert de nouvelles possibilités aux clients.

Lorsqu'un téléspectateur n'aime pas le programme que lui propose sa chaîne de télévision, il zappe. C'est la même chose avec sa banque. Lorsque les clients ne sont pas satisfaits d'un canal de distribution proposé par leur établissement, ils en changent. La tâche des banquiers s'en est trouvée sérieusement compliquée...

Pour s'y retrouver, les banques traditionnelles ont construit à partir de la fin des années 90 des « data warehouse » où ont été stockées les données relatives à leurs activités commerciales. Au cours des années 70, l'informatique avait été utilisée pour automatiser des tâches. A partir de la seconde moitié des années 80, elle a aidé à la vente de produits.

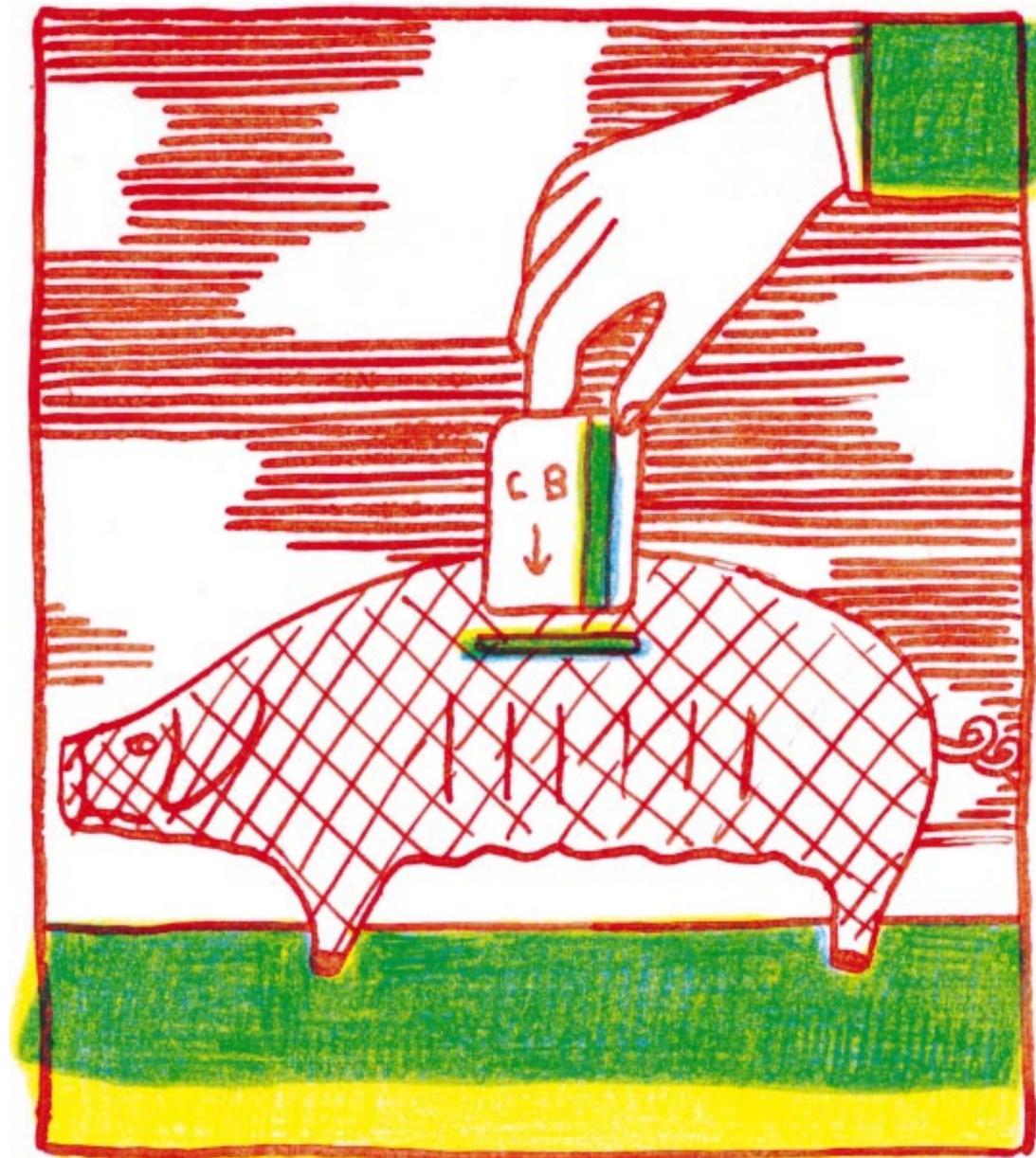
Les nouveaux systèmes informatiques ont ouvert une nouvelle ère, celle du marketing « one to one », ou encore le marketing de bases de données. Ils permettent de mieux servir les clients en connaissant précisément leur comportement bancaire. Il suffit de centraliser les données recueillies à partir de tous les points d'interaction avec leur banque. Munis de ce savoir, les banquiers ont pu alors s'adresser à chaque client comme s'il constituait un marché à lui tout seul, et non plus en fonction du groupe auquel il appartenait, comme c'était le cas dans les années 90.

MAIS les banquiers ne sont plus aujourd'hui les seuls à collecter des informations. Les clients utilisent largement les nouveaux moyens mis à leur disposition pour se renseigner sur leurs banquiers. Le circuit de confrontation entre l'offre et la demande a été modifié. La mise en relation entre le producteur et le consommateur qui se faisait grâce à des intermédiaires est désormais assurée par Internet. Résultat, les clients peuvent plus facilement comparer les prestations des banques. Aux États-Unis, à la fin du XX^e siècle, des sites Internet pionniers avaient commencé à fédérer toutes les offres des banques en matière de prêt immobilier. Ce système a été progressivement élargi aux prêts à la consommation et aux placements.

Cependant, la généralisation de l'argent virtuel n'a pas eu que des effets positifs. La fraude fiscale, le blanchiment de l'argent sale, qui avait déjà explosé grâce à l'augmentation des transactions financières transfrontalières, s'en sont trouvés encore facilités. Les braqueurs de banque ont bien changé. Les as du chalumeau et les experts du décodage de combinaisons de coffres-forts ont pris leur retraite. Désormais, ce sont les informaticiens chevronnés qui détiennent la clé des banques, obligeant ces dernières à investir dans des coûteux systèmes de cryptage.

Joël Morio
Dessin : Paul Cox

PROCHAIN ARTICLE :
Le téléphone qui voit



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Pendant les vacances, la pauvreté continue

La France se mobilise, chaque hiver, pour venir en aide à ses SDF. Quand viennent les premiers froids, les médias s'émeuvent, les associations s'activent, les politiques s'affairent, les vedettes du *show-biz* montent en première ligne, les généreux donateurs affluent, bref la nation exprime sa préoccupation et sa sollicitude. Mais, en dépit des apparences, l'été n'est pas plus facile à supporter par ceux qui n'ont ni domicile ni ressources: le soleil, la chaleur, voire la pollution affectent durement leur santé, autant sinon plus que les rigueurs de l'hiver. « *On meurt aussi en été* », dit Xavier Emmanuelli, directeur du SAMU social parisien.

Les vacances contribuent à laisser dans l'ombre la question de la misère. Les pouvoirs publics fonctionnent au ralenti, les associations, qui constituent le fer de lance de la lutte contre la pauvreté, ferment souvent leurs portes, la population a l'esprit ailleurs. Pour les sans-abri, la rupture de l'été ajoute ainsi aux difficultés : non seulement elle accroît les écueils de la vie quotidienne, mais elle risque aussi d'int interrompre des processus d'intégration engagés à grande-peine par les travailleurs sociaux.

Au moment où la croissance reprend et le chômage régresse, il est tentant d'oublier les poches de misère qui subsistent dans la société française. Un an après le vote de la loi destinée à lutter contre les exclusions, le chemin à

parcourir pour que pour cette lutte soit victorieuse reste important. Aux victimes de la crise économique en France s'ajoutent aujourd'hui beaucoup de sans-papiers et de migrants venus des pays de l'Est. De plus en plus de jeunes et de femmes viennent grossir les rangs des indigents. L'effort de tous est requis pour que cesse ce scandale permanent à l'aube du troisième millénaire.

L'Etat a déjà beaucoup fait. La réforme de la loi sur le surendettement des ménages est entrée en vigueur il y a quelques mois. Récemment, la loi sur la couverture maladie universelle (CMU) est venue compléter le dispositif. Le revenu minimum d'insertion (RMI), en dépit de ses limites, produit ses effets : selon une étude de l'Insee publiée au début de l'année, plus de la moitié des allocataires en sortent vers un emploi précaire. A l'inverse, il est vrai, la précarité peut être aussi un premier pas vers l'exclusion.

L'action de l'Etat et des collectivités doit encore être renforcée. Les associations jouent un rôle majeur dans la lutte contre la misère, mais elles ne sauraient porter tout le poids de l'effort. Cette bataille pour des conditions de vie décentes reconnues à tous devrait être une priorité constante des pouvoirs publics. L'arme la plus décisive de ce combat sera, bien entendu, la réduction du chômage.

Plus que jamais, elle est la condition indispensable pour la construction d'une société plus juste.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE <p>Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint</p> Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometau Directeur artistique : Dominique Roynet Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
 Rédacteurs en chef : <p>Alain Frachon, Erik Izraelewicz (<i>Editoriaux et analyses</i>); Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>); Michel Kajman (<i>Débats</i>); Eric Le Boucher (<i>International</i>); Patrick Jarreau (<i>France</i>); Franc Nouchi (<i>Société</i>); Claire Blandin (<i>Entreprises</i>); Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>); Josyane Savigneau (<i>Culture</i>); Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>) Rédacteur en chef technique : Eric Azan</p>
 Médiateur : Robert Solé <p>Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre</p>
 Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
 Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
 Le Monde est édité par la SA Le Monde <p>Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.</p>

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La suppression du pont aérien

L'UNE des entreprises les plus extraordinaires de tous les temps – le pont aérien de Berlin – ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Un communiqué officiel anglo-américain annonce en effet qu'à partir du 1^{er} août les services du pont aérien seront progressivement réduits et qu'ils seront totalement supprimés vers le 1^{er} octobre.

Déjà trois groupes aériens de transports, basés l'un à Celle, en zone britannique, les deux autres à Francfort, ont été désignés pour retourner aux États-Unis. Mais les installations du pont aérien seront maintenues en état de fonctionner et une réserve d'avions sera constituée pour faire face à toutes les éventualités.

Le communiqué donne les raisons de cette décision : « *Les stocks de denrées essentielles sont considérés maintenant comme suffisants à Berlin. Le tonnage routier, ferroviaire*

et fluvial doit suffire pour faire face aux besoins de la ville. » Au moment où paraissait ce communiqué, une cérémonie alliée se déroulait à l'aérodrome de Fassenberg, près de Hanovre, en commémoration des 61 aviateurs tombés en mission entre la trizone et Berlin.

Le bilan des opérations du pont aérien est le suivant : en 399 jours, 211 avions américains et 117 avions britanniques ont transporté 2 214 075 tonnes de denrées diverses en 274 718 vols. Le record du tonnage a été établi le 16 avril 1949 avec 12 940 tonnes. On estime que le pont aérien coûte environ 1 500 000 dollars par mois aux États-Unis (soit 450 millions de francs), et les Britanniques, le 15 juin, évaluaient leur participation aux alentours de 8 600 000 livres sterling, soit près de 9 milliards de francs.

(31 juillet-1^{er} août 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : **3615 code LEMONDE**
Documentation sur Minitel : **3617 code LMDOC**
ou **08-36-29-04-56**

Le Monde sur CD-ROM : **01-44-08-78-30**
Index et microfilms du Monde : **01-42-17-29-33**

Le Monde sur CompuServe : **GO LEMONDE**
Adresse Internet : **<http://www.lemonde.fr>**

Films à Paris et en province : **08-36-68-03-78**

La France et ses langues

Le débat qui s'est engagé depuis que le premier ministre a proposé une révision constitutionnelle, autorisant la République à ratifier la Charte européenne des langues régionales et minoritaires qu'elle a signée le 7 mai, a donné lieu à l'expression d'oppositions si farouches qu'elles suscitent un sentiment d'irréalité. Sommes-nous donc revenus deux siècles en arrière quand, sous le régime de la Terreur, l'abbé Grégoire persuadait la Convention, présidée par Robespierre, le 4 juin 1794, six semaines avant le 9 Thermidor, de « *la nécessité d'anéantir les patois et d'universaliser la langue française* » ? A nouveau les langues autres que le français sont présentées comme menaçant, si peu qu'on les reconnaisse, de détruire l'unité nationale, quand ce n'est pas d'affaiblir le français... On croit rêver !

Il serait temps que chacun soit informé de la réalité, qui est exactement à l'opposé : l'unité nationale réclame, en effet, qu'on protège l'exceptionnel patrimoine linguistique de la France au moment où le règne sans partage du français préside au dépérissement des langues historiques de la métropole. Lorsque l'abbé Grégoire déclarait la guerre aux langues des provinces, la moitié des citoyens de la République ne parlait ni ne comprenait le français. En dehors des villes et des départements centraux, la population était monolingue dans les langues régionales, et ce sont les rares francophones qui étaient bilingues. Deux siècles plus tard, tout s'est inversé.

Ce que le long effort de l'enseignement primaire n'avait pu obtenir, les deux guerres mondiales, l'exode rural, l'allongement de la scolarité, la radio et la télévision l'ont enfin obtenu : aujourd'hui, la totalité des Français parlent et comprennent la langue de la République et le petit nombre d'entre eux qui pratique encore une langue dite régionale l'apprend en plus du français, et le plus souvent en second. Depuis cinquante ans, aucun parler roman, qu'il soit d'oc ou d'oïl, ne se transmet plus de la mère au nourrisson. En métropole, l'usage régulier des langues régionales ne se maintient vraiment que chez les plus de cinquante ans, hormis en Alsace où il y aurait encore 15 % des moins de quinze ans à parler alsacien. Mais, là comme ailleurs, la chute est vertigineuse depuis le milieu du siècle.

Le breton, par exemple, comptait environ 1,3 million de locuteurs en 1914, et plus d'1 million encore en 1945. Mais en cinquante ans, il a perdu près de 80 % de ses usagers : on estime aujourd'hui à 250 000 le nombre de ceux qui l'utilisent quotidiennement, qui sont dans leur immense majorité âgés de plus de soixante ans, et dont 3 % seulement déclarent l'utiliser davantage que le français. Si rien ne change, dans trente ou

quarante ans, la dernière langue celtique du continent sera une langue morte. La chute dramatique du nombre de locuteurs, et donc de ceux qui transmettent la langue, affecte plus encore les langues romanes, à part le corse dont l'insularité a favorisé la résistance. Les parlers d'oïl, en pleine vigueur sous Grégoire, sont presque tous à la limite de l'extinction, n'ayant pratiquement plus de véritable autonomie à l'oral, et les parlers d'oc, s'ils comptent encore, au total, peut-être deux millions de locuteurs plus ou moins réguliers, sont réduits, eux aussi, aux plus de cinquante ans.

Si le français n'est pas devenu la langue de l'univers, les « patois » sont au bord de ce néant auquel les vouait la Convention. Le dispositif de la loi Deixonne (1951), complété régulièrement depuis lors, concerne maintenant une dizaine de langues, mais il est venu trop tard : 3 % seulement des élèves des premier et second degrés reçoivent aujourd'hui un enseignement en langues et cultures régionales.

Les langues de France ont besoin pour continuer à vivre de plus qu'une simple tolérance : d'une reconnaissance

Certains se réjouissent de cette victoire quasi absolue du français et je sais, comme eux, l'immense avantage que nous tirons tous de la pratique généralisée de la langue nationale. Mais ne pouvait-elle s'accommoder d'un bilinguisme laissant leur place aux langues régionales ? Contrairement à ce que croient généralement les Français, le cerveau humain n'est pas fait pour le monolinguisme comme le démontre l'immense majorité de l'humanité, plus souvent encore trilingue ou quadrilingue que bilingue. De fait, une sorte de bilinguisme franco-anglais pourrait s'imposer : près de 9 enfants français sur 10 apprennent l'anglais au secondaire. Je ne doute pas que cette langue leur soit aujourd'hui nécessaire. Elle n'en est pas moins en compétition directe avec la nôtre, qu'elle ne cesse de faire reculer en Europe. L'affaiblissement des langues régionales lui laisse le champ libre en France... Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est la protection des langues régionales qui menacerait le français ! Comment pourrions-nous lutter pour le maintien du plurilinguisme en Europe si nous le refusions en France ?

Les promesses d'Avignon

Suite de la première page

Il est donc temps de donner au festival les moyens de ses ambitions artistiques et de sa renommée saute-frontières.

Le terme du contrat de l'actuel directeur artistique, Bernard Faivre d'Arcier, est fixé à septembre 2000. Quand on sait le temps nécessaire à la mise sur pied d'un programme pour un tel rendez-vous, la nomination d'un successeur ou la prolongation du mandat du directeur actuel ressortit désormais de l'urgence. La multiplicité de ses propositions dit en elle-même la ferme intention de Bernard Faivre d'Arcier de se succéder à lui-même. A condition de pouvoir faire d'Avignon un vrai producteur de spectacles et non pas seulement un lieu de diffusion artistique.

RECTIFICATIF

BAIE DE L'AIGUILLON

Corinne Lepage précise qu'en 1996, alors qu'elle était ministre de l'Environnement, elle a créé la réserve naturelle de la baie de l'Aiguillon (Charente-Maritime). Elle n'a donc pas « gelé » ce dossier, comme nous l'avons écrit par erreur (*Le Monde* du 14 juillet).

par Catherine Trautmann

La Charte, en tout cas, ne fait courir aucun risque à notre langue nationale. Les engagements du gouvernement ne mettent pas en cause sa place exceptionnelle, sur laquelle tous les Français sont d'accord. Elle est et restera la langue exclusive de l'Etat et des services publics ; elle est et restera l'unique langue obligatoire dans l'enseignement, la justice, l'administration ; elle est et restera la seule langue de France ayant une réalité politique quand les autres n'ont et n'auront de réalité que culturelle. On ne se mariera pas en basque, on ne plaidera pas en breton, on ne légifèrera pas en picard...

La ratification de la Charte ne changera rien au statut de nos langues régionales (qui, d'ailleurs, au sens de la Charte, ne sont pas régionales mais minoritaires par rapport au français dans leur propre région d'origine). Comme le remarque le Conseil constitutionnel, la plupart des engagements souscrits par la France « *se bornent à reconnaître des pratiques déjà mises en œuvre par la France en faveur des langues régionales* ». Feindre de croire que la ratification de la Charte mettrait chaque langue de France en position de régner sur une région à la façon dont le français le fait sur la France relève soit de la mauvaise foi, soit d'une totale ignorance et des engagements de la France et de la réalité des langues de notre pays.

Les langues, ce n'est pas d'abord du politique, c'est de la culture ! Ce n'est que secondairement qu'un nombre infime des quatre mille langues du monde peut être associé à la définition d'une entité politique comme c'est le cas du français en France. Les autres langues de France sont un formidable patrimoine culturel national et c'est un devoir national de les défendre. Mon ministère protège les monuments historiques, les livres, les œuvres d'art sur tout le territoire, et toujours au titre national. L'abbatiale de Conques n'est pas le patrimoine de l'Aveyron mais de la France : il en va de même de la langue que parlaient les bâtisseurs de Conques, qui a bien besoin aujourd'hui d'être restaurée elle aussi. Mais une langue est un patrimoine vivant, localisé dans le cerveau de ceux qui la parlent. La seule façon de la protéger, c'est d'assurer sa transmission et sa diffusion.

C'est ce que nous sommes bien décidés à faire pour toutes les langues de France, qu'elles soient de métropole ou d'outre-mer. Car, si les langues de Polynésie et de Mélanésie sont désormais mieux prises en compte, les langues des DOM sont ou bien ignorées, comme les langues amérindiennes ou celles des communautés maronnnes de Guyane ; ou bien rejetées, comme les quatre grands créoles à base française, qui ne bénéficient de la loi Deixonne ni outre-mer ni en métropole – où ils

Je suis lassé que l'on parle des pays les plus démunis sans le moindre des respects, critiquant des systèmes mis en place le plus souvent par le Nord et n'offrant pas d'espoir pour le futur. Ces nations sont abandonnées à un niveau de survie, puis on les critique.

Renaud Bourgon

Montreuil

(Seine-Saint-Denis)

peine à définir une politique claire et donc à justifier ses engagements comme ses refus, s'en tenant à un credo nécessaire mais insuffisant, la « *démocratisation de l'accès à la culture* ». Encore faut-il énoncer nettement une politique culturelle aujourd'hui difficilement déchiffrable.

PROPOSITION EN SOUFFRANCE

Une proposition ancienne est en souffrance sur les bureaux du ministère, qui consisterait à accorder à un petit nombre de manifestations d'importance artistique capitale un label « national » comparable à celui des six théâtres nationaux existants (la Comédie-Française, Chaillot, La Colline, le Théâtre national de Strasbourg, l'Opéra de Paris et l'Opéra de Lyon). Ce label prendrait en compte les différentes formes artistiques : théâtre/Avignon, théâtre de rue/Chalon, opéra/Aix, photo/Arles, danse/Montpellier, etc.

L'Etat signifierait ainsi son attachement au rayonnement international de la création française et assurerait un soutien qui permettrait aux différents festivals ainsi « labellisés » d'être moins soumis aux humeurs de la vie politique locale. C'est bien le moins quand on sait l'importance de ces rendez-vous annuels pour les acteurs comme pour les publics, toujours plus exigeants, de la vie culturelle internationale.

Olivier Schmitt

sont pourtant parlés par plus d'un demi-million de Franciliens, même si pour eux aussi la transmission aux enfants diminue. Ces langues n'ont pas seulement été négligées. Résultats de la traite des Noirs, elles ont été humiliées, niées dans leur dignité culturelle, et leurs locuteurs avec elles. Ne faudrait-il pas se soucier aussi des langues des anciens départements français d'Algérie, l'arabe et le berbère, qui sont aujourd'hui parlées en France par des millions de citoyens français qui ne trouveraient pas superflue cette revanche sur l'histoire coloniale. L'intégration en serait assurément facilitée : ce n'est pas en négligeant sa langue maternelle qu'un enfant accède le mieux au français ; au contraire, la maîtrise de la première langue facilite l'apprentissage de la seconde. Sans oublier, parmi les « *langues dépourvues de territoire* », le yiddish, le romani, l'arménien et, pourquoi pas, la langue des signes française...

Pourquoi donc la Charte ? Parce que le patrimoine linguistique national, en métropole et outre-mer, est en danger. Enfants oubliés, négligés, rejetés par la mère patrie, les langues de France ont besoin pour continuer à vivre de plus qu'une simple tolérance : d'une reconnaissance. Ce que la Charte européenne des langues régionales et minoritaires leur apportera le jour – qui ne manquera pas de venir – où la France pourra la ratifier, c'est la réparation symbolique indispensable à leur survie. Il est temps que la nation les reconnaisse pour siennes ; il est temps que la République cesse de se méfier d'elles quand elle ne les brime plus ; il est temps que la France se mette à les aimer.

Catherine Trautmann

est ministre de la culture et de la communication.

AU COURRIER DU « MONDE »

LES OUBLIÉS

Des centaines d'articles sur le Kosovo, mais où sont les articles sur les réfugiés mauritaniens au Sénégal, où sont les articles sur l'action perverse de l'Occident dans les pays en voie de développement ? Les journalistes sont aussi là pour informer les citoyens sur les sujets les moins renseignés et non sur ceux qui entretiennent soit le nombrilisme à la française, soit l'orgueil des pays industrialisés.

Je suis lassé que l'on parle des pays les plus démunis sans le moindre des respects, critiquant des systèmes mis en place le plus souvent par le Nord et n'offrant pas d'espoir pour le futur. Ces nations sont abandonnées à un niveau de survie, puis on les critique.

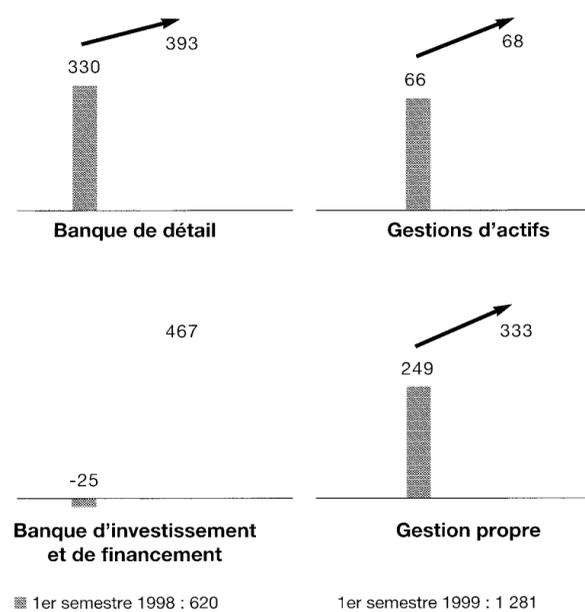
Renaud Bourgon

Montreuil

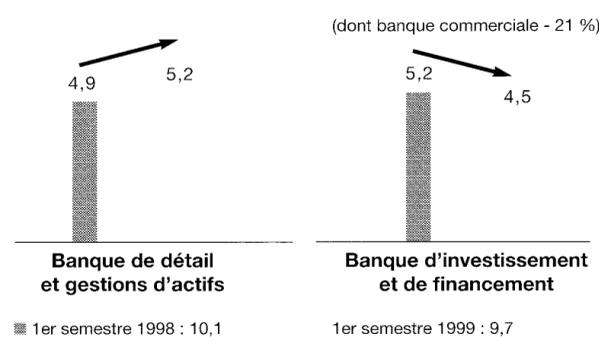
(Seine-Saint-Denis)

ROE annualisé du Groupedont **19,6 %** pour le ROE des métiers (hors plus-values)**Ratio Tier one**contre **6,4 %** au 30 juin 1998

(en millions d'euros)



(en milliards d'euros)



Les documents remis lors de la présentation de ces résultats aux analystes financiers sont disponibles sur le site www.socgen.com

Une note visée par la COB, relative aux nouveaux termes de l'offre publique d'échange de Société Générale sur PARIBAS ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 99-914 en date du 30 juin 1999, et une note en réponse à l'offre publique d'échange de la BNP ayant reçu le visa n° 99-411 en date du 16 avril 1999, ainsi que la note en réponse à la surenchère de la BNP ayant reçu le visa n° 99-969 en date du 13 juillet 1999 et son complément de note en réponse ayant reçu le visa n° 99-995 en date du 19 juillet 1999 sont à la disposition du public, sans frais, auprès de Société Générale.

" Ces résultats élevés, intervenus dans une conjoncture favorable, confirment que la rentabilité récurrente du Groupe se situe d'ores et déjà **au-delà de l'objectif de 15 % qui avait été fixé pour l'an 2000.**

Cette progression de la rentabilité s'accompagne, conformément à la stratégie définie, de la poursuite de la réallocation des fonds propres au profit de la banque de détail et des gestions d'actifs et, au sein de la banque d'investissement et de financement, en faveur des activités à forte valeur ajoutée (financements structurés, conseil notamment).

Ces résultats, comme ceux publiés par Paribas, démontrent le caractère réaliste des objectifs financiers définis pour SG PARIBAS. A cet égard, le programme de rachat d'actions annoncé le 14 juin 1999 serait mis en œuvre dès la publication du résultat définitif des offres en cours, après validation par le CECEI du dossier correspondant qui vient de lui être adressé".

Daniel Bouton
Président-Directeur Général

La forte hausse des résultats et de la rentabilité traduit les excellentes performances de l'ensemble des métiers :

- La Banque de détail et les Gestions d'actifs poursuivent leur développement avec un niveau de rentabilité élevé.
- La Banque d'investissement et de financement, dégagée des éléments exceptionnels (Asie / Russie) qui ont pesé sur les résultats 1998, retrouve des résultats et une rentabilité élevés, avec un profil de risque amélioré.
- La rentabilité des métiers, calculée hors résultat de la gestion propre qui intègre les plus-values de cession du portefeuille de participation ou de filiales, atteint **19,6 % au premier semestre 1999 contre 7,4 % au premier semestre 1998.**

La progression des résultats s'accompagne, comme nous l'avions prévu dans le rapprochement avec Paribas, d'une réallocation des fonds propres :

- les fonds propres de la Banque de détail et des Gestions d'actifs progressent de **6,1 %**. Ils représentent désormais **53 % des fonds propres alloués aux métiers**, contre **48 % au premier semestre 1998 ;**
- les fonds propres alloués à la Banque d'investissement et de financement diminuent de **13,1 %** grâce à une réduction de **21 %** du montant affecté à la banque commerciale. Ils représentent **47 % des fonds propres alloués aux métiers** contre **52 % au premier semestre 1998.**

Au total, le résultat net part du Groupe s'élève à **1 281 millions d'euros** contre **620 millions d'euros au premier semestre 1998, soit une progression de 107 %.**

Ce résultat conduit à un rendement des fonds propres annualisés (ROE) de **24,3 %** dont **19,6 % pour les fonds propres alloués aux métiers**, contre un ROE de **12,8 % au premier semestre 1998 (7,4 % pour les fonds propres alloués aux métiers).**

Au 30 juin 1999, les fonds propres part du Groupe s'élèvent à **11 milliards d'euros** contre **9,8 milliards d'euros** au 31 décembre 1998. Après prise en compte du fonds pour risques bancaires généraux, des intérêts minoritaires et des actions de préférence, les fonds propres globaux s'élèvent à **12,9 milliards d'euros** (11,4 milliards d'euros au 31 décembre 1998), soit **108 euros par action.**

Sur la base du cours de clôture du 28 juillet, l'action Société Générale se traite donc à **1,5 fois l'actif net**, ce qui la situe **parmi les moins chères de toutes les banques européennes.**

Au 30 juin 1999, le ratio Tier one s'établit à **7,2 %** (6,4 % au 30 juin 1998) et le ratio de solvabilité à **11,9 %** (11,2 % au 30 juin 1998) pour des engagements pondérés qui s'élèvent à **162,2 milliards d'euros** quasi stables par rapport au 31 décembre 1998 (+0,4 %).

	1 ^{er} semestre 1999	1 ^{er} semestre 1998	Variations	
			Montants	%
Produit net bancaire	5 691	4 767	924	+ 19,4 ⁽¹⁾
Frais de gestion	(3 965)	(3 278)	(687)	+ 21,0 ⁽²⁾
Résultat brut d'exploitation	1 726	1 489	237	+ 15,9
Dotations nettes aux provisions	(407)	(1 108)	701	- 63,3
- dont Asie	-	(468)	468	- 100,0
- dont Russie	-	(305)	305	NS
Résultat sur immobilisations financières ⁽³⁾	531	246	285	NS
Résultat des sociétés mises en équivalence	88	17	71	NS
Résultat exceptionnel	0	138 ⁽⁴⁾	(138)	NS
Charge fiscale	(601)	(179)	(422)	NS
Résultat net part du Groupe	1 281	620	661	106,6
ROE annualisé du Groupe (en %)	24,3	12,8		
dont ROE annualisé des métiers	19,6	7,4		
Ratio Tier one au 30 juin (en %)	7,2	6,4		

(1) A périmètre constant, la hausse du produit net bancaire est de 12,6 %.

(2) A périmètre constant et hors incidence des rémunérations directement liées aux performances, la progression des frais de gestion est de 6,3 %. Par rapport au deuxième semestre 1998, les frais de gestion sont quasiment stables (+ 0,3 %).

(3) Principalement formé par les plus values dégagées sur le portefeuille de participations.

(4) Le résultat exceptionnel du premier semestre 1998 était formé par les plus-values de cession de filiales (SG2 et CIB principalement).

**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**
GROUPE

Pour plus de renseignements, consultez notre Service Relations Actionnaires.
Tél. 01 42 14 52 16. N° vert 0 800 850 820. Minitel 3616 CLIFF.

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 31 JUILLET 1999

Quebecor veut se développer dans la presse « à l'échelle internationale »

Dans un entretien au « Monde », Pierre-Karl Péladeau, président du groupe canadien, explique sa stratégie, au moment où il devient le premier imprimeur mondial et compte accentuer sa présence dans la communication

DEPUIS avril, Pierre-Karl Péladeau est président exécutif du groupe fondé par son père, mort à Noël 1997. Né en 1961, il a fait des études de philosophie à l'université de Saint-Denis, où il suivait les cours de Gilles Deleuze et de Jean-François Lyotard, avant de faire du droit et d'intégrer l'entreprise familiale. Il revient en France en 1994 comme directeur de Quebecor Europe au moment où le groupe rachète les imprimeries Jean Didier, Jacques Lopès et Cino Del Duca, et devient le premier imprimeur de l'Hexagone. Depuis le début de l'année, le groupe est devenu le deuxième éditeur de journaux au Canada et vient d'annoncer une offre publique d'achat sur l'imprimeur américain World Color, avec lequel les imprimeries Quebecor doivent fusionner pour former Quebecor World, premier imprimeur commercial du monde.

« **Quebecor vient d'annoncer le 12 juillet la fusion avec World Color, qui en fait le premier imprimeur mondial. Vous vous êtes développé également dans la presse en reprenant les journaux du groupe Sun Média, alors que vous sembliez vous consacrer à l'imprimerie. Pourquoi ce virage stratégique ?**

— Quebecor a deux volets. Une partie industrielle avec l'imprimerie et notre filiale dans le papier, Donohue, et une partie consacrée à la communication, avec de la presse, de la télévision et du multimédia. Aujourd'hui, les frontières ne sont plus aussi marquées. L'imprimerie a un volet technologique qui la rapproche des médias. On numérise toutes les données pour les envoyer sur différents supports. Aux Etats-Unis, nous avons cherché le partenaire qui nous semblait le plus complémentaire, et nous avons entamé des discussions

avec World Color. Nous avons rencontré une communauté de cultures entre les équipes dirigeantes. World Color, soutenu par le fonds d'investissement KKR, a fait beaucoup d'acquisitions.

— **Quelles sont vos ambitions dans la presse ?**

— Nous avons toujours été présents dans la presse. Il y a trois ans, nous avons tenté de reprendre les journaux de Sun Média, mais nous n'avions pas réussi. Quand le groupe du *Toronto Star* a fait une OPA hostile, nous avons repris nos discussions avec les dirigeants de Sun, et nous sommes parvenus à un accord. Nous avons regroupé l'ensemble de nos journaux dans une nouvelle entité, Corporation Sun Média, qui sera amenée d'ici deux ans à entrer en Bourse, comme nos autres filiales, pour renforcer ses capitaux propres et assurer sa croissance, notamment à l'échelle internationale, comme nous l'avons fait dans l'imprimerie. Nous devrions avoir des disponibilités pour poursuivre cette croissance, en fonction des opportunités, aux Etats-Unis ou en Europe.

— **France-Soir, The Mirror, cela vous intéresse ?**

Des forêts au multimédia

● **Quebecor Inc.** contrôlé par la société familiale Placement Péladeau, Quebecor Inc. a réalisé en 1998 un bénéfice de 106,9 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 5,19 milliards d'euros.

● **Industrie :** Imprimeries Quebecor représente 66,6 % du chiffre d'affaires 1998. Après la fusion avec World Color, Quebecor World — détenue à 37 %

— Pour le premier, cela ne fait pas partie de notre agenda ; pour le deuxième, c'est trop tôt pour nous et trop cher. Il ne faut pas être trop gourmand, mais patient. Il y aura toujours des affaires. Nous devons d'abord consolider nos acquisitions et rembourser nos dettes.

— **Lors de l'annonce de la fusion avec World Color, les marchés financiers ont été un peu réservés en raison de votre fort endettement.**

— L'action d'imprimerie Quebecor a perdu 1 dollar le jour de l'annonce, elle en a regagné 3 depuis. Nous avons un niveau d'endettement un peu élevé, mais moins important que lorsque nous avons repris les imprimeries de Maxwell aux Etats-Unis, il y a dix ans. La dette de notre filiale imprimérie, après la fusion, est de 3 milliards de dollars sur un chiffre d'affaires de plus de 6 milliards, mais nos conditions d'endettement sont bonnes et nous dégageons beaucoup de cash. Nous prévoyons de rembourser en deux ans les dettes d'acquisitions de World Color (840 millions de dollars).

— **Allez-vous poursuivre votre croissance au même rythme ?**

— Nous allons mettre la pédale

douce pendant un an, un an et demi, pour nous concentrer sur les Etats-Unis, avant de reprendre notre croissance en Europe. D'abord l'OPA et la fusion doivent aboutir dans un délai de quatre mois. Nous avons obtenu le feu vert des autorités de concu-

« **Nous allons mettre la pédale douce pour nous concentrer sur les Etats-Unis, avant de reprendre notre croissance en Europe** »

rence. Nous ne pensons pas qu'il y aura une surenchère. Ensuite, il faut bien intégrer les deux sociétés, mettre en place les économies d'échelle.

— **Il y aura des suppressions d'emplois ?**

— Il est trop tôt pour donner des chiffres. Ce ne sera pas un cataclysme, mais c'est inévitable. Quand on fusionne deux sociétés, on ne peut pas additionner tous les services. Il y a des mouvements de consolidation dans toutes les industries. Il vaut mieux sacrifier le petit doigt que perdre le bras complet. En France, il y a eu des dépôts de bilan en masse, avec quelle conséquence sur l'emploi !

— **Vous avez échoué dans votre tentative de reprise du britannique Watsmough.**

— Notre OPA était jugée hostile et sans doute insuffisante. C'est le fonds Invest Corp. qui l'a emporté.

Nous aurions pu surenchérir, mais on ne veut pas se lancer dans des batailles symboliques. Nous cherchons des acquisitions qui permettent aux bénéficiaires d'augmenter. Nous avons fait des achats importants en Scandinavie et en Espagne. Nous sommes désormais très présents sur le marché de l'impression des livres hispaniques, en Espagne et en Amérique du Sud.

— **Hachette a annoncé qu'il cherchait des partenaires dans l'imprimerie. Est-ce que cela vous intéresse ?**

— Nous n'avons pas été contacté.

— **Beaucoup redoutent la position dominante de Quebecor en France ?**

— Nous travaillons pour de nombreux éditeurs. Si nous avons des problèmes avec eux, nous risquons d'en souffrir et de perdre nos clients. On doit investir pour diminuer les coûts de production, pour le bénéfice de nos clients. Il faut faire attention, sinon cela va se passer comme dans l'industrie papetière. Si les prix montent, la consommation diminue, mais les industriels sont en difficulté. Il y a eu beaucoup d'investissements dans l'imprimerie française. Les capacités ont augmenté. Le marché a été difficile au premier semestre, mais les choses vont s'améliorer d'ici la fin de l'année.

— **Votre filiale dans le papier, Donohue, a vu ses bénéfices chuter au deuxième trimestre.**

— Les prix du papier journal ont baissé de 20 % pendant cette période. La situation est très difficile. Malgré cela, Donohue reste très rentable. On prévoyait une hausse du prix du papier à l'automne. Je crois qu'elle n'aura pas lieu. »

Propos recueillis par Alain Salles

Le Conseil de la concurrence condamne le Syndicat du Livre

LE CONSEIL de la concurrence a infligé une amende de 40 000 francs aux différents syndicats composant le comité inter-syndical du Livre parisien, dans une décision rendue le 22 juin, à propos du conflit qui a opposé pendant l'été 1992 les ouvriers du Livre-CGT à l'éditeur Alain Ayache. Ce dernier avait décidé de ne plus faire imprimer *Le Meilleur et Spécial dernière* dans des imprimeries de la presse parisienne, mais à Bernay, en Normandie, chez Bernard Méaulle, dans une imprimerie qui dépend de la convention collective du labeur. Ce changement permettait à Alain Ayache de diminuer ses coûts d'impression de moitié.

Le Syndicat du Livre avait tenté de bloquer l'impression des journaux d'Alain Ayache et avait organisé des manifestations musclées dans les imprimeries de labeur contactées par Alain Ayache. Le Conseil de la concurrence estime que les syndicats ont mis en œuvre « une entente ayant pour objet ou pour effet d'entraver le fonctionnement de la concurrence sur le marché de l'impression des périodiques en interdisant par la force à des imprimeries de labeur d'accéder à ce marché ». Après deux mois de conflit, un accord avait été signé entre Alain Ayache et le comité inter-syndical le 2 septembre 1992, permettant l'impression des journaux à Bernay.

C'est la première fois que le Syndicat du Livre est condamné en tant que tel. L'envisage de faire appel, en estimant que « c'est l'action syndicale qui est condamnée ».

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

■ **GRANDE-BRETAGNE :** la croissance du produit intérieur brut en Grande-Bretagne au premier trimestre s'est établie à 0,1 % par rapport à la même période en 1998, et à 1,2 % en glissement annuel, a annoncé jeudi l'Office des statistiques nationales.

■ **ÉTATS-UNIS :** les coûts salariaux aux Etats-Unis ont augmenté de 1,1 % au second semestre et de 3,2 % sur un an, a annoncé jeudi le département américain du travail.

■ **Le produit intérieur brut a progressé de 2,3 %** au deuxième trimestre 1999 en rythme annuel, a annoncé jeudi le département du commerce.

■ **JAPON :** le chômage a progressé de 0,3 % en juin, pour atteindre un taux record de 4,9 % de la population, a indiqué vendredi l'agence de gestion et de coordination.

■ **FRANCE :** le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 0,6 % en juin, ce qui représente une diminution de 18 100 par rapport à mai, selon les statistiques du ministère de l'emploi publiées vendredi.

AFFAIRES

● **KLM/ALITALIA :** les compagnies aériennes néerlandaise et italienne ont annoncé, vendredi 30 juillet, le renforcement de leur alliance avec la gestion commune de toute l'activité opérationnelle, la répartition à 50 % des bénéfices et l'achat des futurs appareils en commun.

● **APPLE :** le constructeur informatique américain va investir 100 millions de dollars dans le sud-coréen Samsung Electronics afin de s'assurer un approvisionnement régulier en écrans plats, ont indiqué jeudi les deux sociétés.

● **DEUTSCHE TELEKOM :** le géant allemand des télécommunications a subi de plein fouet les effets de la guerre des prix dans le téléphone, qui ont provoqué un recul de 4,5 % de son bénéfice net, à 950 millions

d'euros au premier semestre 1999, et une baisse de 5 % de son chiffre d'affaires, à 16,7 milliards d'euros.

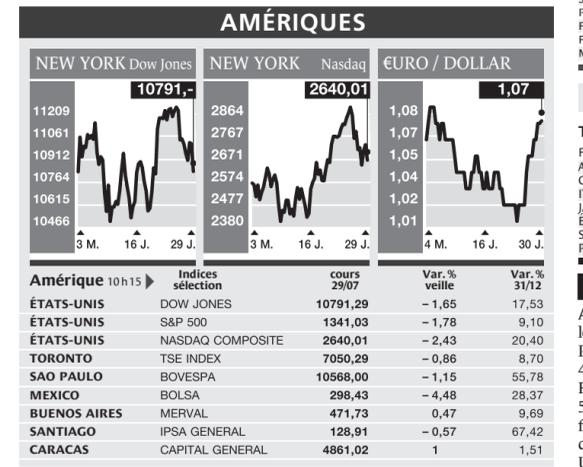
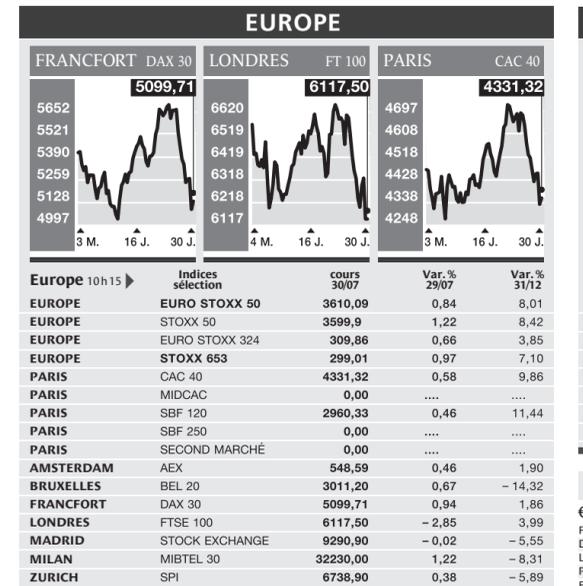
● **FININVEST :** le groupe de Silvio Berlusconi, le prince Alwaleed et Lehman Brothers Merchant Banking ont concrétisé, jeudi 29 juillet, leur arrivée dans le capital du groupe KirchMedia, la filiale du groupe de communication allemand de Leo Kirch, en prenant chacun 3,1 % de la société qui regroupe les droits audiovisuels, la télévision en clair et la production.

● **COATES :** le pétrolier franco-belge TotalFina a annoncé le 29 juillet la signature d'une lettre d'intention avec Sun Chemical Group, filiale du japonais Dainippon Ink and Chemicals, pour lui céder sa division encres, Coates, qui réalise 5 milliards de francs (0,76 milliard d'euros) dans les encres d'imprimerie, de sérigraphie et d'électrographie.

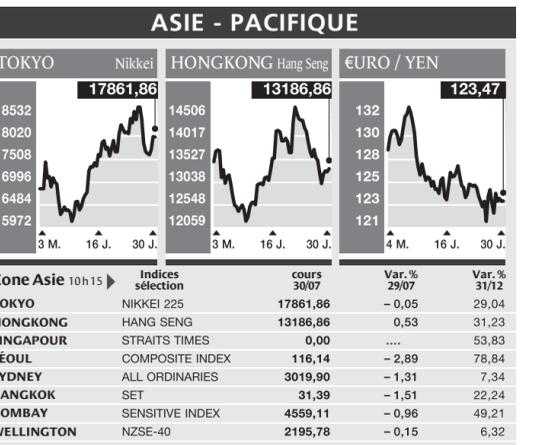
● **BANQUE :** la Commission des opérations de Bourse a annoncé, jeudi 29 juillet, qu'elle procédait à une enquête pour vérifier « la régularité des interventions effectuées par des investisseurs pour soutenir les initiateurs des offres » sur la Société générale et Paribas. Par ailleurs, les AGF ont annoncé qu'elles n'apporteraient pas leurs titres à la BNP.

● **MIRROR :** le groupe britannique de presse régionale Trinity a annoncé, vendredi 30 juillet, une offre amicale sur le groupe Mirror, pour 1,24 milliard de livres (1,86 milliard d'euros), dans le cadre d'un accord de fusion qui créerait le premier groupe de presse régionale du pays et le deuxième en importance au niveau national. — (AFP)

● **PRESSE :** *Paris-Match*, *Le Figaro magazine*, *Le Nouvel Observateur* et *Le Point* s'associent pour proposer un couplage publicitaire de leurs titres représentant une diffusion hebdomadaire de plus de 1,8 million d'exemplaires, a annoncé *Le Figaro* du 30 juillet. *Télérama*, *L'Express* et *L'Equipe* magazine ont également mis en place un couplage début juillet.



Cours de change croisés	Cours
DOLLAR	1,0760
YEN	182,30
EURO	1,1245
FRANC	1,1245
LIVRE	1,1245
FRANC SUISSE	1,1245



Taux de change fixe zone euro	Taux
FRANC	6,55957
DEUTSCHEMARK	1,95583
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627
PESETA ESPAG. (100)	1,66386
ESCUDO PORT. (100)	2,00482
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603
PUNT IRLANDAISE	0,78756
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371
FRANC BELGE (10)	4,03399
MARKKA FINLAND	5,94573

Taux d'intérêt (%)	Taux
FRANCE	2,55
ALLEMAGNE	2,55
GDE-BRETAG.	5,25
ITALIE	2,55
JAPON	0,09
ÉTATS-UNIS	5,09
SUISSE	0,68
PAYS-BAS	2,50

BOURSES

A L'OUVERTURE, vendredi 30 juillet, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris gagnait 0,73 %, à 4 337,73 points, tandis que le DAX de Francfort progressait de 0,53 %, à 5 078,98 points. Jeudi, les Bourses ont fortement chuté après la publication d'indicateurs économiques aux Etats-Unis qui font craindre un relèvement des taux américains. Le CAC 40 a abandonné 2,76 %, à 4 306,40 points, et le DAX a cédé 3,39 %, pour passer en dessous du seuil psychologique des 5 100 points, à 5 052,32 points, à Wall Street, le Dow Jones a perdu, jeudi, 1,65 % à 10 790,97 points. L'indice Nikkei de Tokyo est resté, vendredi, quasiment stable, perdant 0,05 %, à 17 861,86 points.

TAUX-CHANGES

L'EURO faisait preuve de fermeté, vendredi matin 30 juillet, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,0710 dollar, après être monté la veille jusqu'à 1,0740 dollar, son cours le plus élevé depuis onze semaines. L'euro avait profité des très bons résultats de l'enquête de l'Insee auprès des industriels français mais aussi de l'affaiblissement du billet vert lié au recul des marchés financiers américains. Le yen continuait à s'apprécier, vendredi matin, face à la monnaie américaine, à 115,30 yens pour un dollar.

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

L'action de la banque suisse Credit Suisse Holding a abandonné 2,68 %, jeudi 29 juillet, pénalisée par l'annonce du retrait de la licence de la filiale Credit Suisse Financial Products (CSFP) par les autorités de marché japonaises.

d'un accord avec Omnitel dans le téléphone mobile. Le titre Glaxo-Wellcome a chuté de 199 pence (11,3 %) à 1553 pence, jeudi. Le groupe pharmaceutique a averti que ses résultats pour 1999 ne devraient pas connaître de croissance à des chiffres, contrairement à ses objectifs premiers.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for CONGLOMÉRATS and TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for PRODUITS DE BASE and CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for ÉNERGIE and SERVICES FINANCIERS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for SERVICES FINANCIERS and COMMERCE DISTRIBUTION.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.



Table of stock prices for various companies including Finnair, Glaxo-Wellcome, and others.

Table of stock prices for pharmaceutical companies (PHARMACIE).

Table of stock prices for equipment companies (BIENS D'ÉQUIPEMENT).

Table of stock prices for media companies (MEDIAS).

Advertisement for www.lemonde.fr featuring the headline 'FOOT EN DIRECT' and 'Le championnat de France dès le 30 juillet'.

Table of stock prices for energy companies (ÉNERGIE).

Table of stock prices for telecommunications companies (TÉLÉCOMMUNICATIONS).

Table of stock prices for construction companies (CONSTRUCTION).

Table of stock prices for financial services companies (SERVICES FINANCIERS).

Table of stock prices for distribution companies (COMMERCE DISTRIBUTION).

Table of stock prices for high technology companies (HAUTE TECHNOLOGIE).

Table of stock prices for cyclical consumption companies (CONSOMMATION CYCLIQUE).

Table of stock prices for food and beverage companies (ALIMENTATION ET BOISSON).

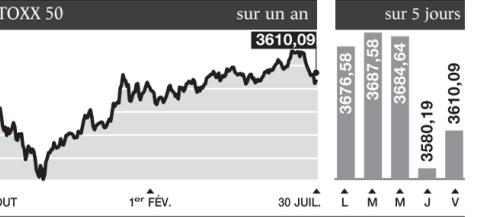


Table of stock prices for insurance companies (ASSURANCES).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

Table of stock prices for services collectifs companies (SERVICES COLLECTIFS).

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for Amsterdam market (AMSTERDAM).

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
OC : Océanie - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● Vendredi 30 juillet à l'ouverture du marché, le titre Elf Aquitaine gagnait 0,77 %, à 156,2 euros et l'action TotalFina progressait de 1,56 % à 117 euros. ● L'action Alcatel s'appréciait et 1,44 % à 141 euros vendredi matin. Le groupe va se désengager du nucléaire et va monter à hauteur de 25 % dans Thomson CSF. Le titre Thomson CSF bondissait de 3,23 % à 31,99 euros. ● L'action Pechiney était en hausse de 1,14 % à 43,5 euros vendredi matin. Le groupe d'emballage et d'aluminium a annoncé une baisse de 7,3 % de son chiffre d'affaires au premier semestre. Sur l'ensemble de l'année, Pechiney prévoit toutefois « une marge opérationnelle sensiblement égale » à celle de 1998. ● L'action BNP gagnait, vendredi matin, 0,65 % à 77 euros tandis que le titre Société générale reculait de 1,33 % à 170,5 euros. Paribas perdait 0,97 % à 102 euros. A ces cours, l'offre de la BNP sur la Société générale valorise l'action de cette dernière à 173,56 euros pour l'offre principale et à 169,4 euros pour l'offre subsidiaire. L'offre de la BNP sur l'action Paribas est valorisée à 119,35 euros (en tenant compte d'un CVG dont la valeur théorique est estimée à 7,7 euros). L'offre principale de la Société générale sur Paribas valorise cette dernière à 115,96 euros, tandis que l'offre subsidiaire la valorise à 106,56 euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 30 JUILLET Cours relevés à 10h15 Liquidation : 24 août Table with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€)

Table of stock prices for various companies including BIC, BIS, B.N.P., BOLLORE, BONGRAIN, BOUYGUES, BULL., CANAL+, CAP GEMINI, CARBONE LORRAINE, CARREFOUR, CASINO GUICHARD, CASINO GUICHARD, CASTORAMA DUB(L), C.C.F., CEGID (LY), CERUS, CGIP, CHARGEURS, CHRISTIAN DALLOZ, CHRISTIAN DIOR, CIC-ACTIONS A., CEMENTS FRANCAIS, CLARINS, CLUB MEDITERRANEE, CNP ASSURANCES, COFLUXIP, COLAS, COMPTOIR ENTREP., CPR, CRED.FON.FRANCE, CFF(FERRAILLES), CREDIT LYONNAIS, CS SIGMAUX(CSEF), DAMART, DANONE, DASSAULT-AVIATIO, DASSAULT SYSTEME, DE DIETRICH, DEVALX(LYON), DEV.R.N-P.CAL LI, DEKIA FRANCE, DMC (DOLLFUS MI), DYNACTIION, EIFFAGE, ELF AQUITAINE, ERAN, ERIDANIA BECHIN, ESSILOR INTL, ESSILOR INTLADP, ESSO, EURAFRANCE, EURO DISNEY, EURO TUNNEL, STRAFOR FACOM, FAURECIA, FIMALAC SA, FINEXTEL, FIVES-LILLE, FONCLYON, FRANCE TELECOM, FROMAGERIES BEL., GALERIES LAFAYET, GASCOCNE, GAUMONT, GAZ ET EAUX, GECINA, GEOPHYSIC, GRANDVIERE, GROUPE ANDRE S.A., GR.ZANNIER (LY), GROUPE GTM

Table of stock prices for various companies including GROUPE PARTOUCHE, GUILBERT, GUYENNE GASCOGNE, HACHETTE FILME, HAVAS ADVERTISING, IMETAL, INCO, INFOGRAMS ENTER, INGENICO, INTERBAIL, INTERTECHNIQUE, ISIS, KLEPIERRE, LABOIR, LAFARGE, LAFARGE, LAGARDERE, LAPEYRE, LEBON (CIE), LEGRAND, LEGRAND ADP, LESFRIPROUST, LINCINDUS, L'ORÉAL, LVMH MOET HEN, MARINE WENDEL, METALEUROP, METALUR, MONTPELLIER, MOUTON, MOULINEX, NATEXIS BQ POP, NEOPOST, NORBERT DENTRES, NORD-EST, NORDON (NY), NRJ, OLIPAR, PARIBAS, PATHE, PECHINEY ACT ORD, PENAILLIE POLY.C, PIERRE-RICARD, PEGECOT, PINAULT-PRINTRE, PLASTIC OMN.(LY), PRIMAGAZ, PROMODES, PUBLICIS, RENAULT, REKEL, RHODIA, RHONE-POULENC A, ROCHETTE (LA), ROYAL CANIN, RUE IMPERIALE (L), SADE (NY), SAGEM SA, SAINT-GOBAIN, SALVEPAR (NY), SANOFI SYNTHELAB, SAURPIQUET (NS), SCHNEIDER ELECT, SCOR, S.E.B., SEITA, SELECTIBANQUE, SCE, SIDER, SIMCO, S.I.T.A., SKIS ROSSIGNOL, SOCIETE GENERALE

Table of stock prices for various companies including SODEXHO ALLIANCE, SOCEPARC (FIN), SOMMER-ALLIBERT, SOPHIA, SPIR COMMUNIC, ROCHEFORTAISE CO, SUEZ LYON-DES EA, TFI, TECHNIP, THOMSON-CSF, TOTAL FINA SA, UNIBAIL, UNILIO, UNION ASSURFIDAL, USINOR, VALEO, VALLOUREC, VIA BANQUE, VENDINI, WORMS (EX.SOMEAL), ZODIAC EX.DTD DIV

Table of stock prices for various companies including AMERICAN EXPRESS, A.T.T., BARRICK GOLD, CROWN CORK ORD, DE BEERS, DU PONT NEMOURS, ERICSSON, PROCTER GAMBLE, GENERAL ELECT, GENERAL MOTORS, HITACHI, I.B.M., ITO YOKADO, MATSUHITA, MC DONALD, MERCK AND CO, MITSUBISHI CORP, MOBIL CORPORAT, MORGAN J.P., NIPP. MEATPACKER, PHILIP MORRIS, PROCTER GAMBLE, SEGA ENTERPRISES, SCHLUMBERGER, SONY CORP

ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; ◊ contrat d'animation; ○ = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent. DERNIÈRE COLONNE RM (1) : Lundi date mardi % variation 31/12; Mardi date mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi date jeudi: paiement dernier coupon; Jeudi date vendredi: compensation; Vendredi date samedi: nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 29 JUILLET Une sélection. Cours relevés à 17h35 Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 30 JUILLET Une sélection. Cours relevés à 10h15 Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

Table of stock prices for various companies including DAPTA-MALLIN, GROUPE J.C.D., DECAN GROUPE, DU PAREIL AU, ENTRELEC CB, ENTRELEC CB, ETAM DEVELOP, EUROPEENNE C, EUROPEX.TINC., EXEL INDUSTR., EXPAND S.A., FACTORY, FAIRCY, FINACOR, FINATIS(EX.L), FINFINO, FLO (GROUPE), FROCAL (GROUPE), FRANKIN 2, GALTIER FRAN, GEL 2000, GENERALE LOC., GEODIS, G.E.P PASQUI, GFI INDUSTRI, GFI INFORMAT, GFI TRIGAN, CPRI FINANCI, GRAND MARNIE, GROUPE BOURB, GUERBET S.A., GUY DEGRENNE, GUYONNARD H.N., HERMES INTL, HYPAROL (LY), I.C.C., IMMOB.BATIBA, IMS(NT.META), INFO REALITE, INT. CATYET, JET MULTIMED, LATECOERE, L.D.C., LECTRA SYST, LEON BRUXELL, LOUIS DREYFU, LORON, MET-METROPE, MEDASYS DIGI, MANITOU

Table of stock prices for various companies including MANUTAN INTE, MARC ORIAN, MARIONNAND P., MATHIEUX, MCGI COUTIER, MICHEL THIER, MIF-NAF, PHYTO-LIERAC, POCHEC, RADIAL, RALLYE(CATHI), REYNOLDS, RUBIS, SABATE SA, SEGUIN MOREA, SIDERGIE, SIPAREX (LY), SOCAMEL-RESC, SOPRA, STEDIM, SMOBY IMPORT, STALLERGENES, STEFF-TE, SUPERVOX (B), SYLEA, THOMPSON, TRAGAN, VIBRAC, WALTER, TRANSCIENCE, AIRTEL, AIRFEL, AIRFEL, ALAIN MANOUK, BOUE TARNEAU, C.A.GIRONDE, CALOIREH, C.A. SOMME C, C.M. CADI, CRIAGI RH, DELMON INDUS, DISTRIBORG, EMIN-LEYDIER

SICAV

Table of SICAV and FCP funds including CDC TRESOR, FONSIACV, MUTUAL DEPOTS SIC, CAISSE D'EPARGNE, ÉCUR. ACT. FUT.D PEA, ÉCUR. CAPITALISATION C, ÉCUR. EXPANSION C, ÉCUR. GÉO.VALEURS C, ÉCUR. INVESTIS. D PEA, ÉC. MONET.C10 30/1/98, ÉC. MON.D10 30/1/98, ÉCUR. TRÉSORERIE C, ÉCUR. TRÉSORERIE D, ÉPARCOURT-SICAV D, GÉOPTIM C, GÉOPTIM D, HORIZON C, PRÉVOYANCE ÉCUR. D, ÉCUR. ACT. FUT.D PEA, ÉCUR. CAPITALISATION C, ÉCUR. EXPANSION C, ÉCUR. GÉO.VALEURS C, ÉCUR. INVESTIS. D PEA, ÉC. MONET.C10 30/1/98, ÉC. MON.D10 30/1/98, ÉCUR. TRÉSORERIE C, ÉCUR. TRÉSORERIE D, ÉPARCOURT-SICAV D, GÉOPTIM C, GÉOPTIM D, HORIZON C, PRÉVOYANCE ÉCUR. D

Table of funds including REVENU-VERT, SEVÉA, SYNTHESIS, UNIVERS ACTIONS, MONÉ ASSOCIATIONS, UNIVAR C, UNIVAR D, UNIVERS-OBLIGATIONS, FONDS communs de placements, ÉCUR. ACT. FUT.D PEA, ÉCUR. CAPITALISATION C, ÉCUR. EXPANSION C, ÉCUR. GÉO.VALEURS C, ÉCUR. INVESTIS. D PEA, ÉC. MONET.C10 30/1/98, ÉC. MON.D10 30/1/98, ÉCUR. TRÉSORERIE C, ÉCUR. TRÉSORERIE D, ÉPARCOURT-SICAV D, GÉOPTIM C, GÉOPTIM D, HORIZON C, PRÉVOYANCE ÉCUR. D

Table of banks including CREDIT AGRICOLE, CIC BANQUES, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CREDIT COMMERCIAL DE PARIS, CREDIT COMMERCIAL DE LYON, CREDIT COMMERCIAL DE MONTPELLIER, CREDIT COMMERCIAL DE NANTES, CREDIT COMMERCIAL DE STRASBOURG, CREDIT COMMERCIAL DE TOULON, CREDIT COMMERCIAL DE VALENCIENNES, CREDIT COMMERCIAL DE BORDEAUX, CREDIT COMMERCIAL DE NIMES, CREDIT COMMERCIAL DE PERPIGNAN, CREDIT COMMERCIAL DE TARASCON, CREDIT COMMERCIAL DE TUNIS, CREDIT COMMERCIAL DE ALGER, CREDIT COMMERCIAL DE ORAN, CREDIT COMMERCIAL DE CONSTANTINE, CREDIT COMMERCIAL DE ANNAB, CREDIT COMMERCIAL DE BORDJ, CREDIT COMMERCIAL DE ALGER, CREDIT COMMERCIAL DE ORAN, CREDIT COMMERCIAL DE CONSTANTINE, CREDIT COMMERCIAL DE ANNAB, CREDIT COMMERCIAL DE BORDJ

Table of banks including ACTILION ÉQUILIBRE C, ACTILION ÉQUILIBRE D, ACTILION PEA ÉQUILIBRE A, ACTILION PRUDENCE C, ACTILION PRUDENCE D, LION ACTION EURO, ACTILION ÉQUILIBRE C, ACTILION ÉQUILIBRE D, ACTILION PEA ÉQUILIBRE A, ACTILION PRUDENCE C, ACTILION PRUDENCE D, LION ACTION EURO, ACTILION ÉQUILIBRE C, ACTILION ÉQUILIBRE D, ACTILION PEA ÉQUILIBRE A, ACTILION PRUDENCE C, ACTILION PRUDENCE D, LION ACTION EURO

DISPARITIONS

Jacques Kergoat

Acteur et historien de la gauche

JEUDI 29 juillet, Jacques Kergoat s'est éteint à Poitiers, des suites d'un accident cardiaque. Il était âgé de soixante ans.

Tour à tour historien du socialisme, chercheur, cadre à EDF où il avait été conseiller de la direction des ressources humaines pour la signature de l'accord conclu en janvier sur les 35 heures, Jacques Kergoat a, tout au long de sa vie, multiplié les fonctions et les passerelles. Curieux de tout, il s'est particulièrement intéressé aux idées socialistes, aux syndicats et au « mouvement social » sur la fin de sa vie. Né à Brest le 3 avril 1939, Jacques Kergoat aurait pu, dans les années soixante-dix, faire carrière au sein du Parti socialiste et y atteindre de hautes responsabilités. Ses options politiques l'ont détourné de ce chemin.

Le parcours intellectuel de Jacques Kergoat l'a conduit du Parti socialiste unifié (PSU) des années soixante à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à partir de 1972, dont il était toujours l'un des responsables politiques. Proche d'Edouard Depreux - ancien ministre de la IV^e République, ancien député et l'un des fondateurs du PSU -, Jacques Kergoat adhère à ce parti en 1960, en tant que responsable des étudiants. Au PSU, il côtoie entre autres Michel Rocard et Gilles Martinet, mais il se radicalise assez rapidement et devient l'un des animateurs de l'aile gauche du PSU. Dans la foulée des événements de mai 1968, il appartient à une tendance « pro-gauchiste » d'inspiration marxiste révolutionnaire qui est favorable à une rupture radicale avec le capitalisme.

MEMBRE DE LA LCR

Secrétaire général de la fédération de Paris du PSU, Jacques Kergoat est mis en minorité en février 1970 et démissionne de ce poste. En octobre 1972, il franchit le pas et, avec une dizaine de ses amis, dont trois membres de la direction nationale du PSU, il rejoint la Ligue communiste d'Alain Krivine, avant même que Michel Rocard ne rejoigne le Parti socialiste de François Mitterrand, en 1974. Membre du comité central de l'organisation trotskiste liée à la Quatrième Internationale, il accède au bureau politique de la LCR, qui comprend une vingtaine de personnes, à la fin des années quatre-vingts.

Comme une vocation tardive, Jacques Kergoat débute, à partir du début des années quatre-

vings, une carrière d'historien du mouvement socialiste. Sans être universitaire, il développe des activités de chercheur, de directeur de revue et d'animateur de colloques et de clubs de pensée.

Collaborateur du *Monde* et du *Monde diplomatique*, Jacques Kergoat a deux sujets de prédilection : l'histoire du Parti socialiste et le suivi des effectifs syndicaux et des grèves. Il a écrit, seul ou en collaboration, plusieurs livres sur le PS et sur le monde du travail. Il est notamment l'auteur d'un ouvrage sur *Marceau Pivert, socialiste de gauche* (Editions de l'Atelier).

Directeur tour à tour de *Politis la revue* puis de *Politique la revue*, Jacques Kergoat fonde, en 1993, Ressay (Recherches, société, syndicalisme), qui se veut une structure commune au carrefour du mouvement syndical et des intellectuels. Sont invités régulièrement à discuter ensemble des syndicalistes de différentes sensibilités (CGT, FSU, CFDT, voire FO) ainsi que des spécialistes des questions sociales.

Enthousiasmé par le mouvement social de 1995 qui lui rappelait les événements de mai 1968, Jacques Kergoat a cherché à donner un débouché politique aux grèves de l'hiver 1995. Il est, avec le philosophe spécialiste de Marx, Henri Maler, l'un des animateurs des « Etats généraux du mouvement social » qui se constituent autour de la personnalité de Pierre Bourdieu. Mais, après deux sessions, ceux-ci sont mis en sommeil. En octobre 1998, il porte sur les fonts baptismaux la Fondation Copernic qui se veut une « *anti-Fondation Saint-Simon* » et le creuset de la critique antilibérale. Trois cents signataires de la galaxie de la gauche critique allant des Verts au PCF, en passant par le syndicat SUD et les représentants des sans-papiers, sont présents.

Penseur classique, Jacques Kergoat portait une attention toute particulière aux organisations qui ont pignon sur rue - le PS, le PCF, la CGT, la CFDT -, pensant qu'en cas de dynamique sociale collective, c'était sur elles qu'il fallait s'appuyer pour faire avancer la société, plus que sur les forces éclatées et diffusées du mouvement social.

Clarinetiste de jazz dans son adolescence, Jacques Kergoat était passionné par cette musique et avait tenu des chroniques musicales dans les *Cahiers du jazz* et dans *France Observateur*.

Alain Beuve-Méry

■ **TRYGVE HAAVELMO**, économiste norvégien, Prix Nobel d'économie 1989, est mort mercredi 28 juillet à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Le professeur Haavelmo avait reçu son prix Nobel d'économie pour « *l'étude des fondements probabilistes de la méthodologie économétrique* ». Né le 13 décembre 1911 à Skedsmo, dans la province d'Akershus, Trygve Haavelmo obtient un diplôme de sciences économiques en 1930. Dès 1933, il est assistant du professeur norvégien Ragnar Frisch - créateur de l'économétrie qui a

partagé en 1969 le premier prix Nobel d'économie avec Jan Tinbergen - à l'Institut d'économie sociale de l'université d'Oslo nouvellement créé. Après quelques années passées aux Etats-Unis, il devient professeur à l'université d'Oslo. Considéré comme un des pères de l'économétrie moderne, Trygve Haavelmo avait obtenu le prix Nobel pour avoir mis au point, en 1943-1944, un outil méthodologique cohérent permettant de tester les théories économiques grâce à l'apport du calcul des probabilités et des statistiques.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. et M^{me} Régis BURRUS ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 27 juillet 1999, à Paris.

Isabelle et Olivier ZEGNA RATA

sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille,

Artémis,

le 28 juillet 1999, à Paris.

Colombe SCHNECK et Olivier HURTADO

sont très heureux d'annoncer la naissance de

Balthazar, Pierre,

le 26 juin 1999.

Le Colombier,

84000 Bonnieux.

- Strasbourg. Paris-18^e.

Nadine et Antoine-Zvi LOEB ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, le 12 juillet 1999,

Simon David Israël.

De la part de M. et M^{me} Simon FITOUSSI, M. et M^{me} Raymond LOEB, ses grands-parents.

Anniversaires de naissance

- Elle est magnifique... Elle est le plus doux cœur de lion...

Justine

fête son deuxième anniversaire,

chez

Alain et Christine MILLER.

- Bon anniversaire,

Laurette.

Nous t'aimons beaucoup au présent et pour l'avenir.

Roger, Stéphane, Michaël, Valérie, Johanna, Thibaut, Romuald, Juliette, Anne-Sophie.

Décès

- M^{me} Pierre Bellet, née Annette Hirschberg, son épouse, Jean-Remy Bellet, Marc et Florence Bellet-Jaupart, François Bellet, ses enfants, Marie et Camille, ses petites-filles, M. et M^{me} Henry Bellet, son frère et sa belle-sœur, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Pierre BELLET, premier président honoraire à la Cour de cassation, grand officier de la Légion d'honneur,

survenue le 24 juillet 1999.

L'inhumation a eu lieu à Ars-en-Ré, dans l'intimité familiale.

15, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.
(*Le Monde* du 29 juillet)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Associations

communiquiez vos

Assemblées

générales

tous les jours

dans le Carnet

Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

- M. et M^{me} Robert Badinter et leurs enfants, M^{me} Michèle Bleustein-Blanchet et ses enfants, M. Nicolas Rachline, M. et M^{me} Claude Dulac et leurs enfants, M^{me} Catherine de Tredern, M^{me} Joëlle Guinebert, son infirmière, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, née **Sophie VAILLANT,**

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, et sœur,

survenu le 27 juillet 1999, dans sa quarante-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juillet.

23, rue Albéric-Magnard, 75016 Paris.

- La Fondation Marcel Bleustein-Blanchet pour la vocation a l'immense tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, née **Sophie VAILLANT,** vice-présidente.

60, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

- Il a plu au Seigneur de rappeler à lui son serviteur, le

Frère Joseph BONNET, des Missions africaines (Pères blancs),

qui s'est éteint dans sa soixante-quatrième année, parmi les siens.

Ses obsèques ont été célébrées le 24 juillet 1999, en l'église de Villard-de-Lans.

De la part de Ses frères, sœurs, neveux, nièces et toutes leurs familles, Ses nombreux amis de France et du Mali.

Ils rappellent le souvenir de son frère aîné,

Pierre,

décédé en avril 1997.

Galizon, BP 40, 38250 Villard-de-Lans.

- Lyon. Limonest.

Jean-Louis Bouchard, Et Emmèlie Adilon, Ambre et Volodia, font part du décès de

Élise Renée Marcelle BOUCHARD, née **DEGOUTTE,**

survenu le 27 juillet 1999, à l'âge de soixante-neuf ans.

En souvenir de ma mère généreuse.

- Créteil. New York.

Bernard et Penny, Xavier et Céline, Pierre et Julie, Anne, Denis,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Daniel BROUDER,

survenue le 20 juillet 1999.

CARNET DU MONDE - TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 TTC - 20,73 €

TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 €

FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 FTTC - 9,45 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

- Arcachon.

M^{me} Pascal Caratchian, son épouse, Isabelle, Véronique, Serge, ses enfants, Pierre et Jacques, ses gendres, Paul, Agathe, Guillaume, Alexis, ses petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Pascal CARATCHIAN.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Arcachon, le 29 juillet 1999.

- Marguerite Jusseau, sa grand-mère, Eliane Daureil, sa mère, Jean-Philippe Daureil, son frère, Frédérique et Marc Guyanier, sa sœur et son beau-frère, et leurs enfants Aurore et Loïc, Antony Daureil, son neveu, Les familles Parizot, Maria, Nkaké, ont la douleur de faire part du décès de

Michel DAUREIL, directeur et cofondateur du Mouvement de la Flamboyance,

survenu à Paris, le 28 juillet 1999, dans sa quarante-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 31 juillet, à 9 heures, en la chapelle de La Coupée, à Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, boulevard du Temple, 75011 Paris.

- L'équipe du Mouvement de la Flamboyance, Et ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

Michel DAUREIL, directeur et cofondateur du Mouvement de la Flamboyance,

survenu à Paris, le 28 juillet 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 31 juillet, à 9 heures, en la chapelle de La Coupée, à Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mouvement de la Flamboyance, BP 351, 75526 Paris Cedex 11.

- Biviers. Grenoble. Mexico. Paris.

M^{me} Jean-Gabriel Gouy, M. et M^{me} Claude Gilbert et leurs filles, M. et M^{me} Patrice Gouy et leurs fils, M. et M^{me} Hamid Kabbaj et leurs filles, M. et M^{me} Guinard-Pellotier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Gabriel GOUY,

le 28 juillet 1999, à Biviers (Isère).

Les funérailles auront lieu en l'église de Biviers, le samedi 31 juillet, à 14 h 30.

Le bimestriel édité par *LE MONDE diplomatique*

Manière de voir

RÉVOLUTION DANS LA COMMUNICATION

■ Internet ou mourir, par **Ignacio Ramonet.**

■ Stratégies pour le cybermonde, par **Joël de Rosnay.**

■ Bataille mondiale pour le contrôle des réseaux, par **Dan Schiller.**

■ L'idéologie des nouvelles technologies, par **Lucien Sfez.**

■ Machines à endoctriner, par **Noam Chomsky.**

■ Le règne de la délation optique, par **Paul Virilio.**

■ A quoi sert la communication ?, par **José Saramago.**

■ Internet et moi, par **Kenzaburô Ôé.**

■ Dangereux effets de la globalisation des réseaux, par **Armand Mattelard.**

■ Les termes inégaux des échanges électroniques, par **Philippe Quéau.**

■ Culture McWorld contre démocratie, par **Benjamin R. Barber.**

■ L'individu privatisé, par **Cornélius Castoriadis.**

■ Le déclin de la parole, par **Philippe Breton.**

Et d'autres articles, accompagnés d'une importante bibliographie, d'une liste de sites Internet et d'un glossaire.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

Les archives en ligne : plus de 550 000 articles publiés dans *Le Monde* depuis 1987. ”

Manière de voir *LE MONDE diplomatique*

RÉVOLUTION DANS LA COMMUNICATION

■ Internet ou mourir, par **Ignacio Ramonet.**

■ Stratégies pour le cybermonde, par **Joël de Rosnay.**

■ Bataille mondiale pour le contrôle des réseaux, par **Dan Schiller.**

■ L'idéologie des nouvelles technologies, par **Lucien Sfez.**

■ Machines à endoctriner, par **Noam Chomsky.**

■ Le règne de la délation optique, par **Paul Virilio.**

■ A quoi sert la communication ?, par **José Saramago.**

■ Internet et moi, par **Kenzaburô Ôé.**

■ Dangereux effets de la globalisation des réseaux, par **Armand Mattelard.**

■ Les termes inégaux des échanges électroniques, par **Philippe Quéau.**

■ Culture McWorld contre démocratie, par **Benjamin R. Barber.**

■ L'individu privatisé, par **Cornélius Castoriadis.**

■ Le déclin de la parole, par **Philippe Breton.**

Et d'autres articles, accompagnés d'une importante bibliographie, d'une liste de sites Internet et d'un glossaire.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

SCIENCES La Terre est, de toutes les planètes telluriques en orbite autour du Soleil, la seule à avoir conservé de l'eau liquide en abondance. ● MERCURE ET VÉNUS, du

fait de leur température élevée, ont perdu la leur. Mars, plus éloignée du Soleil, présente un relief profondément marqué par ce qui apparaît comme des fleuves et conserve des

calottes glaciaires à l'emplacement de ses pôles. ● LE SOUS-SOL LUNAIRE pourrait cacher par endroits quelques réserves de glace dont le total approcherait les 6 à 7 milliards

de tonnes. ● POUR LE PROUVER, les Américains vont précipiter, samedi 31 juillet, la sonde Lunar Prospector sur une zone jamais ensoleillée de la Lune. ● LE CHOC pourrait vaporiser

une partie de la glace qui s'y trouve, et le panache de vapeur d'eau ainsi produit serait analysé depuis la Terre et observé par le télescope spatial Hubble.

Les Américains vont bombarder la Lune pour y chercher de l'eau

Des planétologistes estiment que notre satellite abrite 6 à 7 milliards de tonnes d'eau dans ses régions polaires.

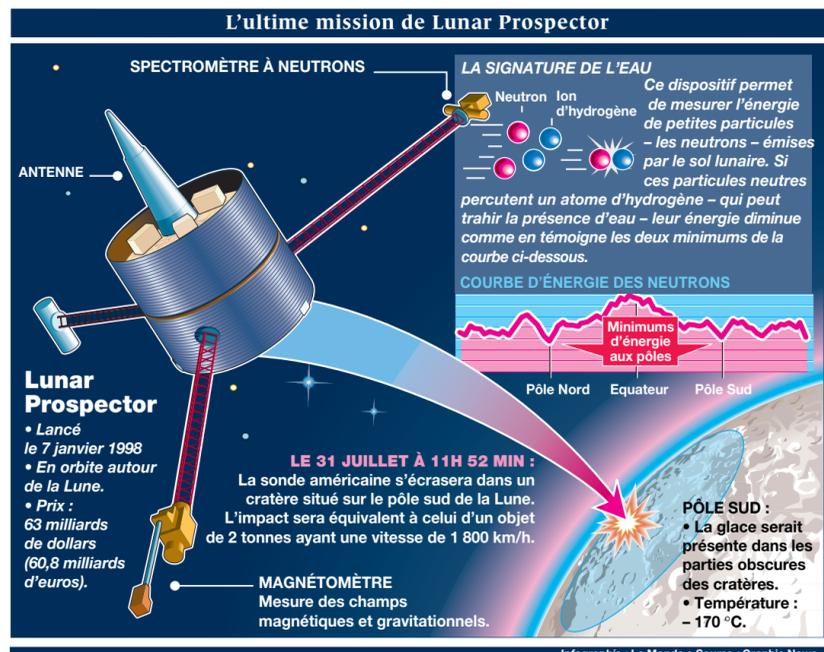
Pour le savoir, la sonde Lunar Prospector va être précipitée dans un cratère. Dans l'affirmative, l'histoire du système solaire pourrait en être changée

DEPUIS Hergé, nous le savons tous : il y a de l'eau gelée sur la Lune. Bien à l'abri dans des grottes, dissimulée de façon si sournoise qu'un faux pas et, hop, voilà Tintin, le héros de *On a marché sur la Lune*, les quatre fers en l'air, lancé dans une dangereuse glissade. Un demi-siècle plus tard, la réalité a presque rejoint la fiction. Il y a vraisemblablement de l'eau sur la Lune. Peut-être dans des grottes, mais nous ne le saurons que si des successeurs de Neil Armstrong et Buzz Aldrin, les premiers hommes sur la Lune, jouent un jour les spéléologues sur notre satellite. Mais, plus vraisemblablement dans son sol, juste sous l'écorce lunaire, et peut-être, c'est un pari, à l'ombre de quelque immense talus formé par les bords d'un cratère creusé il y a longtemps par une météorite.

Aujourd'hui, cette thèse n'a rien d'absurde, même si, pendant des années, planétologistes et astronomes ont tenté de trouver des preuves de l'existence sur la Lune de cette eau vraisemblablement d'origine cométaire ou météoritique.

LES « PORTEURS D'EAU »

Et puis est venue Clementine, une sonde toute simple construite par la NASA sur le principe du « *smaller, faster and cheaper* » (plus petit, plus vite et moins cher), dont les résultats ont surpris la communauté scientifique. Surtout depuis ce jour de 1996 où les signaux d'une expérience baptisée Bistatic Radar Experiment, renvoyés vers la Terre via le sol de la Lune, ont été reçus plus nettement par les installations



d'écoute d'une grande antenne de 70 mètres du Deep Space Network.

Ces signaux semblaient en effet différents de ceux réfléchis par les roches silicatées qui couvrent en grande partie la Lune. Or on sait que la glace d'eau, ainsi que certaines substances volatiles, renvoie comme un miroir « les ondes

radio de la bande S » qu'utilisait le Bistatic Radar Experiment. De là à en conclure qu'il y avait de l'eau sur la Lune, le pas fut vite franchi, d'autant que les régions intéressantes repérées par Clementine semblaient correspondre à des zones perpétuellement à l'ombre, et donc à très basse température

(-170 °C), qui existent sur la paroi interne des cratères de météorites.

L'enthousiasme fut cependant doué par les mesures faites depuis le radiotélescope d'Arecibo (Puerto Rico), qui obtint certes des résultats sensiblement équivalents en utilisant la même gamme de fréquence, mais dont l'origine fut at-

tribuée aux contours découpés des cratères. Qui avait raison ? On ne le sait toujours pas, mais le camp des « porteurs d'eau » a reçu, en mars de l'année dernière, le précieux témoignage de la sonde spatiale américaine Lunar Prospector, lancée le 6 janvier 1998 depuis le Centre spatial Kennedy (Floride).

ANALOGIE TERRESTRE

L'une des expériences (Neutron Spectrometer) de cette modeste sonde – 300 kilos, 63 millions de dollars, soit 60,8 millions d'euros –, a, en effet, détecté de substantielles quantités d'hydrogène au-dessus des pôles de la Lune. De l'hydrogène, mais pas vraiment de l'eau. La question est donc de savoir aujourd'hui sous quelle forme se présente cet hydrogène et s'il est, comme le professent certains, associé à de l'oxygène pour créer le radical hydroxyle OH, l'un des deux composants de la molécule d'eau. De prudents qu'ils étaient, les planétologistes sont devenus avec le temps très optimistes. Au point qu'au mois de septembre, ils n'hésitaient pas à chiffrer à 6 ou 7 milliards de tonnes la quantité d'eau, sous forme de glace, que la Lune aurait pu préserver dans les régions les plus froides de ses pôles.

Les hypothèses avancées aujourd'hui, et corrélées par les mesures de la sonde Lunar Prospector, laissent à penser que l'eau encore présente sur la Lune se trouverait, pour le pôle Nord, dans une zone de 10 000 à 50 000 kilomètres carrés, protégée par une fine couche de poussière lunaire (le régolithe). Au pôle Sud, elle ne s'étendrait que sur une région de 5 000 à 20 000 kilomètres carrés. Mais ce qu'a montré la sonde américaine c'est que, dans certaines zones, très limitées, 1 850 kilomètres carrés au Nord et 650 kilomètres carrés au Sud, la concentration de glace pourrait être particulièrement importante.

Pourquoi ? Le mystère n'est pas bien grand. Il a son analogie terrestre. Chacun sait que, lorsque la neige fond après des chutes importantes, le fond des fossés, plus froid et plus abrité, reste longtemps enneigé. Il en va de même sur la Lune où existent au pied de la partie interne des cratères d'immenses zones en forme de croissant qui ne voient jamais les rayons du Soleil. Et ce depuis que la Lune est ronde. Seule possibilité pour savoir ce que contiennent réellement ces réfrigérateurs lunaires : aller sur place.

Faute de disposer au sol d'une équipe chevronnée d'astronautes capables de récolter quelques échantillons de neige dans un de ces cratères, David Goldstein (University of Texas, Austin) a proposé à la NASA un scénario très original. Puisque Lunar Prospector est en fin de vie et qu'il tourne toujours autour de la Lune sur une orbite

polaire, pourquoi ne pas le précipiter à grande vitesse dans un de ces fossés enneigés ? Interrogés, les experts du Ames Research Center ont refait les calculs et confirmé que l'énergie du choc – celle d'une grosse camionnette lancée à 1 800 km/h – pourrait sublimer la neige et produire ainsi quelque 20 kilos de vapeur d'eau observable via le fameux radical OH par le télescope spatial Hubble et des télescopes terrestres bien placés au moment de l'impact.

La date et l'heure de cette expérience ont été choisies : le samedi 31 juillet, à 11 h 52 (heure française). Le site retenu est un petit cratère de 50 à 60 kilomètres de large, situé sur le pôle Sud de la Lune et dont la bordure est suffi-

Regain d'intérêt

Malgré dix-sept missions russes, vingt-trois américaines et une japonaise, la Lune garde bien ses secrets. Il a fallu attendre novembre 1996 et la mission Clementine pour découvrir des indices de traces d'eau sur notre satellite. Pourtant, six engins automatiques y ont aluni, six équipages y ont posé le pied, et deux robots soviétiques (Lunokhod) l'ont longuement parcourue en 1970 et en 1973. Mais ce ne sont pas les centaines de kilos d'échantillons de sol lunaire, ramenés par ces différentes missions, qui peuvent nous laisser penser que tout a été dit sur la Lune. Quatorze ans se sont écoulés entre le lancement de la dernière mission russe, en 1976, et la suivante, japonaise, en 1990. Quatorze ans pendant lesquels aucune mission n'a été programmée pour y retourner.

Depuis 1990, cependant, deux sondes américaines sont parties, et le deuxième millénaire commencera vraisemblablement avec deux projets japonais, et un de l'Agence spatiale européenne (Smart-1) qui pourrait être lancé à la fin de 2001.

samment haute pour garder au froid un croissant de glace, mais aussi suffisamment basse pour que Lunar Prospector puisse suivre une trajectoire tendue. Quant aux chances de réussite, David Goldstein estime qu'elles ne dépassent pas 10 %, tout en répétant que ce serait trop bête de ne pas essayer. Si ce bombardement scientifique est un succès, la face du système solaire en sera changée. Mais ce n'est pas avant trois mois que l'on pourra, après analyse des mesures, confirmer ou non la présence d'eau sur la Lune, et envisager peut-être pour une date très lointaine une possible colonisation de notre satellite.

Jean-François Augereau

Histoires d'eau dans le système solaire

EN AVRIL 1998, peu de temps avant la fin de sa mission, le satellite infrarouge européen ISO pointait son nez en direction d'un gigantesque nuage interstellaire situé près de la nébuleuse d'Orion. Et qu'y flairait-il ? De l'eau. De la vapeur d'eau. Peu, certes, mais, étant donné la taille du nuage au sein duquel des étoiles se forment, sa production quotidienne remplirait, selon les calculs des astronomes, soixante fois les océans terrestres.

Pour composer de l'eau rien n'est plus facile. On associe deux atomes d'hydrogène – l'élément le plus simple et le plus répandu dans l'univers – à un d'oxygène – un peu plus rare mais tout de même commun – et le tour est joué. Suivant les conditions de température et de pression, l'eau sera solide, liquide ou gazeuse. Enfantin. Mais fabriquer H₂O est une chose, conserver la molécule en est une autre.

L'étude du système solaire montre que l'exercice est difficile. Mettons de côté Pluton, la lointaine et méconnue, ainsi que les quatre planètes géantes dites gazeuses, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, qui contiennent de la glace dans leur noyau et de l'eau – gazeuse et liquide – dans leur atmosphère, pour nous concentrer sur les planètes dites telluriques, les plus proches du Soleil.

Peu de temps après leur formation, Mercure, Vénus, la Terre et Mars connaissent une jeunesse bouillonnante puisque leur surface est en

fusion. Leur intense activité interne provoque un dégazage monstrueux et des réactions chimiques ont lieu, qui impliquent hydrogène et composés oxygénés. Voyant le jour sous une température digne de l'enfer, H₂O survit sous forme de vapeur. A cette eau endogène il faut ajouter un complément pour faire bon compte. Et cet appoint vient de l'espace : les météorites et les boules de glace que sont les comètes pleuvent abondamment à l'époque sur les jeunes planètes et les approvisionnent en eau.

DÉLUGE SUR TERRE

Fin du scénario commun. Chacun des quatre astres rocheux va désormais vivre sa propre vie, raconter sa propre histoire. Mercure, la plus proche de notre étoile, va – presque littéralement – brûler son eau. Avec une température dépassant les 400 °C, la vapeur monte dans les hauteurs de l'atmosphère où les rayons ultraviolets cassent ses molécules, les dissociant en oxygène et hydrogène. Ce dernier, très léger, s'échappe dans le milieu interplanétaire. Seules subsisteraient aujourd'hui quelques glaces nichées dans les cratères non exposés au Soleil.

Un peu plus loin de notre astre du jour – à 108 millions de kilomètres – évolue Vénus, la quasi-jumelle de la Terre quant à la taille. Pourtant la séduisante étoile du Berger est un astre invivable. 460 °C, alors qu'à une époque régnait un agréable 30 °C. Mais Vénus est entrée dans

un cercle vicieux, un puissant effet de serre au gaz carbonique qui a fait grimper la température en flèche. Même sort donc que pour Mercure.

La Terre a eu plus de chance. A 150 millions de kilomètres du Soleil, le climat y était moins chaud à l'origine et la vapeur d'eau s'est condensée. Déluge. Des trombes d'eau mêlées d'acide sulfurique se sont abattues, dissolvant le calcium contenu dans les roches de la croûte primitive. Celui-ci a alors réagi avec le CO₂ présent en grande quantité dans l'atmosphère et l'a piégé sous forme de calcaire, qui allait s'accumuler dans les océans en formation. C'est ainsi que la Terre est devenue un éden.

Et Mars ? Les missions des sondes spatiales parties l'explorer ont envoyé des images de lits de rivière, de méandres et de vallées asséchées. D'eau point. L'eau a bien coulé sur la planète rouge mais, pour une raison encore inconnue, Mars a vite perdu son atmosphère, elle s'est refroidie et, avec une pression atmosphérique de seulement 6 millibars, n'a pu conserver son H₂O sous forme liquide. Restent un grand glacier au pôle Nord, une calotte au pôle Sud recouverte en permanence de glace de CO₂ (mais contenant sûrement aussi de la glace d'eau) et une supposition : une partie de l'eau martienne s'est infiltrée dans le sol où elle s'est gelée. A vérifier.

Pierre Barthélémy

Les leurs inexplicables des bassins lunaires

DE TEMPS EN TEMPS, le sol de la Lune s'éclaire de leurs brèves, les « *lunar transient phenomena* » (LTP). Ces phénomènes sont connus depuis la fin des années 70. En 1978, l'astronome soviétique Nikolai Kozyrev avait fait sensation « en rapportant qu'il avait observé une éruption gazeuse émise par le piton central du cirque Alphonse ». Depuis, ces émissions lumineuses font le bonheur des astronomes qui, vingt ans plus tard, cherchent toujours une explication.

Récemment, Audouin Dollfus, astronome honoraire à l'Observatoire de Paris, s'est penché sur d'anciens clichés pour les étudier. Sur ceux pris à Meudon le 30 décembre 1992, des leurs « *brillaient aussi bien sur l'image prise en lumière naturelle que sur celle prise en lumière polarisée* », explique-t-il dans un numéro récent

des *Comptes rendus* de l'Académie des sciences. Le 2 janvier 1993, « *les illuminations étaient toujours présentes, avec des contrastes comparables. Elles ont changé de forme, tandis que d'autres sont apparues* ».

Audouin Dollfus suggère aujourd'hui que ces leurs seraient dues à « *des effets optiques produits par des soulèvements de poussière consécutifs au dégagement de bouffées de gaz depuis l'intérieur du globe* ». La Lune ne serait-elle pas inerte ? L'hypothèse est dérangeante. On considère que notre satellite est un objet plutôt tranquille. « *Il a subi un refroidissement interne global* », rappelle Patrick Pinet, directeur de recherche au CNRS, au laboratoire de dynamique terrestre et planétaire de l'Observatoire Midi-Pyrénées. « *La couche froide, la lithosphère, y atteint 800 kilo-*

mètres d'épaisseur, contre 100 kilomètres sur Terre. » Cependant, la Lune peut parfois vibrer sous l'effet d'un impact météoritique ou d'une activité sismique résiduelle.

VARIATIONS THERMIQUES

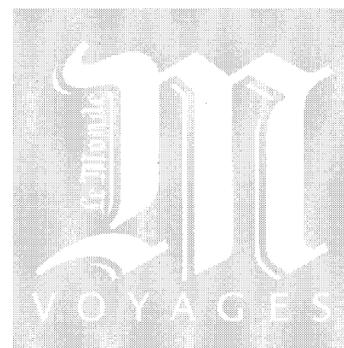
Les sismographes déposés sur la Lune par les missions Apollo ont montré que notre satellite connaît encore quelques très rares séismes. Et, si les spécialistes considèrent en général qu'il n'y a plus de volcanisme sur la Lune depuis 3,3 milliards d'années, « *ils admettent en revanche une rémanence d'activité dans certaines zones très localisées* » pouvant conduire à des phénomènes de dégazage.

« *Plutôt en bordure des bassins d'impact, ou dans les cratères à planchers faillés* », précise Patrick Pinet. Ces vibrations pourraient

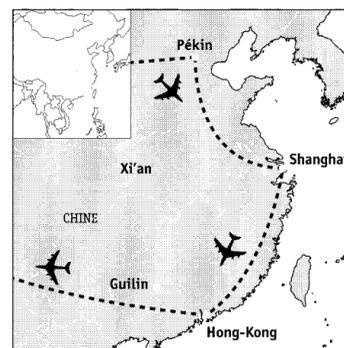
alors induire des glissements de terrain qui provoqueraient des modifications locales de l'aspect de ces zones observées depuis la Terre. De plus, les variations thermiques que subissent ces terrains du fait de l'alternance d'un ensoleillement intense à une obscurité totale pourraient induire des modifications de conductivité électrique et du comportement optique des sols qui pourraient expliquer le phénomène.

Pour tenter d'élucider totalement le mystère, le Jet Propulsion Laboratory (Pasadena, Californie) vient de proposer à des étudiants du California Institute of Technology de reprendre les données recueillies récemment par la sonde Clementine pour inspecter les régions où ont été précédemment observés les LTP.

Christiane Galus



Voyagez avec Le Monde



Culture chinoise d'hier

La capitale chinoise aujourd'hui

La Cité interdite et conférence sur le "Confucianisme".

La Grande Muraille

Le nouveau cœur économique et financier

Musée de bronzes et université

Architecture et urbanisme vus de la baie

Pour plus de renseignements sur ce voyage, contactez Voyageurs en Chine :
Cécile Nouhouang - Tél : 01 42 86 17 21

Tous ces prix s'entendent hors taxes d'aéroport et assurance-annulation.

COORDINATION : JFD SYSTEM - CREATION : VOYAGEURS DU MONDE

Le nouveau vestiaire de la sérénité

Du pyjama à la djellaba, l'été annule les frontières entre la maison et la rue, le repos et l'action, à l'orée d'un nouveau « tao-wear »

« NE SORTEZ PAS sans votre pyjama. » Tel semble être le diktat souple de l'été 99, évaporé dans une ambiance caniculaire. Son accessoire fétiche, c'est la mule, échappée elle aussi du domaine intime pour se fondre dans les rues piétonnières des festivals. A côté du corsaire aux jambes courtes, le pyjama prolonge la *farniente* matinal porté avec un micro Marcel en coton (Agnès B) ou une tunique moustiquaire de voile indienne (Nitya), dans un subtil camaïeu de transparences, de superpositions. De l'air sur la peau. En trois ans, Nitya, marque française d'origine indienne, compte déjà trois points de vente à Paris et vient d'ouvrir une boutique sur New Bond Street, à Londres. Rien ne moule, rien ne serre... Dix ans après le triomphe du caleçon étrangleur, le pyjama se pose en douceur sur les hanches et révèle le nombril, lascivement coulé sur la peau, en indigo léger (APC) ou en voile de coton (Vanessa Bruno), ou en gaze de soie (Lee Young Hee).

Importé au XVII^e siècle de l'Hindoustan par les Anglais, le *paee jaman* a longtemps été le cache-misère des nuits puritaines, avant de sortir de l'ombre. C'est au début des années 30 qu'il triomphe sur le corps bronzé des élégantes de Dufy ou de Lartigue, composant, en shantung ou en tussor, la tenue idéale des villégiatures cosmopolites. En août 1932, Juan-les-Pins devient, à l'occasion d'un « Gala des Pyjamas », « Pyjamapolis ». Mais la censure veille. Un certain monseigneur Baudrillart affirme que, si cela dépendait de lui, les églises seraient interdites aux femmes en pyjama, « plus ridicule qu'inconvenant ». En août 1930, selon *Fémina*, deux femmes débarquées dans une île bretonne se voient toiser par un prêtre qui leur reproche « de manquer à la modestie convenant à leur sexe »... Pourtant, de la plage de Palm Beach (Monte-Carlo) au bar du Miramar (Cannes), le pyjama s'impose, de sorte « qu'on a parfois l'impression, sur les bords de l'Adriatique, de se trouver au milieu d'une population surprise au saut du lit » (*L'Illustration*, 15 septembre 1934).

HÉDONISME DISCRET

Soixante ans et des poussières plus tard, le pyjama, qui a connu bien des rivaux (le short, le bermuda, le jogging, le caleçon...) revient donc en tête, témoin d'une nouvelle manière de se conduire avec son corps, dernier luxe du XX^e siècle. Non plus le corps-machine des années 80, mais le corps-bio du troisième millénaire, sereinement arrosé de thé vert et assoupli par le yoga... Le souffle et la récupération plutôt que la performance suspecte ? Ce corps intelligent inspire désormais des recherches en matières de fibres dynamiques ou relaxantes et justifie tous les soins : d'où le



GIORGIO ARMANI

grand retour sur les plages de la sandale Scholl, à commencer par le modèle « Fidji » à semelle anatomique (20 000 paires déjà vendues pour l'été 99).

Pour l'heure, le succès d'un nouveau « prêt-à-se-reposer » témoigne de cette envie de confort physique et mental, irréductible au *cocooning* en survêtement caché tout de la décennie passée. Le bien-être se soumet aux exigences de la séduction égoïste et fait rimer nonchalance et sophistication. D'où l'apparition d'une nouvelle ligne de tenues de maison et de terrasse griffées par l'italien Frette - fabricant italien de draps de luxe -, ou encore par l'Allemand Thomas Maier : ses pantalons fluides, ses robes de « spa », à enfiler sur son maillot de bain sont convoités par un public huppé de *jet-laggers*, entre Paris, New York et Miami, sans oublier, pour les courants d'air, le pyjama de cachemire et soie de Malo. Ces tenues d'après sieste signent un hédonisme discret. Pas ou peu de couleurs : dans sa boutique du Palais Royal, Muriel Grateau, qui assortit les kimonos à ses nappes ou au linge de lit, les nuances passent du « basalt », « bois de fer », au « pearl ». On ne dit plus gris, mais *stone* (pierre).

En juin, à l'occasion d'une conférence de l'Observatoire du Salon mondial des Tissus Première Vision, la formule *tao-wear* a même été évoquée par Bernard Cathelat, précheur des tendances en socio-styles... La *bohemian elite*, récemment citée à la Une du Supplément

Styles du *New York Times* ne saurait le contredire. N'est-elle pas celle qui la première a élu les cafetans de lin vendus chez Egg à Londres, et s'enroule dans des châles en pashmina ficelle (le Cachemirien) assortis aux canapés de Christian Liaigre ?

Si l'hiver attise les peurs millénaristes dans une envie de protection et de carapaces anti-feu, anti-froid, anti-tout, l'été révèle un irrésistible attrait pour l'Orient et pour un certain art de vivre qui magnifie l'air, l'espace entre soi et les autres, et donc un vêtement plus célébré pour ce qu'il cache que pour ce qu'il révèle. La décoration et la

Le prêt-à-se-reposer

- **Antik Batik**, 18, rue de Turenne, 75004 Paris. Tél : 01-48-87-95-95.
- **Le Cachemirien**, 12, rue de l'Echaudé, 75006 Paris. Tél : 01-43-29-93-82, et chez Barneys, à New York.
- **Caravane**, 6, rue Pavée, 75004 Paris. Tél : 01-44-61-04-20.
- **Frette** (sur commande), 48, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél : 01-42-66-47-70.
- **Muriel Grateau**, 130, galerie de Valois, 75001 Paris. Tél : 01-40-20-90-30.
- **Malo**, 12, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél : 01-47-20-26-08. Au Bon Marché, 75007 Paris.
- **Isabel Marant**, 18, rue de Charonne. Tél : 01-49-29-71-55. Galeries Lafayette, 40, bd Haussmann, 75009 Paris.
- **Le Monde sauvage**, 21, rue de Sévigné, 75004 Paris. Tél : 01-44-61-02-61.
- **Nitya**, 60, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél : 01-40-51-77-43. 372, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél : 01-42-97-59-24. Printemps de la Mode, 60-68, bd Haussmann, 75009 Paris. Tél : 01-42-82-50-00.

Ci-dessus, débardeur en maille ajourée et paréo en soie et viscose, Emporio Armani. En bas, ensemble en voile de coton (veste bicolore à col mao, pantalon à taille élastiquée et étole), Nitya.

mode mettent en lumière cette envie dans un savant jeu d'ombre et de lumière : les rideaux prêts-à-poser en organdi de coton, vendus au Monde Sauvage ou chez Caravane, comme les djellabas en soie d'Isabel Marant, en mousseline brodée d'Antik Batik, en shantung framboise ou en coton satiné rayé miel de Liwan, libèrent ce rêve d'ailleurs et de sérénité retrouvée.

Le vestiaire nomade répond à une vision du temps moins compartimentée, sans rupture violente entre le jour et la nuit. Portée à l'origine par les hommes, la djellaba conquiert ses lettres d'érotisme féminin, avec ou sans babouches. Comme l'explique la libanaise Dina Hardar, directrice de Liwan, une boutique-culte ouverte au début des années 90, en vous montrant le fin du fin : un « abaya » de laine filée à la quenouille et tissée à la main, ni tout à fait châle, ni tout à fait vêtement, destiné à envelopper tous les autres. « Quand il ne se porte pas, il se fâche. Il a besoin de la chaleur du corps. » Aux couleurs d'épices et de sorbet pistache et de lait d'amande, les djellabas s'offrent dans la pureté d'une coupe retravaillée pour le corps des femmes, avec de subtils détails dans la finition des cols, des soufflets sous les emmanchures. « Dès qu'il y a une brise d'air, je sens qu'il circule. C'est cela, l'Orient. Pas de broderies, pas d'effet. Un certain raffinement du goût, un sens de l'intérieur. »

Laurence Benaïm

Table basse ou table à manger : c'est zataku chez Roche Bobois

LE SUSHI est à la mode. Le succès qu'il remporte en Europe et aux Etats-Unis répond à un désir de nourriture saine, équilibrée et diététique. Mais pas seulement. Le petit morceau de poisson cru posé sur une boulette de riz intègre tout un univers à la japonaise, un univers décoratif épuré et minimaliste qui, lui aussi, séduit. La table zataku dessinée par Sacha Lakic pour Roche Bobois synthétise ces tendances.

Un dessus en verre sablé, un cadre et des pieds en hêtre massif naturel ou teinté Wengé... cette table basse carrée aux lignes strictes reprend les codes d'un design japonais sans faillir aux exigences que s'est toujours fixées Roche Bobois : choix de matériaux nobles et qualité des finitions. L'affaire pourrait s'arrêter là. Pourtant, à mieux y regarder, ce meuble a encore de quoi surprendre. Il intègre en effet quatre sièges extractibles. Il suffit de tirer ces quatre assises, dont les dossiers composent une partie du cadre qui entoure le plateau en verre, pour transformer cette table basse en table à manger. D'où

son nom, Zataku : petite table pour s'asseoir. Cette création signe la rencontre entre un style venu d'ailleurs et une ambition fonctionnelle calée sur nos habitudes quotidiennes. « Avec ce meuble, c'est la façon de vivre des Japonais qu'on apporte chez nous, mais en les adaptant à nos propres goûts et à nos propres comportements », précise François Roche, un des dirigeants de l'enseigne. « Or on se rend compte que la salle à manger comme on la concevait il y a trente ans, c'est fini. Aujourd'hui, on mange dans la cuisine, bien calé dans un canapé ou sur son lit. Avec la table Zataku, on colle à ces nouvelles attitudes. »

Ce sont précisément sur ces attitudes que s'appuyait, cette année, la présentation des nouvelles collections Roche Bobois... Un dîner sur le pouf, un brunch au lit, un déjeuner-plateau posé sur le meuble de l'ordinateur pour une collation rapide... constituaient autant de tableaux que de situations choisies.

La table Zataku appartient à une collection - les « voyages » - que Roche Bobois a décidé de

créer, il y a environ cinq ans, pour étendre le concept de ses « coloniales », qui, déjà, s'inspiraient des cultures lointaines. Les « voyages » pousse plus avant encore la découverte de nouvelles contrées et le travail entre tradition (des artisans du monde entier) et modernité (des designers). « Ce qui nous touche dans ces meubles que nous adaptons, c'est qu'ils racontent une histoire », explique François Roche.

Chine, Inde, Afrique, Nouveau-Mexique... l'enseigne est allée puiser ces sources d'inspirations dans tous ces pays, créant des collections qui parviennent, chaque fois, à trouver des résonances avec nos propres attentes. Le travail des designers permet chaque fois aussi de donner à toutes ces créations cette élégance intemporelle qui est le propre des valeurs sûres.

Véronique Cauhapé

★ Roche Bobois, 18, rue de Lyon, 75012 Paris. Tél : 01-53-46-10-20.

UN ÉTÉ À PARIS

LA PHOTOGRAPHIE DE BERTRAND DESPREZ

Voyage culinaire

Il vous faut : de la christophine, du chou, du riz, et des carottes, des crevettes, du poulet, du mouton, du maïs, du mil ou du sorgho, et aussi une igname. Et puis de la pâte d'arachide, des piments et du beurre de coco, du poisson, frais ou fumé, du marachon, du gombo, ou du thiof, de la cardamome. Pour finir en beauté, des jujubes, du pok-pok, et des mangues, ainsi qu'une « primos » bien fraîche de Kinshasa.

Marché Dejean, M^e Château-Rouge. Tout Kin, 63, rue Doudeauville, 18^e. Maison d'Afrique, 78, rue Doudeauville, 18^e.



AGENCE VU

Voyage fantastique sur les ailes d'un ange noir nommé Shakespeare

Salzburg/Théâtre. Cinq pièces unies dans un fleuve d'émotions de plus de dix heures

SCHLACHTEN! (Batailles I), de Tom Lanoye et Luk Perceval, d'après la relation de la guerre des Deux-Roses par Shakespeare. Mise en scène : Luk Perceval. Décors : Katrin Brack. Costumes : Ilse Vandenbussche. Musique : Fred van Hove. Lumières : Enrico Bagnoli. Avec la troupe du Deutsches Schauspielhaus de Hambourg. **PERNER-INSEL** à Hallein. Prochaines représentations : 1^{er}, 6, 8, 15, 20 et 22 août en intégrale (de 11 heures à 23 heures); première partie : 3, 10, 12 et 17 août (de 18 heures à 22 h 30); deuxième partie : 4, 11, 13 et 18 août (de 18 heures à 0 h 15). Festival de Salzburg, tél. : 00-662-84-45-01. Intégrales : de 400 à 1 600 schillings (de 29,04 à 116,16 €); première ou deuxième partie : de 300 à 1 200 schillings (21,78 à 87,12 €). Internet : www.salzburgfestival.at/

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
L'endroit ressemble à la Cartoucherie de Vincennes, l'un des lieux de prédilection du directeur du Festival de Salzburg, Gérard Mortier, qui s'en est inspiré : un théâtre confortable installé de toutes pièces dans une ancienne fabrique aux murs opaques surmontés d'une charpente en bois, tapie sur une petite île jadis industrielle située à vingt minutes de Salzburg. Là ont été présentés des spectacles qui appartiennent à la légende, comme les inoubliables *Géants de la montagne*, de Pirandello, dans une mise en scène de Luca Ron-

coni. On peut déjà gager que *Schlachten!*, adaptation allemande de *Ten Oorlog* (*A la guerre*), spectacle extravagant d'un duo flamand, Tom Lanoye et Luk Perceval (*lire ci-dessous*), les rejoindra très vite.

Schlachten! est-il à proprement parler un spectacle ? Un ouragan plutôt, folle machine de théâtre qui déploie ses fulgurances pendant plus de dix heures (en paraissant beaucoup moins), mariant en un long fleuve d'émotions cinq pièces de Shakespeare – *Richard II*, *Henry IV*, *Henry V*, *Henry VI* et *Richard III* – pour réinventer la guerre des Deux-Roses, qui n'a jamais paru aussi radicalement proche.

LA VIOLENCE ET LE RÊVE

Les moyens employés sont pourtant d'une grande simplicité. Le décor est constitué de trois planchers de bois blond superposés de l'avant au fond de la scène. Le plus éloigné peut se redresser, devenant mur, palissade, rempart ; celui du milieu peut se creuser et devenir lac, miroir, capharnaüm ; le plus proche, le plus « sage » aussi, est une aire de jeu qui subira peu de transformations, sinon les outrages de tous ceux qui l'arpenteront, les armes à la main. Les accessoires seront rares et d'autant plus frappants, épées, tables, sièges, casques, fragments d'armure, etc. Les costumes traverseront le temps, une fraise surmontant par exemple un vêtement d'aujourd'hui, mais ils répondront tous à une nécessité impérieuse : il faudra qu'on puisse s'en défaire rapidement, tant Luk Perceval aime

jouer avec le grain de la peau de ses acteurs et ne s'effraie jamais de la nudité, serait-elle la plus crue.

Tout au long du spectacle, les musiques et les lumières créeront les ambiances les plus belles, médiation entre les violences données à voir, quelquefois difficilement supportables – la mort du duc d'York ayant même provoqué le malaise d'un spectateur lors de la deuxième représentation –, et le domaine du rêve.

La pièce de Tom Lanoye est découpée en six parties : *Richard Le Deuxième*, *Henry IV*, *Henry V*, *Margaretha di Napoli*, *Eddy The King* et *Dirty Rich Modderfucker The Third* (approximativement *Ce salaud de riche putain de sa mère le troisième*). Le texte est, on le perçoit d'emblée, un nouvel esperanto qui doit beaucoup à Shakespeare mais autant à l'époque, voyageant dans la version originale du néerlandais à l'anglais et au français ; ici parlant de l'allemand dans une traduction de Rainer Kersten et Klaus Reichert.

Pas une fois les acteurs ne buteront sur ce nouveau langage, mêlant nos mots anciens et la verve de Tom Lanoye en un cycle cohérent au service du jeu et d'un parti dramaturgique rapidement évident : Luk Perceval a voulu d'abord réhabiliter le rôle des femmes dans ce fragment de l'histoire européenne (1398-1485), femmes déchirées entre abnégation, veuvage et courage. Il décrit aussi l'origine des conflits entre les pères et les fils, les hommes et les femmes, les hommes et les hommes, la rivalité entre les Lancaster et les York étant sinon gommée, du moins atténuée.

Restent, intacts, les enjeux de pouvoir, qu'ils soient politiques ou amoureux, et, omniprésente, la terreur de la mort, imbattable héroïne de l'histoire et du théâtre que n'apaiseront pas les apparitions d'un ange – qui, quoique très différent, n'était pas sans ressemblance avec celui du *Soulier de satin* dans la version d'Antoine Vitez.

PROVOCATION ? NON, POÉSIE

Il y a d'ailleurs du Vitez, un Vitez d'aujourd'hui, traversé par les sons, les images, les humeurs du moment, chez Luk Perceval – on s'en veut de n'avoir pas découvert plus tôt, chez lui à Anvers, ce metteur en scène incontestable. Même goût d'un plateau dépouillé, soucieux d'une esthétique contemporaine, tout entier au service de l'expression dramatique d'acteurs dirigés avec une précision... suisse. Même finesse dans la lecture des textes et dans leur mise en forme jamais redondante. Luk Perceval ose tout et crée une imagerie continuellement neuve – a-t-on jamais vu un travesti de cabaret dans une robe bustier rouge sang, à dos et fesses nus, masturber un ange rondouillard et quinquagénaire en chantant la complainte de la mort d'un enfant ?

Provocation ? Le mot est trop vieux et les spectateurs trop avertis. Non, pure poésie, qui emprunte à la fantasmagorie sublime et barbare que les textes de Shakespeare n'ont jamais cessé de susciter chez ses lecteurs et ses interprètes, ici une troupe de Hambourg à tout moment exceptionnelle.

Olivier Schmitt

Quand l'humour musical sait rester léger

Arles/Musique. Après la danse, les duos Laloux/Racaille et Beresford/Coxhill ont ravi le MIMI

FESTIVAL MIMI 99, Nekropsi, Gåara, Duppaix/Dubelski, mercredi 28 juillet ; Le Brame des fous, Steve Beresford/Lol Coxhill, jeudi 29 juillet, Théâtre antique d'Arles. **PROCHAINS CONCERTS** : Jean-20 Huguenin, Buro, Dupain, le 31 juillet ; Huutajat dirigé par Petri Sirviö, Moondog et Dominique Ponty, le 1^{er} août. 21 heures. Tél. : 04-90-18-41-20. Internet : www.lafriche.org/mimi99. 100 F (15,24 €) ; adhérents de l'AMI 70 F (10,67 €).

ARLES

de notre envoyé spécial

L'entrée dans la danse du festival du Mouvement international des musiques innovatrices (MIMI) s'est faite sans faux pas. Mercredi 28 juillet, la présentation de *Clean-sing* par la compagnie Gåara, créée en 1997 au Kenya (*Le Monde* du 28 juillet) a captivé les spectateurs du Théâtre antique d'Arles. Les mouvements fluides, les frôlements des corps, les pas qui glissent sur le sol et les mains qui frappent les torsos ont été une découverte musicale pour les « mimites ». Le chorégraphe Georges Appaix et le compositeur Richard Dubelski, Marseillais, ont confirmé, avec la création de *Moment* et ses gestes en saccades et cassures, ses déplacements géométriques que la danse pouvait venir se greffer sur un festival qui sait se bousculer pour ne pas se satisfaire d'habitudes.

Avant la danse, il y eut Nekropsi, quintette turc, qui rend viable une nouvelle rencontre entre les harmonies orientales et le rock, dans la ligne du courant indo-pakistanaï qui avait secoué la scène londonienne des musiques électroniques. A une mécanique rythmique sans rigidité s'ajoutent des entrelacs de guitares et de voix synthétiques qui ont la fraîcheur nostalgique d'un certain psychédéisme. Il n'y manque qu'un brin de folie pour que la musique prenne totalement son envol.

Le lendemain, jeudi 29 juillet, le MIMI s'est offert deux fantaisies sous l'intitulé « Nuit quasi-pataphysique ». Dans son rapport à la musique l'humour ici s'est fait léger parce qu'aménagé avec sérieux, travaillé, répété. Avec les deux duos, la dignité, le sens du détail, la nécessaire retenue ont fait toute la

différence entre le sourire et le gros rire. « Entends-tu, au fond de nous, *Le Brame des fous* ?... *ba-daboum!* » Daniel Laloux, aux tambours militaires, et Joseph Racaille, au piano, débutent et terminent ainsi leur spectacle musicalo-théâtre. Ce n'est pas une succession de chansons mais un enchaînement de situations où la poésie des textes et des mélodies se fait aussi bien loufoque que terriblement grinçante.

Laloux et Racaille sont des aventuriers. Le premier a enregistré, en 1964, un disque 45 tours au format carré, a été musicien de rock, de jazz, est comédien et dramaturge. Il aime que ses pratiques se mêlent. Le second a fait partie d'un groupe plus que mythique, ZNR, à la fin des années 70 a écrit de la musique pour Philippe Découffé, arrangé des compositions d'Arthur H, de Thomas Fersen, d'Alain Bashung. On ne lui demande que des cordes, lui ce sont les cuivres qui l'inspirent en ce moment. Leur duo est une récréation. On songe à Boris Vian, à Bobby Lapointe, à Pierre Louki pour les textes. La musique, elle, va se promener dans plein de choses ; du blues, du rock'n'roll très années 50, un air de jazz, le bastringue, une lamentation d'Europe de l'Est où un rigodon d'honneur, ce divertissement des grognards au bivouac. Dans les gradins il y a de beaux éclats de rires, des yeux qui pétillent.

UN CHANT DE NOËL

Aux Brame des fous de Laloux et Racaille succède le duo Steve Beresford (piano) et Lol Coxhill (saxophone soprano). Hommes du jazz, du plus classique au plus moderne, repérés, comme tous les grands solistes britanniques, par les expérimentateurs du rock ils puisent dans un recueil que l'on imagine infini des chansons aux couleurs des années 30 et 40 quand les bluettes romantiques et sentimentales étaient le plus sûr moyen de pas penser aux heures sombres du monde. Ils transforment une partie de ce qu'ils touchent en ragtime dodécaphonique, en blues qui dérape, en biguine exotique qui perd les pédales. Il y a aussi, tel quel, des succès de Doris Day, un chant de Noël... Et leurs miniatures touchent juste par ce subtil équilibre entre la parodie et le respect.

Sylvain Siclier

Luk Perceval et Tom Lanoye, Flamands amoureux des mots et de la scène

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Luk Perceval et Tom Lanoye, coauteurs d'*A la guerre*, ont presque le même âge : le premier,

PORTRAIT

Le duo revisite les pièces consacrées par Shakespeare aux guerres des Roses

né en 1957, est ancien élève du Conservatoire royal d'Anvers ; le second est né en 1958 et a étudié le néerlandais, l'anglais et la sociologie à l'université de Gand. Tom Lanoye est non seulement auteur

mais aussi romancier, performeur, traducteur et éditorialiste. Un spectacle de cabaret, intitulé *Jamboree*, lui a valu la reconnaissance du public flamand au début des années 80. Après avoir appartenu à la troupe du Schowburg d'Anvers, Luk Perceval crée, avec Guy Joosten, sa propre troupe en 1984, Die Blauwe Maandag Compagnie et signe ses premières mises en scène.

On le classe alors au sein de la « vague flamande » apparue dans les années 80 qui revisite les textes du répertoire et favorise la création de textes contemporains. De 1984 à 1998, Luk Perceval aura signé dix-neuf spectacles autour des textes de Cervantès, Gray Lucas, Lope de Vega, Shakespeare, Tchekhov,

O'Neill, Strindberg, Arne Sierens, Ingmar Bergman, Benno Barnard, Topor, Thomas Bernhard et Wedekind. A partir de 1991, Luk Perceval dirige seul sa compagnie qu'il décide de fusionner avec la troupe du Schowburg d'Anvers en 1997, créant dans la même ville le Het Toneelhuis dont il est depuis le directeur artistique.

DEUX ANNÉES D'ÉCRITURE

La même année, il crée dans son théâtre, avec un énorme succès un montage des pièces consacrées par Shakespeare aux guerres des Roses, *Ten Oorlog* (*A la guerre*), projet initié deux ans plus tôt avec Tom Lanoye à qui il avait d'abord simplement demandé une adapta-

Peter Watkins ressuscite la Commune à Montreuil

Tournage dans une usine désaffectée, acteurs non professionnels, le réalisateur britannique s'empare d'un sujet rare au cinéma

MARS 1871, café Watrin, 11^e arrondissement de Paris. Une assemblée bigarrée, composée de gardes nationaux, de délégués de la Commune et de simples citoyens et citoyennes, réagit sur le vif, parmi la fumée et les barriques de vin, au dernier flash d'information de la télévision communale. On s'apostrophe avec passion sur la légitimité respective du pouvoir détenu par le Comité central de la garde nationale et celui du conseil de la Commune, sur la suppression controversée des jeux d'argent, et plus encore sur la nécessité d'aller river son clou à Thiers, réfugié à Versailles avec l'Assemblée nationale.

On sait ce qu'il en adviendra, quelque six semaines plus tard, lors de cette « semaine sanglante » au cours de laquelle l'armée gouvernementale décapite la Commune et massacre quelque 30 000 Parisiens. On sait moins, en revanche, à quoi ressemblera exactement le film que lui consacre le cinéaste anglais Peter Watkins, même si le déroulement de la scène précédente peut en donner une petite idée.

Coproduit, à l'initiative de Thierry Garrel, par la SEPT Arte et le producteur Paul Saadoun, tout désigne en tous cas *La Commune* comme un objet singulier. Par son sujet d'abord, puisque les événements de la Commune n'ont guère été abordés au cinéma, sinon par les Soviétiques Grigori Kozintsev et Leonid Trauberg dans *La Nouvelle Babylone* (1927) et, plus récemment, par l'Anglais Ken McMullen dans *1871* (1990).

Par la personnalité de Peter Watkins ensuite, qui, à l'image de Ken McMullen ou de Derek Jarman, fait partie des grands subversifs du cinéma britannique, dont l'engagement politique passe moins par

l'indice sociologique de leur sujet que par le dynamitage des formes dominantes de leur art. *La Bombe* (1966), puis *Punishment Park* (1971), fictions politiques réalisées sur le mode du documentaire, auront ainsi révélé au public un auteur qui, vingt ans avant l'avènement du village planétaire, aura fait de l'instrumentalisation des médias son principal cheval de bataille.

VERSAILLAIS VIA « LE FIGARO »

Cela tient d'abord aux méthodes et aux conditions de tournage. Produit pour 6 à 7 millions de francs, budget ordinairement confortable pour un documentaire classique, ce film de deux heures, tourné en super-16 et destiné au cinéma et à la télévision, comprend plus de deux cents comédiens et devrait être terminé début août, au terme de trois petites semaines de tournage. Etonnant, pour ne pas dire davantage. Pas moins que l'endroit où se fonde cette petite révolution, une usine de pneus désaffectée de Montreuil construite à proximité des anciens studios Méliès, laquelle abrite depuis un peu plus d'un an la Parole errante, lieu de création fondé par Armand Gatti et Jean-Jacques Hocquard. En relation d'amitié avec Watkins depuis une dizaine d'années, ces derniers lui en ont gracieusement ouvert les portes. Installé à demeure, le cinéaste a transformé les 900 mètres carrés de superficie en un dédale de planches, de cloisons, de barricades et de drapeaux rouges qui offrent une reconstitution délibérément minimaliste de Paris en 1871.

Après deux ans d'un intense travail de collecte d'informations mené avec des documentalistes et des historiens, Watkins a recruté ses



Des gardes nationaux à Montreuil. Tournage de « La Commune », de Peter Watkins.

acteurs, non professionnels, en organisant des projections publiques de ses films dans le 11^e arrondissement de Paris ainsi qu'en province, et en présentant à l'issue de celles-ci son projet. Une des principales caractéristiques de la méthode Watkins consiste à conférer une large autonomie à ces non-professionnels, afin de favoriser l'identification aux personnages qu'ils incarnent, ainsi que l'éclairage du comportement historique de ceux-ci par l'expérience personnelle de ceux-là. Les acteurs choisissent plus ou moins librement leur rôle, potassent en compagnie de spécialistes la situation socio-historique dans lequel il s'inscrit, et improvisent largement leur dialogue.

Cela insufflé au tournage, en costumes d'époque, une fièvre communarde qui fait raser les murs aux quelques intrépides qui ont choisi d'interpréter des gens d'Eglise. Les pauses ne modifient pas fondamentalement cette situation. Jean-Jacques Hocquard, qui interprète le rôle d'un délégué de la Commune, suspend ainsi la mastication de sa tarte aux fraises pour pointer au passage d'une partenaire un doigt accusateur sur elle en la traitant de « bourgeoise ». Les Versaillais ont été plus difficiles à trouver, et Watkins, comme si le temps avait suspendu son vol, les a recrutés par le biais d'une petite annonce dans *Le*

Figaro et dans un journal local de Versailles...

Ces détails ne sont pas anecdotiques. Ils révèlent l'essentiel du projet : postulant que la télévision existait sous la Commune ou que chaque rôle dépend davantage de l'investissement de chacun que du travail d'un acteur, il vise à recréer un lien politique, social et affectif entre le passé et le présent. Le happening permanent qui en résulte sur le plateau a d'ores et déjà ajouté un épisode à la chronique de ce tournage.

Peter Watkins s'est en effet avisé en cours de route qu'il n'était sans doute pas normal de payer les techniciens et pas les acteurs. Il a donc demandé à la production un défraiement qui lui a été accordé, à la condition que ces derniers acceptent de retourner au bénévolat en cas de dépassement, quasiment assuré, de la durée du tournage. Cette contre-proposition a suscité un tel tollé – moins par appât du gain qu'en faveur du travail de Watkins – qu'une pétition collective, rédigée sous les auspices de Lénine, serait en passe d'être envoyée au ministre de la culture.

Si Paul Saadoun n'y met rapidement bon ordre, les gardes nationaux pourraient bien prochainement déferler du côté de la rue de Valois.

Jacques Mandelbaum

SORTIR

PARIS

George Cables, Ricky Ford, Cecil McBee, Ed Thigpen
Un « all stars » de jazzmen à ne pas manquer. George Cables, pianiste, ancien accompagnateur d'Art Blakey, Sonny Rollins et plus particulièrement du grand Art Pepper ; Cecil McBee, contrebassiste, la générosité d'un musicien à l'aise dans toutes les formes du jazz moderne ; Ed Thigpen, batteur, dont la finesse a été louée par l'exigeante Ella Fitzgerald. A ce trio, qui vient de jouer au Festival Jazz au Fort Napoléon de la Seyne-sur-Mer, se joint le saxophoniste Ricky Ford, l'un des plus beaux sons de l'instrument depuis des années, chaleureux et nuancé.
Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}. M^o Châtelet. Les 30 et 31, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Bex Machine

Emmanuel Bex et son orgue à swing, le modèle inimité Hammond B3, celui qui gronde et qui rugit, dont le souffle puissant permet les plus belles tornades et les caresses les plus sensuelles ; avec Jérôme Barde à la guitare, Marc-Michel Le Beillon à la contrebasse et François Laizeau à la batterie.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^{er}. M^o Châtelet. Les 30 et 31, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

PÉRIGUEUX

17^e Festival international du mime
Sept pays d'Europe, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie sont représentés au 17^e Mimos, festival

international du mime actuel. Le thème de l'édition 1999 pourrait s'intituler « la vérité des corps », tant celui-ci sera fêté sur la scène. Ainsi, le Théâtre blanc de la République tchèque fera exploser les barrières de la pudeur masculine dans *Vous skieurs* et le couple dérangeant que forment la Néerlandaise Sabina Holzer et l'Autrichienne Cornelia Zell se dévoileront dans *Corps exposés*. Nue aussi se présente la danseuse espagnole María José Ribot dans de nouvelles pièces intitulées *Encore plus distinguées*, la nudité étant pour elle à la fois affirmation de la beauté et arme de provocation sociale. C'est sous les voiles que l'on découvrirait le corps orné de peintures de la Française Carol Fonteneau dans *La Vierge noire*. Le comique aura aussi sa place avec, notamment, la troupe lilloise du Prato dans *Mélancoïlie burlesque*, l'Américain Avner Eisenberg qui réunit en lui les fonctions du clown, de l'acrobate et du mime dans *Gravité*, ou avec la troupe française du Théâtre du vertige à la poésie rétro et à l'humour nostalgique dans *Les Bouffons volants*. Neuf compagnies se présenteront en salle et sept autres animeront les rues et places de la ville. Mimos propose aussi une activité de formation professionnelle, avec des stages par le mime québécois Jean Asselin et un Français, Daniel Croisé, professeur de masque et disciple de Jacques Lecocq.
Nouveau Théâtre de Périgueux, 1, avenue d'Aquitaine, 24000 Périgueux. Du 31 juillet au 8 août. Tél. : 05-53-53-18-71. De 30 F et 100 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Badlands (*)
de Terrence Malick, avec Martin Sheen, Sissy Spacek. Américain, 1974 (1 h 35).
Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60).
Les Nerfs à vif
de Jack Lee-Thompson, avec Gregory Peck, Robert Mitchum, Polly Bergen, Lori Martin, Martin Balsam, Jack Kruschen. Américain, 1962, noir et blanc (1 h 45).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Du riffi chez les hommes
de Jules Dassin, avec Jean Servais, Carl Möhner, Robert Manuel. Français, 1954, noir et blanc (1 h 56).
MK2 Beaubourg, 3^e ; L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80).

Fog (*)
de John Carpenter, avec Adrienne Barbeau, Hal Holbrook, Janet Leigh. Américain, 1979 (1 h 30).
MK2 Hautefeuille, 6^e.
Piravi (La Naissance)
de Shaji N. Karun, avec Premji, Archana, C.V. Sreeraman, Krishnamurti. Indien, 1988 (1 h 50).
Racine Odéon, 6^e (01-43-26-19-68) ; Les 7 Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
Pulp Fiction
de Quentin Tarantino, avec John Travolta, Bruce Willis, Uma Thurman, Samuel L. Jackson, Harvey Keitel. Américain, 1994, copie neuve (2 h 29).
L'Arlequin, Dolby, 6^e (01-45-44-28-80).
Rashomon
d'Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori, Machiko Kyo. Japonais, 1950, noir et blanc (1 h 30).
Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES

Robert Filliou
Galerie Nelson, 40, rue Quincampoix, 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-42-71-74-56. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 1^{er} août au 18 septembre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mar-

di au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
PARIS QUARTIER D'ÉTÉ (01-44-94-98-00 et 0-803-808-803)
● **Hamlet sur la route**
d'après Shakespeare, mise en scène de Paul Golub.
Square Sorbier, 20^e. M^o Gambetta. Les 30 et 31, à 21 h 30. 50 F et 70 F.
● **Romanes cirque tsigane**
mise en scène d'Alexandre Bouglione-Romanes.
Chapiteau Romanès, 7, passage La-thuille, 18^e. M^o Place-de-Clichy. Jusqu'au 14 août, à 20 h 30. Relâche dimanche. 50 F et 100 F.
● **Cabaret Achille Tonic**
Jardin des Tuileries, place de la Concorde, 8^e. M^o Concorde. Jusqu'au 14 août, à 20 h 45 et 22 h 30. Relâche dimanche. 60 F et 80 F.
● **Le Royaume oublié**
Musiques, chants et danses des îles de la Sonde.
Cour du Palais-Royal, 13, rue de Rivoli, 1^{er}. M^o Palais-Royal. Le 30, à 22 heures. De 80 F à 100 F.

● **Stephan Oliva, François Raulin**
Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois, 4^e. M^o Saint-Paul. Le 30, à 21 heures. 120 F.
● **Jaipur Kawa Brass Band**
Fanfare du Rajasthan.
Parc de Belleville, 20^e. M^o Belleville. Le 30, à 20 heures. Accès libre.

ChienrU
de la Compagnie Cahin-Caha, mise en scène de Gulko.
Espace chapiteau du Parc de La Villette, 19^e. M^o Porte-de-La-Villette. Du mercredi au samedi, à 20 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F. Jusqu'au 4 septembre.

Quatuor Gabriel
Chausson : *Quatuor pour piano et cordes op. 30*. Schumann : *Quatuor pour piano et cordes op. 47*. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes op. 45*. *Orangerie, parc de Sceaux, 92 Sceaux. RER Bourg-la-Reine. Le 31, à 17 h 30. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.*

Dianne Reeves
Sur son dernier disque intitulé *Bridges* (chez Blue Note), la chanteuse établit un pont entre le jazz et la soul, reprenant des thèmes de Peter Gabriel, Leonard Cohen ou Joni Mitchell.
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, 12^e. M^o Château-de-Vincennes. Le 31, à 16 heures. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.
Irakere
Groupe de douze musiciens cubains.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. M^o Château-d'Eau. Le 30, à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

M^{me} Trautmann annonce la création d'un conseil supérieur de l'architecture

LA MINISTRE de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a présenté, mardi 27 juillet, un plan d'action en faveur de l'architecture, ainsi que plusieurs mesures confortant la loi de 1977, le principal texte organisant l'ensemble de la profession, avec la loi de 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique (loi MOP). M^{me} Traut-

mann, qui intervenait devant une soixantaine de représentants des instances professionnelles, était accompagnée par François Barré, directeur de l'architecture et du patrimoine. Le dispositif prévu, a annoncé la ministre, sera définitivement arrêté à la fin de 1999, certaines mesures devant faire l'objet d'un projet de loi.

La mesure la plus notable est la création d'un conseil supérieur de l'architecture, qui doit « permettre de refonder la légitimité de la profession » et de dissiper « certaines ambiguïtés relatives à la compétence et aux rôles respectifs de l'ordre des architectes et des syndicats ». Ce conseil, qui se substituera de fait à l'ordre national, n'entraîne pas en revanche la suppression des ordres régionaux, dont le nombre serait toutefois limité, et à qui doivent échoir « les missions de délégation de service public que sont la tenue du tableau, la défense du titre, la discipline et la déontologie ». Il reviendrait en revanche au nouveau conseil supérieur de fixer les cotisations selon un système « simple, raisonnable », afin qu'elles soient « non contestées, et recouvrées sans difficulté ».

TROIS COLLÈGES
Indépendant, le conseil, qui aura à traiter de toutes les questions générales relevant de l'architecture et de l'exercice de la profession, sera composé à parité de trois collèges : présidents des conseils régionaux, représentants syndicaux, personnalités qualifiées et du monde associatif, ces dernières étant désignées par le ministère de tutelle. M^{me} Trautmann a également prévu de renforcer et d'accroître « les mis-

sions et les champs d'intervention de l'architecte, en lui assurant le suivi de l'ouvrage, de la conception jusqu'à la livraison », d'amplifier le rôle économique et social des architectes, notamment auprès des collectivités publiques, et de créer « un véritable statut d'architecte salarié ». Enfin, un communiqué publié le même jour évoque un quatrième objectif, qui est d'« affirmer et de conforter la spécificité de la profession auprès des instances communautaires et internationales ».

Evoquant les prochaines négociations internationales sur les marchés de service au sein de l'OMC, M^{me} Trautmann a annoncé la réunion à Paris des partenaires européens et des représentants professionnels en vue de transmettre une position commune au président de la Commission européenne.

Après la réforme de l'enseignement et de la carte scolaire, la ministre de la culture paraît déterminée à accélérer l'évolution du métier d'architecte en France (ils seraient 27 000 à l'exercer). Tout en bénéficiant d'une bonne réputation internationale, les professionnels français sont en effet, dans leur majorité, mal organisés et mal préparés face à leurs concurrents étrangers.

Frédéric Edelmann

La famille de marchands d'art

Wildenstein poursuivie pour vol

LES HÉRITIERS du collectionneur Alphonse Kann ont porté plainte, mardi 27 juillet à New York, contre la famille Wildenstein, qui compte parmi les plus célèbres marchands d'art au monde, pour le vol de huit manuscrits saisis par les nazis sous l'Occupation, et estimés à 15 millions de dollars – 14,46 millions d'euros (*Le Monde* du 3 avril 1998). « *Les revendications des héritiers d'Alphonse Kann sont sans fondement* », a déclaré Guy Wildenstein, président de Wildenstein and Co. « *Les manuscrits en question étaient la propriété légale de la famille Wildenstein [en 1940] et leur attribution à Alphonse Kann était une erreur faite par les nazis et reprise ensuite par les autorités alliées.* » Selon son avocat, le chaos régnant à l'époque peut expliquer la confusion, et les Wildenstein auraient la « *preuve absolue* » que deux ou trois des manuscrits avaient été achetés par Georges Wildenstein avant la guerre et que les autres étaient décrits dans un inventaire du marchand. Reste que cette affaire s'ajoute à la décision prise au mois de juin par la justice française, qui a donné raison au journaliste Hector Feliciano, attaqué par les héritiers de Georges Wildenstein pour avoir affirmé que le marchand d'art avait maintenu ses relations commerciales avec les Allemands sous l'Occupation. – (AFP.)

RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter et Universal 45 chefs-d'œuvre de la musique classique.



MOZART. Requiem.

La fureur de vivre. Mozart n'a plus que cinq mois à vivre quand il reçoit la commande d'une messe des morts. Souffrant, confronté à des problèmes familiaux et financiers, le musicien n'achèvera pas la partition. Bien que complétée, cette dernière est l'un des monuments de toute l'Histoire de la musique. Dans cet enregistrement qu'il dédia à son épouse disparue, Bernstein dirige le *Requiem* avec une grandeur et une tendresse extrêmes. La lenteur des mouvements, la spiritualité qu'il imprime à l'ensemble des participants, font de cette gravure un témoignage bouleversant.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16 heures, dans l'émission de Frédéric Lodéon, « Carrefour de Lodéon »



GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 La Conquête spatiale, pour quoi faire ? **Forum Planète**
23.20 Prévention routière, enjeu 8 000 vies par an. **Forum Planète**

MAGAZINES

19.00 Best of Nulle part ailleurs. **Canal +**
19.00 Tracks. **Arte**
20.00 20h Paris Première. **Paris Première**
20.50 Thalassa. Escalade en Suède. **France 3**
22.15 Faut pas rêver. Iran : Les plombiers du désert. France : transhumance des juments. Cambodge : L'homme québécois. **France 3**
22.15 Ca se discute jour après jour. Chercher l'âme sœur. **TV 5**

DOCUMENTAIRES

19.05 Promenades sous-marines. [25/26]. Des poissons par milliers. **Planète**
19.30 Pour mémoire, les Klarsfeld, une famille dans l'Histoire. **Planète**
20.15 Les Shakers et le Bauhaus. **Arte**
20.35 Anciennes civilisations. [9/13]. Les Indiens d'Amérique. **Planète**
20.45 Méditerranée. [9/12]. **Histoire**
21.05 Benedita da Silva. Les sentiers de la favelle. **TV 5**
22.10 L'Essence de la vie. [2/4]. **Odyssée**

22.20 Grand Format. Les Gens des baraques. **Arte**
22.20 Quand la télé traite de l'info. [4/4]. Les années 90. **Planète**
22.25 Un siècle de science-fiction. Mondes futuristes. **13^{ème} RUE**
23.00 Adieu et merci, Tonkin. Mémoires de paix. **Odyssée**
0.30 Cinq colonnes à la une. **Planète**
1.00 Terre brûlée. [4/6]. **Odyssée**

SPORTS EN DIRECT

18.45 Football. Championnat de D 1 : Bordeaux - Bastia. **Canal + vert**
20.45 Football. Championnat de D 1 : Monaco - Saint-Etienne. **Canal +**

MUSIQUE

19.00 Nuits magiques. Festival interceltique de Lorient. **Muzzik**
20.45 XVI^e Festival Chopin. **Mezzo**
20.59 Nuit Joe Zawinul. **Muzzik**
21.45 Le Trio Wanderer interprète. Œuvres de Beethoven, Mendelssohn, Dvorak. **Mezzo**
22.25 La Famille Marley. Central Park 1997. **Paris Première**
23.30 L'Opéra du gueux. Opéra de Pepusch. Par le Conservatoire national de la Région de Montpellier, dir. Yael Bacri. **France 3**
23.30 La Chauve-Souris. Opérette de Strauss. Londres, 1984. Par l'Orchestre et les Chœurs du Royal Opera House, dir. Plácido Domingo. **Paris Première**

23.35 Joe Cocker : Night Calls. Dortmund 1992. **Canal Jimmy**

VARIÉTÉS

20.50 50 ans de tubes. **TF 1**

TÉLÉFILMS

20.30 L'Été 36. Yves Robert [1 et 2/2]. **Festival**
20.35 Cas de conscience. Peter Werner. **TMC**
20.45 La Lune tombée du ciel. Berthold Mittermayr. **Arte**
20.55 Souvenirs du Vietnam. Paul Wendkos [1/2]. **Téva**
22.20 Jeux dangereux. Lawrence Lanoff. **TSR**
22.30 Le major parlait trop. Robert Lewis. **Téva**
23.55 Le Silence des fusils. Arthur Lamothe. **Festival**

SÉRIES

20.45 Stargate SG-1. L'ennemi intérieur. **Série Club**
20.55 Urgences. Bonne année. Tirage au sort. Parcours d'une longue journée. **France 2**
22.45 X-Files, l'intégrale. Révélation. O. Souvenir d'oubliettes. **M 6**
0.30 Seinfeld. Le distributeur de bonbons (v.o.). **Canal +**
0.35 Star Trek, Deep Space Nine. [2/2]. Le maquis (v.o.). **Canal Jimmy**
1.25 Star Trek, la nouvelle génération. La fin du voyage (v.o.). **Canal Jimmy**

VENDREDI 30 JUILLET

FILMS

16.30 Golgotha. Yves Boisset. Avec Lucas Belvaux, Jean Carmet (France, 1980, 120 min) **O.** **Ciné Cinéma 2**
17.55 La Tête contre les murs. Georges Franju (France, 1959, N., 95 min) **O.** **Cinétoilette**
21.00 Le Goût du saké. Yasujiro Ozu (Japon, 1962, v.o., 110 min) **O.** **Cinétoilette**



GEORGES PEREC

21.00 Allons z'enfants. Yves Boisset. Avec Lucas Belvaux, Jean Carmet (France, 1980, 120 min) **O.** **Ciné Cinéma 2**
21.00 Les Géants de l'Ouest. Andrew V. McLaglen (Etats-Unis, 1969, v.o., 115 min) **O.** **Ciné Cinéma 3**
21.50 Brigham Young. Henry Hathaway (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 115 min) **O.** **Ciné Classics**
22.50 Copland. James Mangold (Etats-Unis, 1997, 98 min) **O.** **Canal +**
22.55 Silent Running. Douglas Trumbull (Etats-Unis, 1972, v.o., 90 min) **O.** **13^{ème} Rue**
23.45 Le Nouveau Testament. Sacha Guitry (France, 1936, N., 100 min) **O.** **Ciné Classics**
23.50 Lust and Revenge. Paul Cox (Australie, 1996, v.o., 90 min) **O.** **Arte**
0.25 Freejack. Geoff Murphy (Etats-Unis, 1991, 105 min) **O.** **Cinéstar 2**
0.35 Drôle d'endroit pour une rencontre. François Dupeyron (France, 1988, 95 min) **O.** **Ciné Cinéma 3**
0.50 Une autre femme. Woody Allen (Etats-Unis, 1988, v.o., 80 min) **O.** **Cinéstar 1**
1.25 From this Day Forward. John Berry (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 95 min) **O.** **Ciné Classics**
2.10 Le Bal. Ettore Scola (France - Italie, 1983, 110 min) **O.** **Ciné Cinéma 3**

PROGRAMMES

TF 1

18.05 Sous le soleil. **O.**
19.05 Les Dessous de Palm Beach. **O.**
20.00 Journal, Météo, Trafic Infos. **O.**
20.50 50 ans de tubes. **O.**
23.05 Terre indigo. Feuilletton. Jean Sagols [5/8]. **O.**
1.05 TF 1 nuit, Météo. **O.**

FRANCE 2

18.25 Hartley, cœurs à vif. **O.**
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. **O.**
19.20 Qui est qui ? **O.**
20.00 Journal, Météo, Point route. **O.**
20.55 Urgences. Bonne année. **O.**
21.00 Tirage au sort. **O.**
21.05 Parcours d'une longue journée. **O.**
23.25 Millennium. Le début et la fin. **O.**
0.10 Journal de la nuit, Météo. **O.**
0.30 Le Juge de la nuit. Flagrant délit. **O.**
1.15 Mezzo l'Info. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. **O.**

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. **O.**
18.50 Météo des plages. **O.**
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. **O.**
20.05 Fa Si La. **O.**
20.35 Tout le sport. **O.**
20.50 Thalassa. Escalade en Suède. **O.**
22.15 Faut pas rêver. **O.**
23.05 Météo, Soir 3. **O.**
23.30 L'Opéra du gueux. Opéra de Pepusch. **O.**
1.00 Le Journal des festivals. Denez Prigent a capella. **O.**

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.45
18.30 Seinfeld. **O.**
19.50 Best of Nulle part ailleurs. **O.**
19.50 Flash infos. **O.**
20.00 Le Zapping. **O.**
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Saint-Etienne. **O.**
22.50 Copland. Film. James Mangold. **O.**
0.29 10 secondes et des poussières. Un ministre. **O.**
0.30 Seinfeld. Le distributeur de bonbons. **O.**
0.55 Football. Bordeaux - Bastia. **O.**

Le Monde TELEVISION

CANAL+

20.15 Football. La saison dernière, Saint-Etienne est devenue champion de France de deuxième division. Une performance à qui lui vaut de retrouver l'élite. L'équipe se déplace aujourd'hui à Monaco pour la première journée du championnat de France. Face à une équipe de la Principauté qui s'est sérieusement renforcée, les Stéphanois passeront un premier test sur leur capacité à évoluer à ce niveau.

ARTE

22.20 Les Gens des baraques. En 1995, vingt-cinq ans après avoir tourné un premier film sur un bidonville de la région parisienne (le Franc-Moisin, à Saint-Denis), Robert Bozzi décide de partir à la recherche de ceux qu'il avait rencontrés à l'époque. Ce documentaire en forme de suspense est le récit de sa quête en même temps qu'une réflexion sur le regard. Un formidable film qui retrace des parcours, des vies.

RADIO CLASSIQUE

20.40 Truffaut et la musique. Le cinéaste François Truffaut brillait dans l'art de marier images et musique. Cette émission lui rend hommage en évoquant plusieurs de ses longs métrages dont les bandes musicales ont marqué les mémoires (*Jules et Jim*, *Fahrenheit 451*...). Ce programme spécial est l'occasion de réécouter ces compositions originales (signées Georges Delerue), mêlées à des musiques qu'appréciait Truffaut.

SAMEDI 31 JUILLET

FILMS

13.20 Le Nouveau Testament. Sacha Guitry (France, 1936, N., 95 min) **O.** **Ciné Classics**
14.55 El Híncha. José Maria Elorrieta (Espagne, 1957, N., v.o., 80 min) **O.** **Ciné Classics**
15.00 L'Héritier des Mondésir. Albert Valentin (France, 1939, N., 105 min) **O.** **Cinétoilette**
16.15 A chaque aube je meurs. William Keighley (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 90 min) **O.** **Ciné Classics**
20.05 Le Cerveau. G. Oury (Fr., 1968, 115 min) **O.** **TSR**
22.00 Superman II. L'aventure continue. Richard Lester (Etats-Unis, 1980, 130 min) **O.** **TSR**
22.30 Chamanka. Andrzej Zulawski (Pologne, 1997, v.o., 110 min) **O.** **RTBF 1**



23.00 From this Day Forward. John Berry. Avec Joan Fontaine, Mark Steven (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 100 min) **O.** **Ciné Classics**
23.00 L'Affaire Karen McCoy. Russell Mulcahy (Etats-Unis, 1993, 105 min) **O.** **Ciné Cinéma 2**
23.10 Attache-moi ! Pedro Almodovar (Espagne, 1989, 100 min) **O.** **Cinéstar 1**
0.35 Gueule d'amour. Jean Grémillon (France, 1937, N., 90 min) **O.** **Cinétoilette**
0.40 Les Petites Alliées. Jean Dreville (France, 1936, N., 85 min) **O.** **Ciné Classics**

17.15 Les Bottes de sept lieues. Hervé Baslé. **Ciné Cinémas**
20.30 Une saison au purgatoire. David Greene [1/2]. **O.** **Ciné Cinémas**
20.30 L'Argent. Jacques Rouffio. **Festival**
20.45 L'Odyssée du capitaine Blood. Andréi Pratchenko [2/2]. **Série Club**
21.00 Sa dernière lettre. Serge Meynard. **France 3**
22.40 Paix et amour. Laurence Ferreira Barbosa. **Arte**
22.55 L'Incroyable Hulk. Kenneth Johnson. **13^{ème} RUE**
23.30 Séduction coupable. Jim Wynorski. **O.** **TF 1**

SÉRIES

18.05 Dakтари. La dernière chasse de Dakтари. **La Cinquième**
19.05 Beverly Hills. Prise de conscience. **TF 1**
19.45 La Vie à cinq. Cœur à cœur. **Téva**
20.00 3^e planète après le Soleil. [1/2]. See Dick Continue to Run (v.o.). **Série Club**
20.50 Charmed. Au nom du père. **M 6**
21.00 VR 5. L'ange (v.o.). **Canal Jimmy**
22.05 Code Quantum. Futur Boy. Que la danse commence. **Série Club**
22.50 Star Trek, Deep Space Nine. L'implant. **Canal Jimmy**
4.00 New York Police Blues. Voir dire this (v.o.). **Canal Jimmy**

PROGRAMMES

TF 1

16.50 Dingue de toi. **O.**
17.15 Hercule. **O.**
18.05 Manatea, les perles du Pacifique. **O.**
19.05 Beverly Hills. **O.**
20.00 Journal, Le Résultat des courses, Météo. **O.**
20.50 1, 2, 3 séries. **O.**
20.50 Walker, Texas Ranger. Le choix. **O.**
21.45 V.I.P. Hongkong connection. **O.**
22.35 LA Docs. Le prix du silence. **O.**
23.30 Hollywood Night. Séduction coupable. Téléfilm. Jim Wynorski. **O.**

FRANCE 2

16.05 Natation. **O.**
16.45 Athlétisme. **O.**
18.50 1 000 enfants vers l'an 2000. **O.**
18.55 Fous d'humour. **O.**
20.00 Journal, Météo. **O.**
20.55 Fort Boyard. **O.**
22.45 Norma. Opéra de Bellini. **O.**
1.30 Journal, Météo. **O.**

FRANCE 3

16.45 Chroniques d'en haut. **O.**
17.20 Qui a tué le juge Falcone ? **O.**
18.20 Questions pour un champion. **O.**
18.50 Météo des plages. **O.**
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. **O.**
20.05 Strip-tease. **O.**
20.40 Tout le sport. **O.**
21.00 Sa dernière lettre. Téléfilm. Serge Meynard. **O.**
22.35 Météo, Soir 3. **O.**
23.00 Omerta, la loi du silence. [8, 9 et 10/11]. **O.**

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35
17.45 Daria. **O.**
18.10 Seinfeld. **O.**
19.00 Rions un peu en attendant la rentrée. **O.**
20.05 Babylone yé-yé. **O.**
20.35 Samedi comédie. **O.**
20.35 Spin City. Même heure l'année prochaine. **O.**
20.55 H. Un mensonge. **O.**
21.20 Blague à part. Tonio. **O.**
21.45 A la une. Querelle de famille. **O.**
22.05 Jour de foot. **O.**
23.00 Pétaïque. **O.**
23.50 Maguinis, filic ou voyou. La fin du petit commerce. **O.**
0.35 Seinfeld. Ami ami. **O.**

LA CINQUIÈME/ARTE

15.05 Sur les chemins du monde. Les Trésors de l'humanité. 16.00 Appel d'air. [1/6]. Québec. 17.00 Jangal. 17.30 Va savoir. **O.**
17.55 Les Voyageurs du temps. **O.**
18.05 Dakтари. **O.**
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 31 juillet 1949. **O.**

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et **17.10**, 4.10 Le Monde des idées. **LCI**
21.20 Chagall ou la poésie des couleurs. **Forum Planète**
23.20 Les Chansons de la Grande Guerre. **Forum Planète**

MAGAZINES

13.40 Planète animal. La vallée des montreurs d'ours [2/2]. **TMC**
18.15 Des racines et des ailes. L'empreinte des pharaons. Les clés du Mont. Vienne : Toute la ville danse. Pompéi : Opération survie. **TV 5**
19.00 Histoire parallèle. Les deux Allemagne et leur mémoire. **Arte**
19.30 Le Club. Peter Greenaway. **Ciné Classics**
20.45 La Semaine d'Histoire. Kosovo. Les élections européennes. Les intoxications alimentaires. **Histoire**
20.50 Planète animal. Tong Tana, voyage au cœur des dernières forêts vierges [1/2]. **TMC**
21.05 Thalassa. Furie de temps. **TV 5**
21.40 Metropolis. Tom Wolfe. Sculptures au Palais-Royal... **Arte**
21.50 Planète Disney 1999. Les moyens de transport. **Disney Channel**
22.15 La Vie à l'endroit. Voyage insolite à l'aéroport de Roissy. **TV 5**
23.40 T'as pas une idée ? Laurent Terzieff. **Canal Jimmy**

DOCUMENTAIRES

17.00 Les Plus Beaux Jardins du monde. [4/12]. **Planète**
17.10 Washoe, le singe qui parle avec les mains. **Odyssée**
17.20 Qui a tué le juge Falcone ? **France 3**
17.45 Le Léopard, une griffe dans la nuit. **TSR**
18.05 Rubans d'acier. [10/13]. **Odyssée**
18.25 La Forêt boréale. **Planète**
18.30 Les Gens d'à bord. **Odyssée**
18.35 Les Réalistes. David Zucker. **Ciné Cinémas**
19.00 Le Premier Empereur. [2/2]. **Odyssée**
19.40 Texas Clabecq, ma cité a craqué. **Planète**
19.50 Sous le soleil de Palavas. **Odyssée**
20.05 Babylone yé-yé. De sacrés bons coups. **Canal +**

Le Monde TELEVISION

ARTE

20.45 L'Aventure humaine. Après un premier contact de l'empereur d'Axum avec la foi chrétienne au IV^e siècle, l'Éthiopie a été évangélisée au VII^e siècle par neuf moines syriaques qui fondèrent les premiers grands monastères. La chrétienté éthiopienne orthodoxe a produit un art sacré original. Ce patrimoine exceptionnel est convoité par le marché international. Un document de Joël Calmettes et Jacques Mercier.

SPORTS EN DIRECT

13.00 et **18.30** Natation. Championnats d'Europe. **Eurosport**
14.45 Formule 3 000. Grand prix d'Allemagne. **Eurosport**
16.30 Tennis. Tournoi de Kitzbühel. **Eurosport**
20.00 Football. Championnat de D 1 : Lyon - Montpellier. **Superfoot**
20.25 Volley-ball. Euro 2000 (qualifications) : France - Italie. **Eurosport**

MUSIQUE

17.30 Le Concerto d'Aranjuez. Avec Paco De Lucia, guitare. Par l'Orchestre de Cadaques, dir. Edmon Colomer. **Muzzik**
18.00 Luther Allison au Metropolis. Montréal 1997. **Muzzik**
19.05 Dave Brubeck symphonique. Montréal 87. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

17.15 Les Bottes de sept lieues. Hervé Baslé. **Ciné Cinémas**
20.30 Une saison au purgatoire. David Greene [1/2]. **O.** **Ciné Cinémas**
20.30 L'Argent. Jacques Rouffio. **Festival**
20.45 L'Odyssée du capitaine Blood. Andréi Pratchenko [2/2]. **Série Club**
21.00 Sa dernière lettre. Serge Meynard. **France 3**
22.40 Paix et amour. Laurence Ferreira Barbosa. **Arte**
22.55 L'Incroyable Hulk. Kenneth Johnson. **13^{ème} RUE**
23.30 Séduction coupable. Jim Wynorski. **O.** **TF 1**

SÉRIES

18.05 Dakтари. La dernière chasse de Dakтари. **La Cinquième**
19.05 Beverly Hills. Prise de conscience. **TF 1**
19.45 La Vie à cinq. Cœur à cœur. **Téva**
20.00 3^e planète après le Soleil. [1/2]. See Dick Continue to Run (v.o.). **Série Club**
20.50 Charmed. Au nom du père. **M 6**
21.00 VR 5. L'ange (v.o.). **Canal Jimmy**
22.05 Code Quantum. Futur Boy. Que la danse commence. **Série Club**
22.50 Star Trek, Deep Space Nine. L'implant. **Canal Jimmy**
4.00 New York Police Blues. Voir dire this (v.o.). **Canal Jimmy**

CINÉ CLASSICS

23.00 From This Day Forward. Ce deuxième film de John Berry (acteur au IV^e siècle, l'Éthiopie a été évangélisée au VII^e siècle par neuf moines syriaques qui fondèrent les premiers grands monastères. La chrétienté éthiopienne orthodoxe a produit un art sacré original. Ce patrimoine exceptionnel est convoité par le marché international. Un document de Joël Calmettes et Jacques Mercier.

CINÉSTAR 1

23.10 Attache-moi ! Un garçon de vingt-trois ans sort d'un hôpital psychiatrique, apparemment guéri. Il veut se marier. Epris d'une actrice de films pornos qu'il a connue un an auparavant et qui, elle, ne lui prête plus attention, il la séquestre chez elle, attachée sur le lit, pour s'en faire aimer. Une variation, surprenante de la part d'Almodovar, sur le thème de l'amour fou et de l'obsession romantique.

PROGRAMMES

TF 1

18.05 Sous le soleil. **O.**
19.05 Les Dessous de Palm Beach. **O.**
20.00 Journal, Météo, Trafic Infos. **O.**
20.50 50 ans de tubes. **O.**
23.05 Terre indigo. Feuilletton. Jean Sagols [5/8]. **O.**
1.05 TF 1 nuit, Météo. **O.**

FRANCE 2

18.25 Hartley, cœurs à vif. **O.**
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. **O.**
19.20 Qui est qui ? **O.**
20.00 Journal, Météo, Point route. **O.**
20.55 Urgences. Bonne année. **O.**
21.00 Tirage au sort. **O.**
21.05 Parcours d'une longue journée. **O.**
23.25 Millennium. Le début et la fin. **O.**

Des chercheurs ont reconstitué la cancérisation des cellules

Pour la première fois, une équipe scientifique du Massachusetts Institute of Technology est parvenue à faire évoluer vers le cancer des cellules humaines normales. Cette découverte laisse espérer la mise au point de nouveaux médicaments

UNE ÉQUIPE de chercheurs américains dirigée par le professeur Robert Weinberg (Whitehead Institute for Biomedical Research, Massachusetts Institute of Technology) publie dans la revue scientifique britannique *Nature* (datée 29 juillet) un article montrant qu'elle est parvenue à transformer, *in vitro*, une cellule humaine bénigne en une cellule maligne. Injectée, mais cette fois-ci *in vivo*, à une souris, cette cellule est capable, ont également montré ces chercheurs, de provoquer l'apparition d'un cancer. De portée très fondamentale, cet article est salué par *Nature*, dans un éditorial signé Jonathan Weitzman et Moshe Yaniv (unité des virus oncogènes, Institut Pasteur, Paris), comme l'aboutissement de quinze

Les acteurs du cancer

● **Oncogènes** : ce sont des gènes capables de provoquer une prolifération tumorale. Ils interviennent dans le contrôle de la prolifération cellulaire et sont capables de provoquer un processus de cancérisation. Les proto-oncogènes stimulent la croissance des cellules. Lorsqu'ils subissent une mutation, ils favorisent une multiplication excessive des cellules, soit en faisant produire une quantité anormalement importante d'une protéine de stimulation, soit en faisant synthétiser une forme hyperactive de cette protéine. On les appelle dans ce dernier cas des oncogènes.

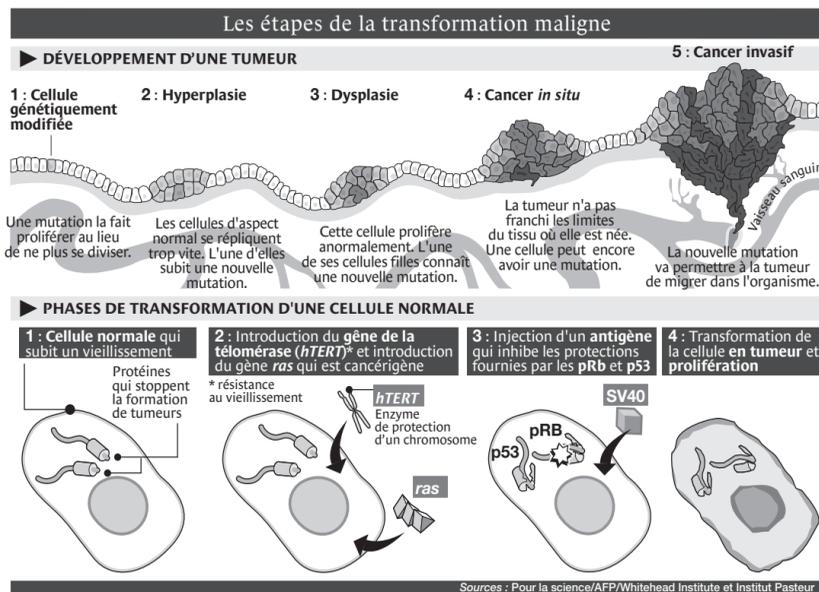
● **Gènes suppresseurs de tumeur** : ils ont sous leur dépendance la fabrication de protéines qui inhibent la division cellulaire. Des mutations génétiques peuvent rendre ces protéines inactives, ce qui a pour effet de lever le frein sur la prolifération cellulaire. Parmi les gènes suppresseurs de tumeurs les plus connus, figurent le *p53* (qui peut interrompre la division et déclencher la mort cellulaire), le *pRB* (dont la mutation est associée à la survenue du cancer de la rétine, des os, de la vessie, du sein et du cancer à petites cellules du poumon).

● **Télomères et télomérase** : les télomères sont des segments d'ADN localisés aux extrémités des chromosomes. A force de se diviser, lorsqu'ils sont devenus trop courts, ils envoient à la cellule un message lui demandant d'entrer en sénescence et de ne plus se diviser. Si ce message n'est pas suivi d'effet, un raccourcissement supplémentaire aboutit à la mort de la cellule. La télomérase est une enzyme inactive dans la quasi-totalité des cellules saines. Elle est présente sous forme active dans presque toutes les cellules cancéreuses. Dans ces dernières, elle assure le remplacement des segments de télomères éliminés à chaque division cellulaire et permet donc aux cellules malignes de se répliquer sans fin.

années de recherche sur les mécanismes de la transformation maligne des cellules.

Pour mieux traiter les cancers, il faut élucider les étapes qui conduisent une cellule normale à devenir tumorale et à proliférer, au contraire des cellules normales qui meurent après un certain nombre de divisions. Depuis quinze ans, de nombreux chercheurs s'étaient vainement efforcés de reproduire *in vitro* cette transformation dans des cellules humaines, comme cela a pu être fait chez les rongeurs. Dans les quelques cas où ils y étaient parvenus, ils n'avaient jamais réussi à déterminer avec exactitude la succession d'événements à l'origine de ce phénomène essentiel pour la compréhension des mécanismes de la cancérogenèse. Moyennant l'utilisation de trois gènes, l'équipe de Robert Weinberg y est parvenu. Il s'agit à n'en pas douter d'une étape importante, même si des années nous séparent encore de la mise au point de traitements intégrant ces connaissances.

Schématiquement, la première étape a consisté à intégrer dans des cellules humaines deux gènes du cancer (oncogènes). L'un a sous sa dépendance la fabrication d'une protéine particulière – la protéine T du virus du singe SV 40 – dont on sait qu'elle empêche l'action de deux protéines antitumorales, la *p53* et *pRB*; l'autre assure la fabrication d'une protéine dénommée RAS, très souvent présente dans les tumeurs. Pour que le phénomène de transformation maligne se produise, un troisième gène est indispensable : il s'agit du gène ayant sous sa dépendance la fabrication d'une enzyme particulière, la télomérase. Ainsi dotées de ces trois nouveaux gènes, l'équipe de Ro-



bert Weinberg a montré que les cellules humaines se transformaient en cellules malignes, cancéreuses. Mieux : injectées à des souris présentant un déficit immunitaire et, de ce fait, ne rejetant pas les cellules étrangères, ces cellules humaines peuvent provoquer l'apparition de tumeurs malignes.

« IL EXISTE D'AUTRES CHEMINS »

Il y a deux ans, l'équipe de Robert Weinberg avait identifié le gène codant pour la partie active de la télomérase. Les travaux rapportés aujourd'hui avaient été entrepris pour savoir si l'activité

de la télomérase était nécessaire à la croissance tumorale. Ils vérifient cette hypothèse de façon magistrale, puisque la présence des deux oncogènes (RAS et antigène grand T) ne suffit pas à la transformation tumorale chez l'homme. Chez la souris, où la télomérase est constamment active, cette évolution maligne avait pu être provoquée par ces deux oncogènes.

« Un tel travail fait date, estime le professeur Moshe Yaniv (Institut Pasteur, Paris). C'est une révolution dans les connaissances sur le cancer, car ce qui n'était qu'un postulat se révèle exact, mais nous

sommes loin d'une révolution dans la thérapeutique. Tout d'abord, il existe sans doute d'autres chemins par lesquels des cellules normales deviennent cancéreuses. Ensuite, d'autres événements sont nécessaires pour que les tumeurs puissent échapper au système immunitaire et métastaser. Néanmoins, l'étude que vient de publier Weinberg indique des pistes pour déterminer les cibles de futurs traitements. »

Le chercheur de l'Institut Pasteur fait remarquer que les cellules tumorales ne sont pas si différentes des cellules normales qu'on pourrait le penser. La plus grande partie de leur patrimoine géné-

tique est composée de gènes normaux. Cette proximité explique d'ailleurs les difficultés à mettre au point des traitements efficaces et dénués d'effets néfastes pour les cellules normales, ce qui n'est pas le cas des agents anticancéreux actuellement disponibles, qu'ils soient physiques (les rayons) ou chimiques (médicaments anticancéreux). L'avenir – encore lointain – semble donc appartenir aux moyens de restaurer dans les cellules ayant subi une transformation maligne les voies conduisant à leur mort.

« DEUX OU TROIS » ÉTAPES

Même s'il convient de garder de tout espoir prématuré, l'étude publiée par *Nature* attire une nouvelle fois l'attention sur les progrès extraordinaires accomplis en une vingtaine d'années par les chercheurs travaillant sur les phénomènes de cancérisation. Dès 1983, Robert Weinberg avait contribué à la mise en évidence de l'existence des oncogènes, distinguant deux étapes fondamentales dans les phénomènes de cancérogenèse : une étape de modification cellulaire, initiée par l'oncogène *myc*, suivie d'une étape de promotion liée à l'oncogène *ras*.

« Nous ne savons toujours pas le nombre total ou la nature des étapes impliquées dans le cancer, mais ce nombre n'est pas extraordinairement élevé. Il pourrait s'élever à deux ou trois. Dans certains cas, simplement deux étapes pourraient entraîner loin une cellule sur la route du cancer », déclarait Robert Weinberg dans une interview publiée le 19 août 1983 au *New York Times*. Il semble que son intuition était bonne.

Paul Benkimoun et Elisabeth Bursaux

Robert Weinberg, un explorateur de la biologie moléculaire

PUBLICATION SCIENTIFIQUE après publication scientifique, déroulant inlassablement le fil de la découverte des mécanismes du cancer, Robert Weinberg a contribué de manière décisive à la compréhension du mys-

PORTRAIT

Son ambition première fut de devenir... rabbin. La passion de la recherche lui vint à l'âge de dix-huit ans

tère de la malignité cellulaire. Dès 1988, dans un remarquable article publié dans *Scientific American* (et traduit en français dans la revue *Pour la science*, n° 133, novembre 1988), il avait affirmé que les cancers « trouvent leur origine dans nos gènes ». Et il précisait : « Souvent les cancers apparaissent parce qu'un agent carcinogène – un rayonnement ou un produit chimique – endommage l'ADN d'un gène critique d'une cellule qui commence à se diviser sans contrôle : sa descendance finit par former un gros agrégat de cellules que l'on appelle tumeur. »

Né le 11 novembre 1942 à Pittsburg (Pennsylvanie) d'un père dentiste et d'une mère qui, en 1938, avait fui l'Allemagne nazie, le jeune Robert Weinberg ne manifesta dans son enfance aucune prédisposition particulière pour la recherche scientifique. Son ambition première fut de devenir... rabbin. Vers l'âge de dix-huit ans, lui vint enfin la passion de la recherche. Diplômé du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT), il commença à travailler avec quelques-uns des plus fameux spécialistes de biologie moléculaire : Ernest Winocur (Weizmann Institute, Rehovoth, Israël), Renato Dulbecco (Salt Institute, La Jolla, Californie) ; il devint ensuite l'assistant du professeur David Baltimore, prix Nobel de médecine en 1975 pour ses découvertes sur la cancérogenèse.

Professeur au MIT depuis 1982, Robert Weinberg avait, dès 1983, mis au jour les premiers éléments permettant de comprendre comment une cellule a priori normale peut se transformer en cellule cancéreuse (*Le Monde* du 24 août 1983). L'action conjuguée de deux gènes du cancer (oncogènes) est indispensable, écrivait-il alors dans la revue *Nature*, pour qu'un phénomène cancéreux appa-

raisse. Trois ans plus tard, il allait encore plus loin, annonçant, toujours dans *Nature*, qu'il avait, en collaboration avec le docteur Thaddeus Dryja (Harvard Medical School, Boston), découvert un gène dont l'absence peut provoquer l'apparition de certains types de cancers, les rétinoblastomes (*Le Monde* du 17 octobre 1986).

« UNE COMMUNAUTÉ COMPLEXE »

Depuis, Robert Weinberg a multiplié les publications scientifiques. En novembre 1996, dans *Pour la science*, il avait fait la synthèse de ses recherches dans un article intitulé « L'apparition des cancers ». Il résumait ainsi la situation : « Les trente mille milliards de cellules d'un organisme sain forment une communauté complexe, où chaque groupe de cellules règle la prolifération des autres. Les cellules normales ne se divisent que sur ordre des cellules environnantes. Cette collaboration incessante garantit, à chaque tissu, une taille et une architecture adaptées aux besoins de l'organisme. » Au contraire, ajoutait-il, « les cellules cancéreuses échappent aux contrôles des autres cellules : elles ignorent les signaux qui limitent la prolifération et n'obéissent qu'à leur

propre programme de réplication. De surcroît, elles ont une propriété encore plus menaçante : elles s'échappent de leur site d'origine et migrent vers d'autres tissus. Les tumeurs issues de telles cellules malignes sont de plus en plus agressives, et elles deviennent mortelles quand elles se développent dans les organes indispensables à la survie, dont elles bloquent le fonctionnement. »

Ce sont donc les mécanismes fondamentaux de ces phénomènes que l'équipe de Robert Weinberg est en passe de mettre au jour. Dans une dizaine d'années, estime-t-il, on connaîtra l'histoire complète et détaillée des tumeurs humaines. Et il prédit : « Les molécules découvertes par hasard devraient bientôt être remplacées par des molécules conçues rationnellement, donnant des traitements anticancéreux ciblés. Je suis persuadé que les dix premières années du XXI^e siècle nous apporteront des traitements auxquels les cancérologues du XX^e siècle n'ont osé rêver. »

Franck Nouchi

Tirage du Monde daté vendredi 30 juillet : 515 720 exemplaires

1 - 3



L'aventure des origines

par Jean-Paul Dufour

Depuis que le monde est monde, l'homme a dû se contenter d'hypothèses pour répondre à ces grandes interrogations : d'où vient l'univers ? y-a-t-il un jour sans hier ? que sait-on de la naissance du Soleil, de la vie, des êtres humains et du langage qui les rattache les uns aux autres ? Une promenade éclairée à travers les mystères de la création.

Tous les jours, du lundi 2 août au samedi 7 août dans **Le Monde**